S!lence
N°307
Février
2003
4 €
6 FS

S!lence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

Ecocités

Vers des villes plus écologiques

Video
Carole Poliquin

Femmes
Féminisme, sexisme
Du coté des dicos

Politique
Les grands corps d'Etat



Sommaire

Dossier

Ecocités

Vers des villes plus écologiques

d'Alexandre Esteban

Brèves

Les infos contenus de ce numéro ont été arrêtées au 24 décembre 2003.

VU de l'intérieur...

Avis aux libraires

Silence cherche un libraire qui accepterait de collaborer avec nous pour nous indiquer, en particulier dans le domaine des romans, les nouveautés qu'il serait utile de signaler dans la revue. Téléphoner à Michel Bernard, un mercredi, au 04 78 39 55 33.

ILE-DE-FRANCE

Echos de Silence

L'émission *Les échos de Silence* basée sur les thèmes de la revue aura lieu les mercredis 11 février, 10 mars, 7 avril, 12 mai et 15 juin, de 16h30 à 17h30 sur Radio Ici-et-Maintenant, 95,2 FM. Si vous n'habitez pas en Ile-de-France, vous pouvez aussi l'écouter sur internet sur icietmaintenant.com.

LYON

Tables de presse

Nous cherchons des bénévoles pour tenir des tables de presse de Silence sur Lyon et environs, en fonction de vos disponibilités. Si vous pouvez nous aider à en tenir une, merci de contacter Alexandre au 04 78 39 55 33 le mardi et jeudi, ou d'écrire à la revue.

Assemblée générale de Silence

La revue est gérée par une association du même nom. Celle-ci tiendra son assemblée générale le 17 avril dans nos locaux. Tout le monde peut participer à cette réunion, mais seuls les adhérents (et non les abonnés !) peuvent voter.

Rencontre des ami-e-s de Silence

Cette année, la rencontre se tiendra en Bretagne, dans la forêt de Brocéliande, du samedi 24 juillet au dimanche 1er août. Les ami-e-s de Silence cherchent dès maintenant des personnes pour constituer de petites équipes pouvant aider à l'aménagement du lieu et qui peuvent venir sur place avant le début de la rencontre : construction de douches, toilettes sèches, abris... Pour participer à ces rencontres, il faut adhérer à l'association des Ami-e-s de Silence (5 €). Comme pour les années précédentes, le menu de cette rencontre sera largement réalisé en fonction de vos propositions : ateliers, débats, balades, chansons, chantiers, etc. *Les Ami-e-s de Silence, c/o Florence de Luna. 21 c. rue Pierre Brunier, 69300 Caluire, 04 72 07 83 84 ou 06 71 63 10 03.*

LYON

Café Silence

Une rencontre avec débat sur le thème des écocités aura lieu à Lyon le mercredi 4 février à 17 h au café associatif espérantiste *Le Kotopo (en salle de réunion)*, 14, rue René-Leynaud, 69001 Lyon (en bas des pentes de la Croix-Rousse). Participation 2 €.

Avenir des archives de Silence ?

Nous avons accumulé d'énormes quantités de documentation sous forme de collections de revues (500 boites archives), de livres (plus de 3000) et divers documents (200 boites). Cela occupe actuellement la moitié de nos locaux et il nous faut trouver une solution pour «respirer». Plusieurs solutions sont possibles :

■ *nous cherchons à garder cette documentation*. Pour cela il faudrait que des personnes motivées se manifestent, disposant de temps bénévole sur Lyon, pour mettre en place un projet de centre de documentation.

■ *nous donnons en grande partie cette documentation*. Cela peut se faire soit localement soit de manière plus éloignée. Cela peut se faire soit à une autre association, soit à une bibliothèque ou un centre de documentation déjà existant.

■ *nous jetons une partie de la documentation*. Ce serait vraiment en dernière extrémité !

Nous aimerions connaître ce qui est possible autour de nous avant notre prochaine assemblée générale pour prendre une décision. N'hésitez pas à nous faire des propositions.

Venez nous voir !

Cette revue est réalisée en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Celles-ci comprennent un goûter à 17 h et un repas à 21h30 offerts par Silence.

N°308 - Mars
Comité de clôture des articles :
samedi 24 janvier à 14 h
(clôture brèves : mercredi 28 janvier à 12 h)
Expédition :
vendredi 13 février de 14 h à 21 h 30

N°309 - Avril
Comité de clôture des articles :
samedi 28 février à 14 h
(clôture brèves : mercredi 3 mars à 12 h)
Expédition :
vendredi 19 mars de 14 h à 21 h 30

Bulletin d'abonnement page 47

LE MOIS DE LASSERPE











Une bouffée d'imaginaire

Durant le vingtième siècle, la vie en ville s'est de plus en plus complexifiée, tout en se dégradant. Les villes et la fameuse «croissance économique» sont étrangement liées. Car qui dit croissance économique dit aussi développement industriel, usines, raffineries, déchets et incinérateurs, pollutions massives sur et sous la terre, et tout ce qui va avec. Nous nous sommes donc demandé pourquoi les villes sont devenues complices de cette horreur, et comment nous, *objectrices et objecteurs de croissance*, pourrions changer cela, chaque jour dans notre vie et dans la ville, à travers le concept d'*écocité*.

Les *écocités* évoquent le rêve d'une civilisation imaginative, où la nature et la ville seraient à nouveau réconciliées, et pourraient coexister, sans menacer l'équilibre de l'une ou de l'autre. Les écocités désignent ce à quoi l'on pourrait aspirer. Elles sont des *utopies* au sens premier du terme : elles n'existent dans aucun lieu (1), du moins à ce jour.

A travers les pages qui suivent, nous avons cherché à vous montrer comment les villes, devenues aujourd'hui un enfer pour leurs habitantes, en raison des enjeux qu'elles représentent, pourraient bien (re)devenir un jour tout autre chose… et comment faire !

Ce dossier se présente donc comme une petite palette de pratiques concrètes, de couleurs, d'adresses et de lectures utiles, un peu comme une drôle de boîte à outils vous permettant d'imaginer une autre vi(ll)e, plus fertile, et de comprendre comment agir *sur* votre commune, votre cité ou votre quartier pour qu'elle redevienne un jour un espace de vie en équilibre avec la nature. Pour cela tous vos sens doivent être en éveil, pour observer ou être à l'affût de ce qui pourrait changer là, tout de suite, avec votre participation active. Bonne promenade, et bon voyage au pays des (futures) écocités !

Alexandre Esteban ■

(1) Utopie, du grec *u* , privé de, et *topos*, lieu. Qui n'existe, pour l'instant, dans aucun lieu.

Vers des villes plus écologiques



La résidence dans les près, par Hunterwasser, en Autriche.

Les villes commencent aujourd'hui à faire fuir leurs habitants, qui préfèrent parfois s'installer au calme à la campagne… mais avec d'autres inconvénients (1).

A ce jour, 75 % de la population française vit dans des villes, et depuis peu on a franchi le cap des 50 % de la population de la planète qui est elle aussi devenue «urbaine», soit plus de trois milliards d'êtres humains. Or, de plus en plus souvent, ces villes nous désespèrent :

• Pollutions de l'air, fréquence des jours où l'air est irrespirable,
• Pollution et gaspillage de l'eau (eaux usées, eaux grises..),
• Pollutions électromagnétiques (antennes relais),
• Accidents provoquant morts et handicapés,
• Mouvements incessants et stress,
• Bruits de toutes parts,
• Vie sociale saturée, hachurée,
• Vie et jeux impossibles dans la rue, dans la ville, gaspillage d'espaces (les véhicules individuels et individualistes prennent énormément de place au sol) (2),
• Les espaces publics (parcs, jardins, rues…) deviennent privés (privés de vie : voitures envahissantes et stationnements sauvages, parkings innombrables, garages, stations d'essence), absence de zones piétonnes,
• Congestion des transports (bouchons sans fin et baisse de la vitesse moyenne),
• Déchets, boues d'épuration, etc.,
• Taux de maladie et de mortalité infantile, déformations à la naissance en Rhône-Alpes (3),
• Supermarchés périphériques, rareté des petits commerces de proximité,
• Industries (agro-alimentaires...),
• Certaines villes sont à la limite de la survie (Mexico, Tokyo…),
• Dépendance croissante vis-à-vis de la campagne (agriculture, alimentation) et des importations.

L'écobilan des villes est lourdement négatif, et leurs empreintes écologiques (4) sont trop importantes, mettant en péril l'équilibre de la planète.

L'écocité est à la ville ce que l'écovillage est à la campagne.

Le développement ordurable

Pour sortir de ces villes devenues invivables, certains ont cherché des options, des méthodes du côté du «développement durable». Mais ils en sont encore à parler de «gestion» des déchets, et non de réduction directe et radicale à la source, ou vantent la «croissance durable» ou «intelligente» des villes, en oubliant de rappeler que la planète est déjà au bord de l'épuisement... Autant de termes qui sont de fausses pistes puisque jamais ils ne s'en prennent à la *racine* des problèmes, aux causes réelles. Ne trouvant d'issues pour sortir du «développement», ils s'accommodent de le prétendre «durable» ; ne sachant dépasser le stade du «commerce», ils le déguisent en «équitable» et mettent des pastilles vertes sur tout ce qu'ils trouvent pollué, sans jamais remettre en cause ce qui génère ces pollutions, c'est-à-dire les industries, mais aussi tout le système économique qui génère ces industries. On parlera ainsi plus volontiers à leur égard d'un développement *ordurable*. Celui-ci (et même le développement tout court) étant tout simplement à mettre à la poubelle du tri sélectif, à côté des restes des déchets et concepts toxiques.

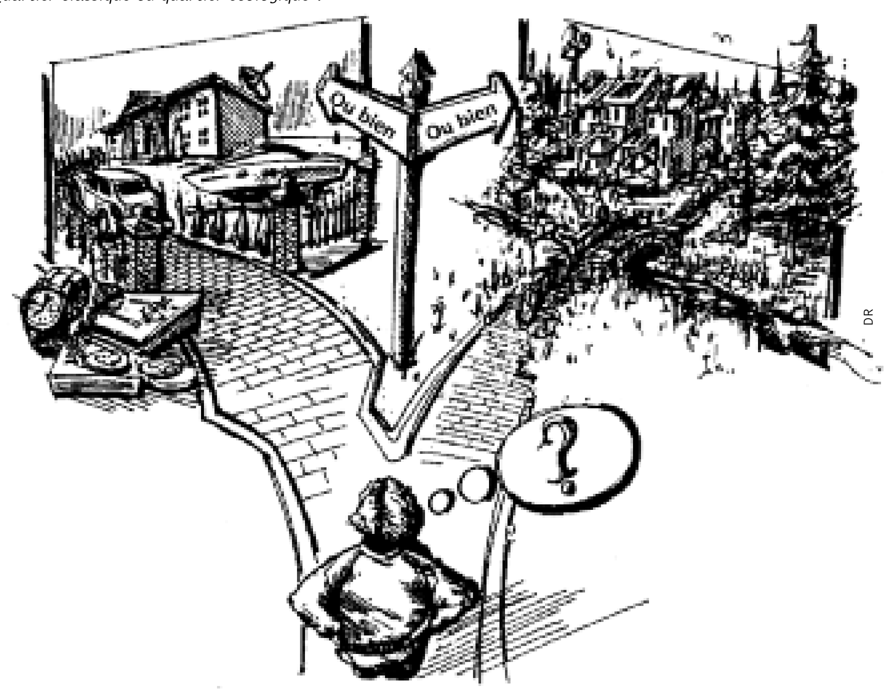
La plupart des «agendas 21 locaux», mis en place dans certaines villes à la suite du sommet de Johannesburg, pour les faire évoluer soi-disant «durablement», sont une suite sans fin de déclarations d'intention, sans engagements immédiats pour fermer par exemple les incinérateurs (il y en a 125 en France), sans budget pour aider à

Une ville noyée sous la circulation, ici Los Angeles.


DR

(1) On peut lire à ce sujet le livre « *Résistez !* », sur le thème de la campagne comme souffre-douleur de la ville, qui explique bien comment la campagne récupère toutes les nuisances dont la ville cherche à se débarrasser : «pollutions, dangers, bruits, mauvaises odeurs, industrialisation, circulation », mais aussi incinérateurs et dioxines, mâchefers, épandage de boues, autoroutes, antennes relais, élevage industriel, aéroports, etc. Ce livre est disponible auprès de *Village éditions, L'acteur rural, BP 1, 61100 La Carneille.*
(2) La voiture occupe en Europe en moyenne 30 % de la surface de la ville, ce pourcentage grimpe à 50 % dans les grandes villes des Etats-Unis.
(3) rapport de l'INSERM cité par le CNIID, Centre national indépendant d'information sur les déchets, 51, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75011 Paris.
(4) L'empreinte écologique est le poids que représente pour la planète le mode de vie d'une ville ou d'un individu, en fonction de sa consommation d'espace agricole pour se nourrir, de son utilisation d'énergies (renouvelables ou non), de ses rejets de déchets, etc. On peut lire à ce sujet le riche livre *Notre empreinte écologique*, de W. Rees et M. Wackernagel, aux éditions Ecosociété, diffusé par Silence, dont l'introduction est parue dans le n°255 de Silence, en mars 2000.

Quartier classique ou quartier écologique ?



DR

la mise en place de ressourceries (5), et sans volonté politique de favoriser l'agriculture urbaine ou de relocaliser l'économie, de façon écologique. Ces agendas vont finalement presque tous dans le même sens : adoucir les angles, ralentir, créer des «zones 30» (6) pour les voitures… Mais quand un système nous fait foncer droit dans le mur, il ne faut pas ralentir, mais plutôt emprunter les multiples *chemins de traverse* qui nous permettent d'éviter au mieux la catastrophe, pour vivre tout autrement !

Vers des écocités

Que serait une écocité ? Une écocité serait une ville écologiquement saine et équilibrée. Aucune ville comme celle-ci n'existe encore à ce jour. Il en existe des parties ou des fragments éparpillés dans beaucoup de villes d'aujourd'hui, ou qui ont existé à travers notre histoire. Toutefois le concept, et heureusement aussi la réalité, commencent à présent tout juste à germer. Dans certaines anciennes cités et villes d'Europe ainsi que dans l'habitat d'anciens peuples, nous retrouvons les traces d'écocités : de petits territoires compacts, qui utilisaient peu de terrain et consumaient peu d'énergie, utilisant les matériaux locaux pour construire leurs habitations. Ces villes et la taille de leurs territoires changeaient lentement, et leurs vies évoluaient tout doucement, au rythme des saisons.

10 objectifs pour tendre vers une écocité, une simpli-Cité, ou vers la décroissance urbaine soutenable

Réduire l'empreinte écologique de la ville

1. Favoriser l'agriculture urbaine,
2. Réduire à la source de façon draconienne nos déchets,
3. Promouvoir une économie écolocale (*), originale,
4. Ramener la nature en ville, avec rivières, parcs (Hundertwasser, Berkeley…),
5. Construire des quartiers convivialo-ludiques, des villes pour les enfants,
6. Rendre la ville plus dense et plus diverse, polycentrique,
7. Promouvoir les déplacements doux et les transports en commun, les villes sans voitures,
8. Favoriser l'habitat sain, les économies d'énergies, les renouvelables, l'autonomie énergétique, la récupération d'eaux,
9. Rendre la démocratie directe, quotidienne, pratique,
10. Transmettre ces connaissances aux enfants et adultes pour leur faire aimer et les aider à construire ces écoquartiers, ces villes, et enthousiasmer, faire des films, des conférences, animer des débats autour de ces questions et pistes !

DR

(*) On appelle économie écolocale une économie qui est à la fois écologique (dans le fonctionnement de sa production) et locale (une grande proximité entre le lieu de production et le lieu de consommation).



DR

Un exemple d'écoquartier, avec arbres, toits-terrasses, zones piétonnes…

Nous continuons à trouver des traces d'écocités dans les multiples utilisations du soleil, du vent et de l'eau du ciel, dans les quartiers écologiques, pour faire fonctionner des maisons autonomes, qui poussent ici et là, petit à petit. Dans les projets de restauration de rivières, de jardins communautaires en ville, nous voyons les signes d'un mouvement qui va dans cette direction. A chaque pas que nous faisons en utilisant nos pieds, un vélo ou les transports en commun plutôt que l'automobile individuelle, nous favorisons ce changement.

L'écocité est en quelque sorte à la ville ce que l'écovillage est à la campagne : un projet collectif, réunissant des habitantes d'une même zone géographique, s'activant autour de métiers et projets en liens et en harmonie avec la nature. A ceci près que les projets d'écocités sont de taille bien plus grande, puisqu'ils ont pour objectif, à terme, de remplacer les villes préexistantes sur ces lieux, en les modifiant *radicalement*, pour prendre *à la raci-*

(5) Ressourceries : centres où les objets indésirables (surnommés les déchets) sont valorisés et transformés en ressources, sans incinération (productrice de dioxines). Exemple : les centres Emmaüs et leur réseau Envie.
(6) Zones 30 : zones où la circulation est limitée à 30 km/h maxi sur la route ou dans les rues.

ne leurs problèmes actuels… avec beaucoup d'imagination et du goût. Les activités qui peuvent y être pratiquées sont d'une grande variété : agriculture biologique (comme les potagers urbains de La Havane, à Cuba), architectures en habitat sain, enseignements et pratiques écologiques, valorisation de déchets ressources, économies de flux d'énergies et d'eaux…

Les villes sont les constructions les plus gigantesques jamais réalisées sur la planète Terre. Vivre dans ces villes, y construire des usines polluantes, des immeubles, y faire rouler des millions de véhicules individuels, tout en produisant des millions de tonnes de déchets, provoque une destruction sans mesure sur la nature. Quand nous construisons des métropoles pour les voitures avec des zones urbaines s'étalant sans fin sur des kilomètres, au lieu de construire des quartiers à échelle humaine pour piétons, nous changeons de façon néfaste la réalité sociale et écologique de cette ville.

CONDUIRE POUR TRAVAILLER ET TRAVAILLER POUR CONDUIRE



Comme l'explique Richard Register, auteur de plusieurs livres sur les écocités, *«la qualité de la vie dépend très largement de la manière avec laquelle nous construisons les villes. Plus la densité et la diversité d'une ville est grande, moins nous sommes dépendants des transports motorisés, moins cela nécessite de ressources prélevées dans la terre, et plus faible est donc notre impact sur la nature»* (7).

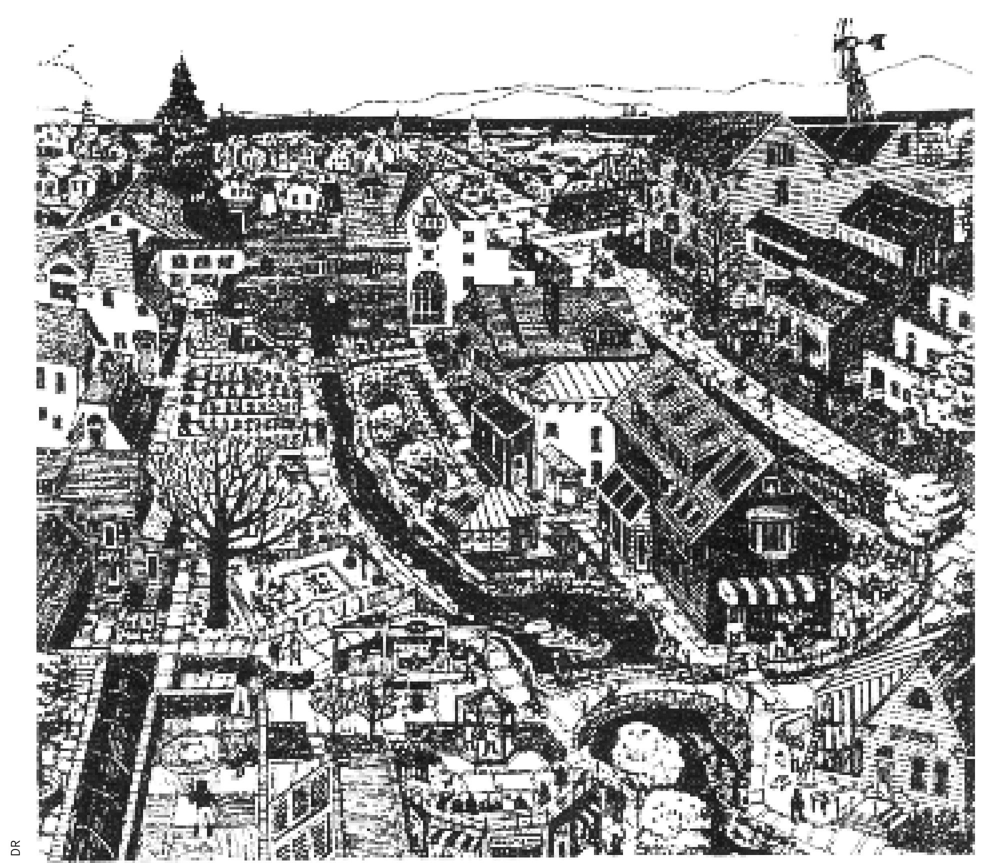
N'ayant plus besoin de voiture coûteuse, certains habitants de cet écoquartier peuvent ainsi travailler moins s'ils le souhaitent.

Nous avons donc pour cela besoin d'idées, de pratiques concrètes et d'objectifs clairs pour réaliser cette saine transformation urbaine nécessaire, afin de renverser cette tendance à la croissance (économique, urbaine, démographique…) que prennent bon nombre de villes de par le monde, et pour réduire plus que jamais leur empreinte écologique sur la planète.

Comment tendre vers des villes plus écologiques ?

Dans toutes les approches réalisées jusqu'à présent pour changer radicalement les villes, de manière à les transformer en villes plus écologiques voire en *écocités*, à chaque fois de multiples questions se sont posées : comment circuler, manger, s'approvisionner, réduire ses déchets, construire, vivre au quotidien, tout en respectant le plus possible la nature, la planète ? Ce dossier, sans avoir la réponse à toutes les questions, a cependant quelques pistes à vous proposer dans tous les domaines qui concernent la vie en ville : potagers urbains, déplacements doux, ressourceries, zones de gratuité, entres autres sources de plaisirs qui peuvent agréablement remplacer nos systèmes actuels d'aménagement ou de «gestion» de la ville. Par exemple peut-on pratiquer la simplicité volontaire en ville, et/ou lui

(7) On peut lire sur ce sujet le livre *« Ecocities, building cities in balance with nature »*, de Richard Register, édition Berkeley Hills Books.


DR

Une ville maraîchère imaginaire.

appliquer le concept critique de *décroissance soutenable*, en milieu urbain ? Comment ? Nous essaierons ici de vous montrer quelques exemples de solutions actuelles, qui se pratiquent concrètement et localement, ici ou là.

A partir du dix-huitième siècle, la question de l'approvisionnement des villes a commencé à poser problème, notamment avec *«l'avènement de concentrations humaines de 20 000 habitants et plus, [qui] bouleverse de fond en comble les données de l'approvisionnement urbain. Auparavant, la plupart des produits courants (céréales, bois, viande…) provenaient d'une aire limitée : soit quinze à vingt kilomètres de rayon»* autour de la ville. *«Seules parcouraient de longues distances (…) les denrées de luxe et celles que le plat pays se révélait impuissant à fournir»*(8).

Les villes qui ont fait le pari de nourrir leurs habitants sont en même temps devenues plus productives, plus écologiques et socialement plus justes.

Aujourd'hui, nous n'en sommes plus là, et si nous voulons qu'un jour à nouveau nous soyons en mesure de rendre nos villes capables de nous nourrir localement, de nous permettre de vivre sainement, de nous soutenir humainement, avec pour principales ressources celles de notre région géographique naturelle — la *bio région* (9)— nous avons encore beaucoup d'expériences à mener…

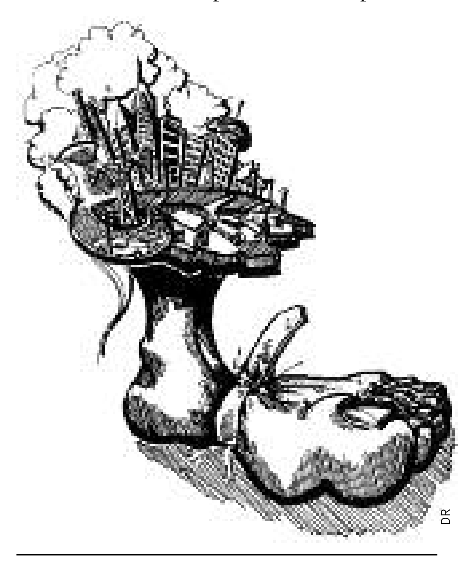
Des expériences de potagers urbains

Il existe dans le monde encore un grand nombre de villes qui pratiquent à grande échelle l'agriculture urbaine, et parviennent ainsi à couvrir une grande partie de leurs besoins en aliments. Ainsi, à Cuba, la ville de La Havane a produit 128 000 tonnes d'aliments en 1999. «Selon de récentes études, 64 % des foyers urbains au Kenya et 68 % en Tanzanie pratiquent l'agriculture urbaine. Les activités agricoles et l'élevage ne sont pas seulement localisées aux périphéries des villes, mais également à l'intérieur du tissu urbain. Dans une seule des délégations de la région de Mexico, officiellement urbanisée, on ne compte pas moins de 400 éleveurs organisés, sans compter les non organisés. Une récente étude dans plusieurs villes latino-américaines indique que l'agriculture urbaine est avant tout biologique, n'utilisant qu'exceptionnellement des pesticides ou des engrais chimiques, essentiellement parce qu'elle est pratiquée par des pauvres qui n'y ont pas accès (10).

En Equateur, *«au cœur du Quito historique, pas moins de vingt plantes médicinales sont cultivées, vendues et consommées. Dans le jardin minuscule (moins de 30 m2) d'une famille pauvre de la banlieue de Belo Horizonte au Brésil, on dénombre plus de 120 plantes médicinales, couvrant l'essentiel des besoins en médicaments d'une famille qui, de toute façon, n'a pas accès à la médecine allopathique (la médecine conventionnelle). Sur le plan économique, la création d'emplois urbains pour le petit élevage ou l'agriculture est moins coûteuse que dans le secteur de l'industrie et des services (…)»*. En outre, favorisant les circuits courts, *«les productions locales destinées aux marchés locaux réduisent les coûts (transports, stockage) : ainsi, le kilo de tomates produit à La Havane coûte 80 % moins cher que s'il vient de la campagne (…). Une amélioration immédiate pour les plus pauvres, dont 50 à 60 % du budget familial est généralement consacré à l'alimentation»* (10).

Les villes qui ont fait le pari de nourrir leurs habitants à partir de leurs territoires sont en même temps devenues plus productives, plus écologiques et socialement plus justes.

«Faire reposer la sécurité [sic] alimentaire des villes sur les seules zones rurales semble risqué et peu souhaitable», poursuit Yves Cabannes, *«c'est se priver d'une énorme capacité de réponse sociale, économique, écologique, locale et diversifiée face à une agriculture globalisée, de plus en plus uniformisée et à haut risque. La sécurité alimentaire n'est pas seulement un problème de quantité, mais aussi de qualité, qui passe par le maintien d'une agriculture artisanale dans les campagnes et dans les villes»*. Pour Yves Cabannes, *«la pérennité et l'expansion*


DR

(8) Source : « Le problème de l'approvisionnement », dans le livre « *La ville des temps modernes* », dirigé par Emmanuel Le Roy Ladurie, tome 3 de l'Histoire de la France urbaine (édition Seuil, 1998).

(9) Sur le courant biorégionaliste, on peut lire « Perspective biorégionaliste » dans le livre « *Entre nous* », de Marcia Nozick, ainsi que le passage sur le biorégionalisme dans « *L'écologie politique* » de D. Roussopoulos, tous deux aux éditions Ecosociété.

(10) Lire à ce sujet l'article « Villes maraîchères », d'Yves Cabannes, dans la revue *Courrier de la planète* n°66, 2001, volume 6, intitulé « Jouer la carte urbaine ».

des programmes et projets d'agriculture urbaine passent par des politiques municipales qui facilitent la petite production paysanne urbaine, la transformation et la commercialisation de produits locaux» ainsi que *«l'accès au crédit»*, et l'adaptation de leur politique fiscale d'achat, d'accession à des terrains viables. De plus, *«sur le plan de la solidarité internationale, des échanges d'expériences entre municipalités investies sur le thème de la sécurité* [alimentaire] *à partir de leur territoire pourraient faire l'objet de coopérations décentralisées entre les villes. De même, des échanges pourraient être promus entre petits producteurs urbains et périurbains des villes du Sud et les organisations et fédérations de jardins familiaux, jardins ouvriers, jardins communautaires (New York…) et populaires (jardins de Cocagne en France, Côté Jardin à Lyon) qui regroupent des millions d'habitants de villes européennes»*, ajoute Yves Cabannes. *«Pour la seule Allemagne, le nombre des membres de la fédération des jardins familiaux est supérieur aux licenciés de la puissante fédération de football» (10).*

Des exemples d'écoquartiers

Aux Pays Bas, dans le nouveau quartier "GWL" d'Amsterdam, la revitalisation d'une friche industrielle a permis de réaliser un grand nombre d'initiatives écologiques. Ce quartier compte pas moins de 600 logements et plus de 1000 habitants. Le souhait ici était de concilier à la fois la forte densité du lieu avec le désir des riverains d'un quartier écologique sans voiture. *«Des unités de compostage sont proposées aux habitants, et la collecte sélective des déchets est faite en périphérie afin d'éviter la circulation de camions à l'intérieur du site»* (11). La ville d'Amsterdam dispose elle-même d'un vaste réseau piétonnier. Dans ce quartier, on compte en moyenne quatre vélos pour trois résidents. *«Environ 73 % de l'ensemble des trajets sont non motorisés. La distance moyenne par rapport au lieu de travail ou à l'école étant de 15 kilomètres, et 17 % des trajets faisant plus de 25 km, la proximité de la gare centrale permet l'ouverture géographique nécessaire»*. Pour se déplacer, quatre résident-es sur dix ont pris un abonnement aux transports en commun. De plus, *«un système de covoiturage est également organisé, et environ 10 % des ménages partagent pour un coût réduit les deux véhicules de la société de location en coopérative : ils possèdent un double des clefs, et le kilométrage est calculé par l'ordinateur de bord, puis inscrit mensuellement sur leurs charges. 57 % des ménages n'ont pas de voiture, et les autres l'utilisent peu (10 déplacements hebdomadaires par passager en moyenne)»*. La possession d'une voiture coûtant en moyenne entre 150 et 400 euros par mois, soit un à deux mois de salaire par an, les



DR

habitants du quartier sans voiture peuvent ainsi travailler moins s'ils le souhaitent. La dimension écologique de cet écoquartier réside aussi *«en grande partie dans l'utilisation de matériaux sains, la valorisation d'apports solaires (énergies renouvelables), l'isolation renforcée des bâtiments»* ainsi que par la récupération des eaux de pluie pour les toilettes. *«Le*

(11) Source : *L'architecture écologique : 29 exemples européens*, de Dominique Gauzin-Müller, 288 pages, édition Le Moniteur, 2001.

Georges Dussaud

Tramways et vélos peuvent parfois être étonnamment complices (Lisbonne).



Avant : *un quarter industriel étendue avec voitures, parkings, stations-essence.*

Après : *un quartier écologique dense, sans voitures, avec toits-terrasses, potagers, énergies renouvelables.*

chauffage est fourni par une centrale de cogénération au gaz. La plupart des logements ont un accès direct de plain-pied à un jardin, les autres bénéficient d'une terrasse plantée en toiture».

En Allemagne, à Fribourg, le quartier Vauban, sans voiture, fait lui aussi figure de modèle. En 1994, la ville de Fribourg décide de racheter à l'Etat allemand le site de cette ancienne friche militaire de 34 hectares, dans le but de la transformer en quartier écologique et socialement exemplaire. Trois phases de travaux sont alors prévues entre 1998 et 2006 pour ériger pas moins de 2000 logements, destinés à environ 5000 personnes, ainsi que des espaces d'activités représentant 500 à 600 emplois. La ville étant propriétaire du site, elle peut donc mieux maîtriser le prix des loyers (ainsi que la valeur foncière du site), et imposer ses choix sociaux et écologiques. Elle se lance alors dans un programme très ambitieux mêlant astucieusement mixité sociale (avec des foyers plus ou moins aisés), densification des constructions et faible consommation d'énergie. Tous les bâtiments du quartier Vauban doivent répondre au moins aux exigences du label allemand Habitat à basse énergie «Passivhaus» (12).

Une ville plus écologique et sans voiture doit disposer d'une économie interne, afin de satisfaire les besoins de chacun dans une proximité géographique.

Toujours en Allemagne, notons aussi l'exemple de la commune de Schönau : elle a décidé de racheter son réseau électrique à l'entreprise qui en était jusqu'alors propriétaire. Une démarche qui est *«la conséquence de l'opposition de la population de Schönau à l'énergie nucléaire. Comme elle ne pouvait pas influencer la politique énergétique des grandes compagnies d'électricité, Schönau a proposé à KWR (la compagnie propriétaire) de lui acheter le réseau situé sur le territoire de la commune»*. Pour réunir la somme de près de trois millions d'euros exigée pour le rachat, une collecte de fonds fut organisée dans toute l'Allemagne sous le titre «Je suis un dérangement» — sous entendu du pouvoir nucléocrate». La somme a pu être réunie, et la commune, à présent propriétaire de son réseau, peut enfin mettre en valeur le potentiel de production disponible sur son territoire, notamment la cogénération. *«La prise en charge du réseau par la commune a permis la création d'emplois et donné lieu à des investissements»*, et *«des tarifs favorisant les économies d'électricité chez les consommateurs vont être introduits, et des prix attrayants offerts pour l'électricité produite à partir de ressources renouvelables, y compris l'électricité photovoltaïque»* (13).

Il existe encore de nombreux cas de quartiers ou de communes exemplaires en la matière, comme l'écoquartier «Bo01» à Malmö en Suède, ainsi que des dizaines d'autres, dont beaucoup sont présentés dans le livre *L'architecture écologique* (14).

---

(12) L'exigence essentielle de ce label est une consommation d'énergie de chauffage inférieure à 15 kWh/m2/an, ce qui permet d'envisager une forte réduction des émissions de CO2. Plusieurs centaines de maisons individuelles, de logements et d'immeubles collectifs reprenant les principes de ce label ont déjà été construits en Suisse et en Autriche, et un millier en Allemagne en 2001.

(13) Source : le livre *L'énergie au futur*, ADER. Lire également «Les négawatts de Schönau», Silence n°235, 1998.

(14) voir note 11.

La ville aux courtes distances

Beaucoup de villes pâtissent aujourd'hui de leur trop grande taille, de la congestion des transports, ou de l'appauvrissement progressif de certains quartiers. Dans les mesures à prendre à l'égard d'une ville souffrant par exemple de l'étalement urbain (avec périphéries et banlieues à perte de vue), il y a d'abord la nécessité de chercher à la redimensionner pour que l'on puisse la traverser plus facilement et plus rapidement à pied ou à vélo. Il est également important de fixer un seuil à sa taille (géographique, démographique, technique…), grâce notamment à une forme de «ceinture verte» à créer ou à respecter : certaines villes en disposent déjà, mais souvent son rôle de limite et d'espace tampon entre ville et campagne a été oublié (15).

Il est également important que l'on puisse trouver tout ce nous avons besoin dans notre vie quotidienne à proximité de chez soi : école, boulangers, marchés locaux à l'air libre ou couverts sous des halles, colporteurs de journaux, bureaux de poste et cafés, une annexe de la mairie, mais aussi d'autres lieux, des locaux d'associations, une pharmacie, quelques commerces de petite taille, des artisans, des menuisiers… Ceci afin de garantir une accessibilité de services et d'activités économiques dans chaque quartier de la ville, comme à Curitiba, au Brésil (16). Et puis bien sûr plusieurs lignes de bus, des pistes cyclables, et si possible une petite gare pour trains régionaux (rendant la voiture moins indispensable), comme à Amsterdam, pour aller plus loin quand on en a envie, pour sortir de la ville. Il faut pour cela créer des villes polycentriques — à plusieurs centres — en démontant les «centres commerciaux» et autres «grandes surfaces» pour redistribuer et répartir équitablement les activités sociales et économiques au sein de chaque quartier, en les rendant plus proches, de manière à rendre la voiture toujours plus inutile et obsolète. La voiture appartient à une époque qui valorisait les distances et provoquait l'éloignement de tout ce qui est nécessaire à la vie quotidienne.

«Pour faciliter les déplacements non motorisés (piétons, vélos, trottinettes…), et améliorer l'efficacité des transports collectifs, il faut densifier la ville», recommande la FNAUT (17). La densité permet en effet un meilleur accès aux zones d'activités culturelles, économiques… Avec moins d'énergie et de temps consommé. *«D'une manière générale, la densité permet de faire des économies d'échelle sur toutes les infrastructures du seul fait qu'elle augmente le nombre d'usagers potentiels par kilomètre investi et utilisé (…). La densité est bonne pour l'économie et l'environnement, et pourtant les gens ne l'aiment pas !»* (18). En associant densité urbaine, transports collectifs et à propulsion humaine, on parvient à une situation dans laquelle circuler en ville devient plus facile et rapide. Partir vivre en banlieue ou en périphérie devient comparativement moins attirant, ce qui peut permettre de faire reculer l'étalement de la ville.

Souvent, *«les gens confondent la densité avec une certaine architecture HLM d'après guerre !»*. Or tout est dans l'art d'aménager les différents espaces d'un quartier, en mettant par exemple en commun certaines cours d'immeubles : ainsi en ville, il n'est pas rare de trouver des portes cochères avec derrière deux voire trois cours d'immeubles, mais personne ne songerait à trouver là le signe d'une densité difficile à supporter (19). Pourtant, c'est autant d'espace économisé ! La récente loi «Solidarité et renouvellement urbains» (SRU) est sur ce plan *«une divine surprise pour les amateurs de densité, car durant 25 ans, les règles de l'urbanisme s'étaient obstinées à lutter contre la densification des villes, favorisant ainsi l'étalement urbain. La loi de renouvellement urbain (SRU) regarde d'un nouvel œil la ville : la ville compacte, économe d'espace et de services, fait figure de solution à de nombreux problèmes. Un arsenal législatif vient*

(15) En urbanisme, les schémas de cohérence territoriale (ScoT) donnent des outils techniques et juridiques pour limiter l'expansion des villes, en favorisant notamment la densification urbaine. Ces schémas étant encore nouveaux, on attend de voir ce que cela peut permettre. Espérons que cela ne soit pas encore une fausse piste.

(16) Curitiba est une ville de 1,5 million d'habitants. Elle est présentée modestement dans la vidéo « Le défi de Curitiba », aux éditions Orcades (Poitiers). Elle montre aussi les limites des fausses solutions du « développement durable », notamment au niveau du tri des déchets des riches par les pauvres.

(17) La FNAUT est la Fédération nationale des associations d'usagers des transports. Sur ce sujet, lire les *Actes du colloque* du 22 mars 2002 de la FNAUT, en Alsace. *FNAUT, 7 rue de Sélestat, 67100 Strasbourg, tél/fax : 03 88 84 05 85.*

(18) La densification donne des résultats contradictoires. A Paris, les îlots haussmanniens sont plutôt une réussite, alors que les zones d'urbanisation prioritaire (ZUP) sont des échecs.

(19) Les pentes de la Croix Rousse, à Lyon en sont un bel exemple… Et c'est l'un des quartiers les plus densément peuplés : 18 000 habitants au km2 !

L'urbanisme médiéval nous offre l'image d'une ville à taille humaine, où l'on peut se déplacer à pied. Ici, une rue dans la vieille ville de Jérusalem.



DR


DR

Rares sont les villes où les enfants peuvent jouer dans les rues. Ici des enfants se réapproprient le bitume.

promouvoir la restauration des zones dégradées (du bâti existant), la réduction des charges sur les zones encore non bâties, et la réduction de la prolifération urbaine, avec la mise en place en parallèle d'un réseau de transports collectifs performants, rentables et respectueux de l'environnement ; elle permet d'accroître la mixité sociale, d'améliorer la rentabilité des services publics tout en protégeant les espaces naturels contre l'urbanisation diffuse. La convivialité semble être la marque de tous les exemples qui nous ont été cités au cours du colloque de la FNAUT». « *L'aspect «ville sur la rue» est important aux yeux de bien des habitants, mais il faut respecter l'intimité de chacun, un espace privatif derrière l'habitation, une végétalisation, un aspect non uniforme (voir notamment l'architecture de Hundertwasser et le quartier Regenturm en Autriche)* », ajoute la FNAUT. Des matériaux sains d'isolation phonique pour les murs et les cloisons sont à présent disponibles, permettant une proximité d'habitation plus agréable. Quant à la taille démographique de la ville, il serait sûrement envisageable de favoriser ou d'accompagner certaines formes d'exode urbain… Le sujet est complexe et reste encore en suspens, il mérite à lui seul une large réflexion.

Une ville pour les enfants

Quand ils étaient tout petits, les architectes et les urbanistes, comme la plupart des enfants, dessinaient des maisons et des villes colorées, pleines de vie, d'arbres et de jeux dehors, dans la rue. Devenus adultes, ils se sont mis à proposer mais aussi à construire des bâtiments gris et rectilignes, tristes et froids.

Aujourd'hui, *«les murs extérieurs de nos maisons modernes sont les murs de nos prisons, car ils sont anonymes, sans âme, agressifs, sans cœur, froids et d'un vide béant (…). Dans une maison, l'aménagement du mur extérieur, organique, différent pour chaque habitant d'unité d'habitation est d'une importance fondamentale, car l'individu doit pouvoir s'identifier de l'extérieur avec sa maison»*, comme le remarquait Friedrich Hundertwasser, peintre architecte autrichien qui fait plutôt exception à la règle (20).

Mais pourquoi une telle misère règne-t-elle si souvent dans l'imaginaire des urbanistes ou des architectes, tel qu'il se présente sous nos yeux ? Et pourquoi quelqu'un comme Hundertwasser est-il si souvent absent des bibliothèques d'écoles d'architecture, ou dans l'esprit des constructions réalisées ici ou là en France, comment expliquer un tel conformisme monochrome ?

Dans les villes et les quartiers sans voiture, tous les enfants peuvent dessiner et jouer dans la rue, au ballon, à la marelle… Ils s'y baladent, libres et paisibles. L'air y est pur. N'ayant pas de jardins privés, ils jouent à des jeux plutôt collectifs, vont chercher du pain à la boulangerie sans peur de se faire renverser par une voiture, parce qu'il n'y en a tout simplement pas et aucun besoin d'en avoir une d'ailleurs. A Venise, il y a relativement peu de jardins et de parcs, mais l'absence totale de voitures rend les jeux possibles partout et en toute sécurité pour les enfants, même au milieu de la rue. La ville entière leur sert de terrain de jeu et, en grandissant, ils peuvent vraiment l'explorer jusque dans ses moindres recoins. De jeunes enfants vont à pied à l'école, tandis que des plus grands

(20) Sur l'architecte Hundertwasser, le livre le plus complet s'intitule *Hundertwasser, pour une architecture plus proche de l'homme*, 320 pages, aux éditions Taschen. La version française semble pour l'instant épuisée.



DR

prennent parfois le ferry.

Un indice est intéressant à regarder de plus près, en ville. Il s'agit de comparer la superficie totale des parcs et jardins publics à celle des parkings et garages privés. Souvent encore, la superficie des espaces privés l'emporte, à cause de l'invasion de la voiture individuelle. *«Pelouses interdites, voies à grande circulation, trottoirs étroits… Et les espaces qui sont réservés aux enfants les maintiennent à l'écart de la vie des adultes. Pourtant, certaines villes ont su créer des espaces publics ouverts à leur imagination, notamment du côté de Sceaux, avec parcours ludique et pédagogique, avec détente et jeux»* (21). Ainsi les enfants égayent les rues de leurs éclats de rires, et ne sont pas obligés de s'enfermer dans une pièce devant un écran de jeux vidéos virtuels souvent violents. Aller jouer dehors à l'air libre dans ces conditions, comme dans les Médinas du Maghreb, par exemple, est beaucoup plus attrayant quand on sait que l'espace est ouvert et fait pour jouer et vivre de tout son corps !

Vers des villes conviviales

Une ville plus écologique en vient assez naturellement à être plus conviviale (22), du fait de l'aménagement plus agréable et plus naturel de son 'espace en ville. Or les villes actuelles ont une tendance malsaine à favoriser la destructrice «croissance économique», au nom de laquelle on pille chaque jour un peu plus les ressources de la planète. Par exemple, économiquement, la place de la voiture est encore largement prépondérante dans notre société occidentale, tout particulièrement en ville. Comme le notaient déjà les Situationnistes, en 1959, *«l'automobile, comme souverain bien d'une vie aliénée, et comme produit essentiel du marché capitaliste, est au centre de la même propagande globale : on dit couramment, cette année, que la prospérité économique américaine va bientôt dépendre de la réussite du slogan : 'deux voitures par famille'»*.

De plus, poursuivent-ils, «le temps de transport, comme l'a bien vu Le Corbusier, est un sur-travail qui réduit d'autant la journée de vie dite libre. Il nous faut passer de la circulation comme supplément de travail à la circulation comme plaisir (…). L'urbanisme ne doit certes pas ignorer l'automobile, mais encore moins l'accepter comme thème central. Il doit parier sur son dépérissement. En tout cas, on peut prévoir son interdiction à l'intérieur de certains ensembles nouveaux, comme de quelques villes anciennes » (23).

Dans le livre *La liberté de circuler*, Robert Joumard remarque pour sa part à quel point *«les économistes sont persuadés qu'il n'y a pas de croissance économique sans croissance de la mobilité, pour la bonne raison qu'il en a toujours été ainsi. Ce raisonnement est à rapprocher de la certitude de nos distingués économistes, jusqu'au milieu des années 1970, que la croissance de la consommation d'énergie était nécessaire à la santé de notre économie. On s'est aperçu depuis qu'il n'en était rien, et qu'il valait mieux maîtriser l'énergie que la gaspiller. Il en est peut-être de même en ce qui concerne les transports»* (24).

Si la ville est l'enjeu et le terreau du capitalisme, comme l'explique le bulletin *Désurbanisme*, elle peut encore changer. *«Ce qu'il faudrait, c'est ne plus voir la ville comme extérieure à nous, car nous sommes la ville»*, note une rédactrice de *Désurbanisme*. *«Le fonctionnement de chaque ville ne dépend que de celles et ceux qui la font, c'est-à-dire l'occupent, la vivent. Nous pouvons décider. Une ouverture s'offre à nous : vivre la ville comme un outil d'épanouissement, de rencontres, d'apprentissages, un terrain de jeu, un théâtre de nos vies… Que nous choisissons»*, s'enthousiasme-t-elle.

Ainsi, libérée des flux et fléaux de la bagnole, la ville, ses quartiers, ses rues et places sans voiture, autrefois «bagnolables» redeviennent souvent des espaces de vie et de détente, des lieux favorisant les liens, la sociabilité, dans les rues, sur les places publiques, et sur les marchés locaux.

Ainsi à l'air libre, on peut organiser en ville plein de choses facilement et laisser cours à beaucoup d'initiatives. Par

(21) Lire à ce propos l'article « Redonner sa place à l'enfant dans la ville », dans la revue *Le Moniteur* n° 5195, page 78-83.

(22) Lire sur ce sujet le recueil des deuxièmes rencontres du cadre de ville « Comment aller vers des villes conviviales ? », organisées par les *Robins des villes* à Lyon aux Subsistances, en octobre 1999. *Robins des villes. Maison rhodanienne de l'environnement. 32, rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon, tél : 04 72 77 19 94.*

(23) Source : « Positions situationnistes sur la circulation » dans la revue *Internationale situationniste*, n°3, décembre 1959, rééditée aux éditions Fayard, et cité ici par le bulletin *Désurbanisme* , 7 rue de Montlouis, 75011 Paris.

(24) Source : extrait de la postface de Robert Joumard, dans le livre *La liberté de circuler*, de Colin Ward (coédition ACL et *Silence*, 1991).

exemple promouvoir une vie active dans les zones libérées et même dans les rues, grâce à un usage mixte de celles-ci : cafés terrasses, bancs publics, fontaines d'eau potable, repas de quartiers, théâtres de rues, échiquiers géants, petits parcs naturels…

On peut aussi favoriser la présence de fleurs, d'arbustes, d'herbes hautes, laisser couler à la surface du sol une petite rivière comme à Fribourg, l'art sur les murs, écrire des poèmes sur le sol, des ateliers de dessins sur un banc au milieu de la rue, rendue aux piétons, des cafés, les jeux, marelles, jeux de pistes et de rôles, cache-cache (comment jouer à cache-cache dans une rue envahie de voitures ?), pour les petits et pour les grands, des enfants pour qu'ils aillent chercher le pain comme avant, ou comme aujourd'hui même dans les médinas (25), organiser des rencontres, forums, stands associatifs, les arts, les petits concerts, ou même laisser le calme être là, s'arrêter de bouger…

Aux yeux d'une sociologue, il s'agit à présent d'*»améliorer les conditions de vie dans les villes en faisant des études sociologiques utiles aux urbanistes»* (…) *«Les villes ont été détruites par l'industrialisation, bien qu'elles aient été, dans un premier temps, le lieu actif et favorable au développement du capital»* (26). Le problème, c'est que pour certains, en particulier pour l'Etat, les politiciens et les patrons d'entreprises, *«les villes sont devenues nécessaires à la croissance économique, 'forces productives' par les économies d'échelle qu'elles favorisent, le marché de l'emploi et de marchandises qu'elles représentent et la concentration de savoirs qui facilitent son expansion»*. Pour bien faire, il s'agira donc sans doute aussi de faire décroître de façon soutenable et de désindustrialiser les villes (27). On conserverait les ateliers, des manufactures à taille humaine et de petites industries peu polluantes.

Dans les quartiers écologiques ou dans des villes sans voitures et plus écologiques, on remarque même que la personnalité des personnes n'est plus la même. Il y a d'ailleurs un type particulier de personnalité qui se développe en milieu urbain, en ville (28). L'écopsychologie des personnes pourrait y être à l'œuvre (29).

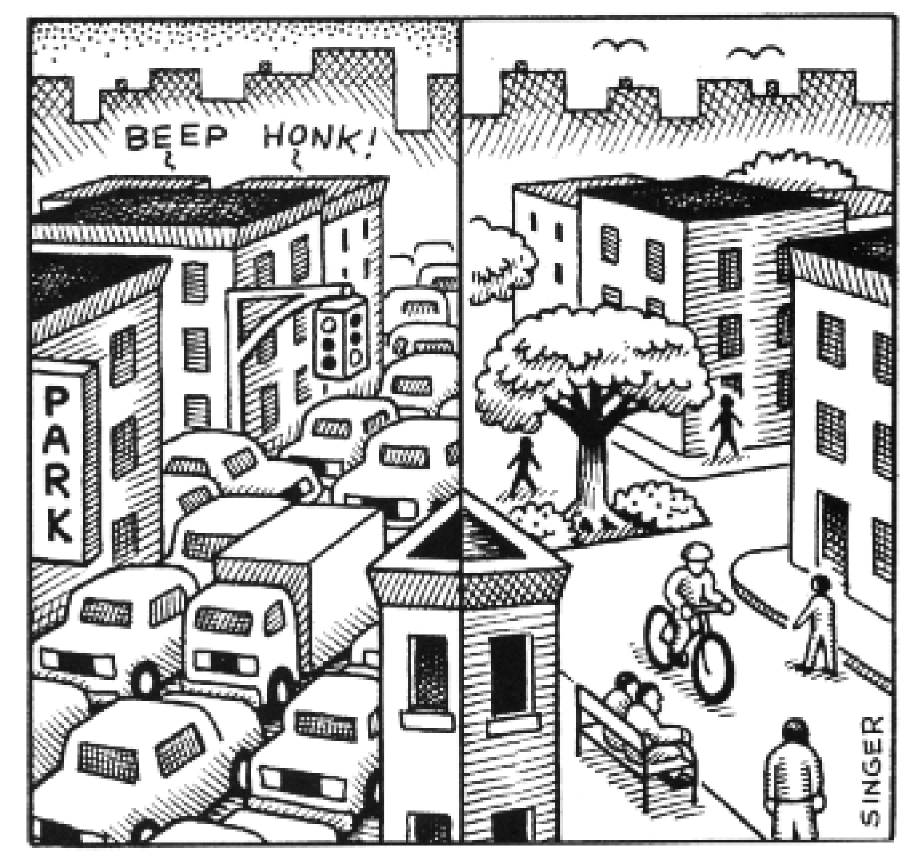
Être transporté de joie

S'il est bien nécessaire de libérer la ville de la voiture individuelle et individualiste (celle des autonombrilistes), il est important de montrer comment cela est progressivement réalisable. Le fait de jouer avec différentes formules magiques de transports permet par exemple de se passer de la coûteuse et destructrice bagnole, qui au vingtième siècle a détruit les villes et une partie de leurs habitants.

Dans de nombreuses villes il existe en effet une infinité de modes de transports possibles, plus économes en énergie et moins polluants : bus, cars, trolleys, tramways, métros, trains locaux (collectifs), funiculaires (hydraulique, comme au CAT au Pays de Galles (30)), vélos, triporteurs, rollers, trottinettes (individuels), taxis (municipaux ou privés), marches à pied, systèmes d'autopartage (comme en Allemagne, ou Caisse commune à Paris), covoiturage associatif (31), voire pousse-pousse (32) et péniches dans certains cas, principalement pour des «marchés flottants» (33). Sans la monoculture de la bagnole, tous ces différents modes de transports doux ou collectifs pourraient connaître enfin leur heure de gloire, et rencontrer le succès qu'ils méritent vu leurs qualités et leur efficacité. Dans un bus roulant au biocarburant, par exemple, on peut rêver, lire, se reposer, discuter et rencontrer pourquoi pas d'autres personnes, et même faire des économies ! A vélo, quand on croise une amie, on peut s'arrêter là et poser son deux roues ou l'accrocher à un réverbère, et poursuivre la conversation sur le trottoir ou aller boire un verre ensemble. En voiture, si l'on aperçoit un ami… un petit signe de la main et puis c'est fini, parce qu'il y a déjà du monde derrière qui klaxonne. Nos choix de techniques et de technologies, en ville (et ailleurs) sont le reflet de notre choix de société et de mode de vie : plutôt collectif ou individualiste, simple ou complexe et motorisé, sain ou polluant, sites propres pour bus et vélo ou routes sales remplies de bagnoles.

D'autres solutions complémentaires existantes sont à faire essaimer : en sor-

VILLE AVEC OU SANS VOITURES



(25) On peut lire à ce sujet l'article « At the speed of two feet » (Au rythme de ses pas), sur l'urbanisme médiéval dans la médina de Fès, dans un récent numéro de la revue *Carbusters* (éditée à Prague).

(26) Dans le livre *Sociologie de l'urbain*, de Maïté Clavel, édition Anthropos, 2002.

(27) L'une des hypothèses émise dans *« Le droit à la ville »*, de Henri Lefebvre, est que «l'urbanisation est à la fois le sens et l'objectif de l'industrialisation», selon Maïté Clavel (livre cité ci-dessus).

(28) Voir notamment à ce sujet les travaux de Georg Simmel, dans « *L'école de Chicago*, naissance de l'*écologie urbaine* », édition Aubier, 1990.

(29) On peut aussi lire le dossier de Silence sur l'écopsychologie dans le n°254.

(30) CAT, Centre pour les alternatives technologiques, Machynlleth Powys, SY20 9AZ United Kingdom, www.cat.org.uk.

(31) Parmi l'ensemble des associations de covoiturage existant en France, Allostop est l'une des meilleurs. Contact : *Allostop, 1 rue Condorcet, 75009 Paris, tél : 01 53 20 42 42.*

(32) Pour trouver d'autres exemples de véhicules individuels de ce type, lire la revue *VPH déchaînés*, dédiée aux véhicules à propulsion humaine. Contact : VPH, chez Jean-Charles Gosselin, 24, rue Gabriel-Péri, 94000 Créteil.

(33) Sur l'association Marchés flottants, on peut lire l'article du même nom dans le n°8 de l'an 2001 de *Passerelle Eco* (Montpellier). Contact : *les Marchés flottants, chez F. Lecoq, 16 bis, rue Jacquier, 75014 Paris.tél : 01 45 45 75 38, ou 06 03 69 51 39.*



Réseau vert.

... et après. Un exemple du Réseau vert à Paris.

tant de chez des amis, on peut rentrer chez soi grâce à un service de noctambus (bus nocturnes, comme à Paris), ou bien grâce à un accord signé avec une compagnie ou une modeste flotte de taxis qui offrent un prix bien plus réduit en échange de l'assurance de «l'exclusivité» de la clientèle de la salle de concert, comme dans une ville du Pays de Galles. Une petite flotte de taxis nocturnes est parfois plus souple à gérer, car le parcours du taxi est libre (le bus doit suivre une ligne fixe), le taxi ne se déplace qu'en cas de besoin (0 appel = 0 déplacement), et en cas d'appel proche sur sa fréquence radio, il peut venir aussitôt, sans revenir à la case départ. En outre, on ne paye que ce que l'on utilise comme temps et carburant dans le taxi (un propriétaire de voiture la paye 100% du temps, alors qu'il ne l'utilise qu'une heure en moyenne par jour !). Avec les bus comme avec les taxis, il y a beaucoup moins d'accidents sur les routes car les personnes cherchant à rentrer chez elles, souvent fatiguées, sont uniquement passagers, et se font conduire par des chauffeurs professionnels dont c'est le métier et qui ne boivent pas, les routes sont donc plus sûres. La fausse «richesse nationale» du pays, estimée en fonction du PIB (produit intérieur brut), s'en trouve donc ici mise à mal, puisque les accidents de la route favorisent à leur manière l'activité économique (celle des carrossiers, des garagistes, des hôpitaux, etc.).

A vélo, quand on croise une amie, on peut s'arrêter là et poser son deux roues ou l'accrocher à un réverbère, et poursuivre la conversation sur le trottoir ou aller boire un verre ensemble.

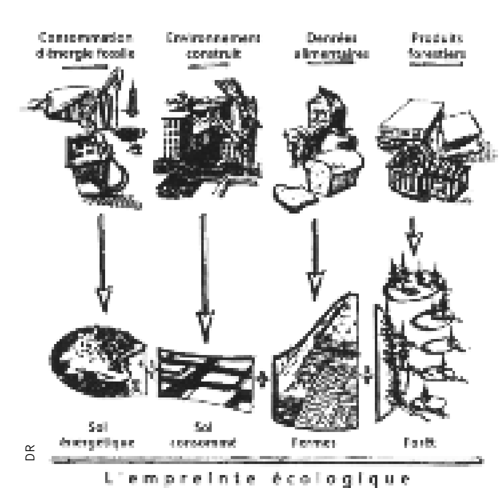
Les collectivités locales ont également *«un rôle déterminant à jouer dans l'amélioration de la qualité des transports, en termes de desserte et de réduction des impacts environnementaux»*. La taxe «transport», prélevée sur les entreprises de plus de neuf salariés, peut désormais être appliquée dans les communes de plus de 10 000 habitants (34), ce qui pourrait ainsi favoriser le développement des transports en commun dans les communes de taille moyenne (ou les petites agglomérations).

Parmi les autres solutions, on peut noter le développement des livraisons de marchandises en transports propres, l'amélioration de l'accès aux transports en commun dans les zones périphériques de la ville, le partage de la route et des rues et la complémentarité entre les modes de transport : vélo, bus, tramway, taxis, et les piétons, souvent oubliés par l'urbanisme, la mise en place de zones piétonnes, en concertation avec les habitants du quartier, leurs commerçants, en cohérence avec l'offre de stationnement (parcs relais) et de transports collectifs (35). On peut aussi s'organiser avec des collègues pour voyager en covoiturage, en dernier recours.

Une véloCité

Il est également nécessaire de modifier le code de la route, comme à Vienne en Autriche, pour donner par exemple aux piétons ou aux cyclistes la priorité légalement et physiquement, sur certains axes. Parler d'une écocité telle qu'on peut la rêver, c'est aussi faire l'éloge d'une ville douce, presque 'lente'… et à la fois vivace,

(34) Source : www.planetecologie.org
(35) Source : Philippe Bovet, journaliste, site planetecologie.org .



L'empreinte écologique

une sorte de vivaCité qui ferait aussi preuve de vélocité (36) (sans jeu de mots), avec ses rythmes doux, sa mécanique légère, tranquille, que décrit bien Didier Tronchet dans son *Petit traité de vélosophie* (37), évoquant les inconditionnels du vélo : *«Observez-les avec une indulgence attendrie. Ils cherchent, en chancelant, un nouvel équilibre qui va remettre la ville en marche»*. A ses yeux, les cyclistes *«esquissent dans l'espace le brouillon d'une ville à vélo»*. Il propose comme début de solution de changer notre façon d'exprimer les choses. Par exemple, désormais ne dites plus *«j'arrêterai la voiture pour le vélo quand il n'y aura plus de pollution»*, mais faites un simple jeu avec les mots, en inversant la phrase mot pour mot, et cela donne : *«Il n'y aura plus de pollution quand j'arrêterai la voiture pour le vélo»*.

Les trésors cachés des déchets

Concernant la problématique des déchets, plusieurs initiatives grandeur nature ont vu le jour, durant ces dernières années notamment. Parmi celles-ci, la ville de Manspach, en Alsace, est de loin considérée comme une *«rare alternative réussie en France dénonçant toute la perversité du processus d'»incinération des déchets»*, observe Sophie Latapy, de l'association ICI-ROM (38), notamment grâce à la mise en place progressive et pédagogique d'une redevance plutôt bien comprise. *«L'instauration de la redevance dans le sud de l'Alsace s'est accompagnée, depuis maintenant dix ans, d'un travail d'information (y compris dans les écoles depuis la maternelle), de consultation et de sensibilisation des populations concernant la gestion des déchets la moins coûteuse sur le plan économique, environnemental et humain. La redevance* (ndlr : déjà pratiquée avec succès notamment en Suisse), *cette mesure fiscale incitatrice à générer le moins de déchets possibles (seule la poubelle des déchets ultimes est payante) a été basée sur la notion de 'bénévolat valorisé' et s'est associée à la mise en place d'une collecte sélective poussée (en porte à porte avec calendrier de ramassage précis) permettant d'aboutir à une division par quatre des déchets à traiter. Les petites tricheries sur le paiement de la poubelle des déchets ultimes (comme la brûler ou la faire payer par d'autres) sont restés des cas isolés au tout début de la mise en place de la redevance»*, précise Sophie Latapy.

Faire moins de déchets c'est possible si les fabricants sont impliqués, les commerçants s'engagent sans plastique et avec consigne, les consommateurs refusent les produits suremballés et les pubs, et si les élus donnent l'exemple en favorisant la création de ressourceries et recycleries, mais aussi permettent le recyclage, le compostage des fermentescibles et la collecte sélective en porte à porte. *«Le tri minimaliste en France sert l'incinération (on trie pour mieux brûler, 'valoriser'), à l'inverse de la réduction à la source qui se résume à 'comment ne pas alimenter un incinérateur ou une méga décharge'»*, explique Sophie Latapy.

Chaque jour, au Canada, en France ainsi que dans d'autres pays, le Réseau des ressourceries et recycleries (39) permettent de collecter des objets délaissés, de les trier, les nettoyer, les contrôler et les font relooker par des « valoristes » qui les acheminent vers un magasin de vente. Plusieurs de ces ressourceries proposent également des animations pédagogiques pour les écoles, collèges et lycées, ou pour un plus large public. Les actuels employés et ouvriers des incinérateurs pourraient bien un jour trouver un nouvel emploi dans ces ressourceries, quand les incinérateurs fermeront peu à peu, au fur et à mesure que leurs scandales éclateront au grand jour (40). Dans les incinérateurs, on demande aux ouvriers un travail dégradant et dégradé, polluant pour longtemps la région en dioxines et mâchefers. En revanche, dans les ressourceries et recycleries comme celle des Ateliers de la Bergerette (41), on fait appel à l'intelligence des humains : il s'agit d'une activité plus créative et surtout porteuse de sens puisque l'on ne pollue pas. Il s'agit de réalisations «propres», qui sont l'œuvre de « valoristes », surnommés ainsi parce qu'ils valorisent les déchets en ressources sans nouvelle extraction de matières de la planète : on réutilise un objet, lui donnant ainsi une seconde vie. Un réfrigérateur devient un meuble de rangement, un gaufrier se transforme en lampe originale, et l'inventivité est très riche dans ces objets. Il a même fallu inventer des mots : il y a encore peu de temps, les termes «ressourceries», «recycleries» et «valoristes» n'existaient pas dans le dictionnaire… Pas plus que dans la réalité d'ailleurs !

Une part non négligeable des poubelles et décharges est constituée d'objets tout à fait en état de marche, mais "démodés" par le conditionnement publicitaire par exemple, qui préfère l'objet en plastique neuf et jetable *à* un objet ancien en bois qui va durer pendant des générations encore, et être transmis dans la famille ou à quelqu'un d'autre hors du cercle familial (42). Une écocité devra être une zone libérée des publicités. Les anciens panneaux publicitaires peuvent totalement disparaître, et certains être encore confiés à des artistes qui, à chaque fois qu'on leur a proposé, ont su faire preuve de beaucoup d'imagination, lors d'actions de barbouillages créatifs.

DR

Ecolocalisons l'économie

Une ville plus écologique et sans voiture doit disposer d'une économie interne, afin de satisfaire les besoins de chacun dans une proximité géographique (43). D'où l'intérêt renouvelé pour favoriser la relocalisation de l'économie, qui est réalisable grâce à différentes façons, que l'on peut faire jouer ensemble : cultures locales, production, puis transformation (confitures, boissons…), diffusion, lieux, enfin partages, échanges, consommation.

(36) Définition du mot vélocité : mouvement rapide, aptitude à aller vite. Exemple : la vélocité d'un bus.
(37) Source : *Le Petit traité de vélosophie*, de Didier Tronchet, édition Plon.
(38) Contact : *ICI ROM, c/o Avec, BP 69, 34401 Lunel cedex, tél : 04 67 73 51 10*, mais aussi le collectif des trieurs résistants, pour cela écrire à : *Jerry Monot, rue des vergers, 68210 Manspach*.
(39) Contact : *Réseau des ressourceries et recycleries, 3 rue du coron des Dix, ZA Bleuse Borne, 59410 Anzin, tél : 03 27 42 21 24*.
(40) Mais quand ? La presse nationale est curieusement muette sur ce sujet, ne parle pratiquement que de l'amiante, ignorant le danger des incinérateurs et de leurs dioxines.
(41) Contact : *les Ateliers de la Bergerette, 8 rue de la Bergerette, 60000 Beauvais, tél : 03 44 48 26 74*.
(42) Source : *Le scandale des déchets au Québec*, les ressourceries, chapitre 13 (édition Ecosociété, Canada, diffusé aussi par *Silence*).
(43) C'est l'une des thèses défendues par Joel Crawford lors de la 3ème Conférence « Vers des villes sans voiture » à Prague en mars 2003. Il est notamment l'auteur du livre « Carfree cities » (*Villes sans voiture*), aux éditions International Books, et l'animateur d'un site en anglais dédié à ce sujet : www.carfree.com.

En rapprochant le lieu de cultures et de production, on peut ainsi limiter l'afflux de transports routiers dans les villes. En favorisant l'activité économique ici, les habitants peuvent se rendre à leur travail sans aller loin. Voici quelques autres pistes :

• *Produire écolocalement les choses dont on a besoin :* vêtements, pain bio, etc., à petite échelle, de manière à maîtriser la production de liens, de biens et de services, pour les besoins de la communauté sur place, à favoriser les activités vernaculaires (44) (pouvant être faites sur place, à la maison ou dans le coin, au «pays»), les productions dont on a la connaissance et les outils, bref dont on a le contrôle (par opposition aux produits importés venant de loin),

• *Favoriser la biodiversité*, et les variétés ou semences locales en participant à des trocs aux plantes (il en existe plusieurs en France), aux semences, ou à des réseaux de semences et de graines, comme Kokopelli (45), les Diggers des champs et des bois (46),

• *Promouvoir les ressources*, les créations, productions et transformations *locales* (47) comme chez Ambiance bois avec le bois, la laine chez Ardelaine, ou d'autres secteurs d'activités écolos possibles en ville, ayant parfois déjà existé dans le passé, produits du pays, issus de la culture locale, qui font l'originalité et l'identité de la ville, qui sont sa culture même, et c'est ce que l'on découvrira quand on viendra visiter cette ville : cette ville aura son goût propre, ses parfums, ses odeurs bien à elle ! En voyageant à travers les régions, la sensation de dépaysement sera grandie par ces spécialités propres à cette ville ou région ! Elle fera l'objet de curiosités, remettra en jeu ses savoirs ancestraux (48) (délaissés jadis à cause du développement des grosses industries) ; on peut également promouvoir, grâce à un diagnostic de territoire (49) des activités fondées sur le local porteur de projets : découverte de chemins botaniques, création d'un point de vente collectif de produits artisanaux et régionaux, mise en place d'une formation de guide de pays, création d'un jardin ou verger conservatoire (l'histoire et le patrimoine de plantes et semences oubliées), création d'une télévision de proximité (Télébocal à Paris, Télé Millevaches dans le Limousin…), ouvrir les écoles, collèges et lycées sur la vie locale et ses activités, ses métiers, favoriser les initiatives d'épargne de proximité, la créations de jardins familiaux…

• *Créer une coopérative bio* comme L'Epi noir à Lyon (50) ou des groupements d'achats (51) (dans l'esprit de la simplicité volontaire) pour faire ses provisions à plusieurs en se fournissant auprès de producteurs locaux en vente directe, et en bénéficiant de prix avantageux,


Annequin

La plupart des villes arabes présentent une multitude de commerces et d'artisanat local en plein air. Ici, une ruelle commerçante de Peshawar au Pakistan.

• *Utiliser des labels* comme outils : les labels «appellation d'origine» indiquant la proximité géographique, régionale, le label «Café de village», la création d'une marque collective de produits du territoire, la mise en place progressive d'un label de type NESO (52) où le O indique l'origine et la proximité de culture, de création du produit, etc.

• *Diffuser localement* ces produits via des lieux qui les favorisent : marchés locaux, bistrots de pays (comme celui de Forcalquier par exemple), cafés de village, cafés historiques (53), etc., qui assurent ainsi un marché immédiat aux producteurs locaux (voir aussi les AMAP (54) qui font le lien entre ville et campagne), tout en permettant de satisfaire les besoins essentiels, et favoriser, via les collectivités locales, l'implantation de ces petits marchés et bistrots, marchés aux puces, vide-greniers, bourse d'échanges, par la mise à disposition ou le prêt de places publiques, de halles municipales, ou l'aide à l'acquisition de locaux, terrains, friches,

• *Apprendre et transmettre ses savoirs* dans des réseaux d'échanges réciproques de savoirs (RERS), où l'on peut justement apprendre à devenir plus autonome, à jardiner, cuisiner, créer ses propres vêtements, etc. (55),

• Adhérer à un *système d'échanges local* (SEL)(56) ou libres (57) pour partager et trouver tous les savoirs, services, objets que l'on n'arrive pas à trouver, produire ou fabriquer soi-même (vélo, autopartage hebdomadaire, informatique, etc.), participer à des bourses d'échanges (de livres ou autres, comme parfois à la Condition des soies de Lyon), des zones de gratuité, où l'argent est exclu,

• *Manger, se fournir local* ou régional en faisant ses achats sur les marchés écolocaux, bio ou fermiers, avec l'avantage d'y trouver des produits de saison (et non

(44) Vernaculaires : du latin *vernaculus*, indigène. Utilisée ou pratiquée seulement à l'intérieur d'une communauté, d'une zone géographique limitée. Exemple d'activité vernaculaire dans une communauté : l'agriculture urbaine, le travail du bois venu de forêts proches et gérées intelligemment. Lire à propos des activités vernaculaires le hors série de *Silence « Du chômage à l'autonomie conviviale »*, d'Ingmar Granstedt.

(45) Contact : *Kokopelli, Oasis, 131 impasse des palmiers, 30100 Alès, tél : 04 66 30 64 91.*

(46) Contact : *Diggers des champs et des bois, c/o Isabelle Gounand, 28, rue d'Avéjan, 30100 Alès, tél : 04 66 91 04 27.*

(47) Pour connaître les alternatives locales les plus proches de chez soi, on peut découvrir les numéros en forme de guides des alternatives régionales ou départementales de *Silence*, qui paraissent au rythme de deux numéros par an. Déjà plus de dix régions ont été parcourues depuis 1997, notamment le Limousin, la Bretagne, le Rhône, l'Isère, la Normandie, l'Aquitaine, la Provence… Les plus récents sont encore disponibles.

(48) Il s'agit là d'exemples concrets d'activités locales, « endogènes », c'est-à-dire réalisées à l'intérieur d'une structure, d'un organisme ou d'une société, sous l'influence de causes strictement internes, sans apports extérieurs venus d'autres pays.

(49) On peut lire notamment la « Lettre de l'acteur rural », pour la réalisation des ces diagnostics de territoire, en lien avec la revue *Village magazine*.

(50) La petite coopérative bio L'Epi noir, 44 rue Burdeau, 69001 Lyon.

(51) Pour créer un réseau ou une coopérative d'achat, lire notamment « *L'homme réseau* », fiche pratique n°8, d'Emmanuel Juste-Duits (édition Chronique Sociale, 1999), ainsi que le n°13 (à la « Fin de l'An 03 ») de la sympathique revue *Passerelle Eco* (adresse : 42 rue du faubourg de Figuerolles, 34070 Montpellier), sur le groupement d'achat Gaïa dans la Creuse .

(52) Sur le label NESO (Naturel, Energie, Social, Origine), et pour chercher à redéfinir les labels et les objectifs à atteindre, voir notamment le dossier « Vers une bio sociale ? » dans le n°275 de *Silence*.

(53) Comme le café historique de Vignieu, en Isère.

(54) Sur les associations de maintien d'une agriculture paysanne (les AMAP), voir le n°305-306 de Silence spécial Provence, paru en janvier 2004, ainsi que le n°13 de Passerelle Eco (cité ci-dessus).

(55) Pour trouver des réseaux dans son département, écrire au mouvement des RERS, qui en recense pas moins de 500 en France. Contact : *MRERS, 3 bis cours Blaise Pascal, BP 56, 91002 Evry*.

(56) Voir le hors série, les numéros et livres diffusés par *Silence* sur les SEL. Pour une lecture critique et constructive des SEL, lire *Les SEL, Pour un vrai débat* de Denis Bayon (édition Yves Michel). Pour connaître le SEL le plus proche de chez vous : *Sel'idaire, rue des bourgades, 07140 Les Vans*.

(57) Comme le Collectif d'organisation de Mens, en Isère (voir *Silence* n°302, octobre 2003).

cultivés sous serre chauffée), au lieu de produits qui traversent le monde en camion en avion ou en bateau,

• Faire pression sur les coopératives, épiceries ou marchés de la ville pour qu'elles se fournissent dans la région en priorité, sinon dans une région limitrophe, une zone géographique proche,

• Tout faire pour favoriser une *économie interne* à la ville ou à la région, de manière à ce qu'elle soit le plus autonome possible en aliments, énergies, approvisionnements généraux, et ainsi permettre aux gens de travailler là où ils vivent,

• *Constituer une monnaie locale*, afin de faire circuler l'argent à l'intérieur d'une zone fragile, afin de limiter les importations, la fuite des capitaux vers des productions lointaines, comme au Canada (58),

• *Boycotter les supermarchés*, souvent situés loin en périphérie et nécessitant une bagnole, qui font le jeu des prix bas et de la délocalisation de la production dans d'autres régions du monde (en Asie du Sud-Est..), et organiser des boycotts des "supermarchés" en mettant par exemple en avant la destruction des commerces de proximité qu'ils provoquent (59),

• *Créer des zones de gratuité* (60)…

En relocalisant l'économie, *«les économies rurales connaîtraient un regain de vie, aussi bien au Nord qu'au Sud, ce qui aiderait à juguler les vagues d'urbanisation malsaines. Les agriculteurs travailleraient d'abord pour la consommation locale et régionale, et non pour des marchés mondiaux ; ils pourraient donc choisir des variétés adaptées aux conditions locales et aux besoins des populations de leur région, et dès lors la (bio) diversité des cultures reprendrait vie'* (61).

Mais dès lors, comment pourrait-on témoigner de notre solidarité avec les pays du Sud ? et conserverait-on des formes de commerce extérieur (moins d'import et d'export), par exemple celui dit "équitable" (62) ?

Une démocratie directe locale

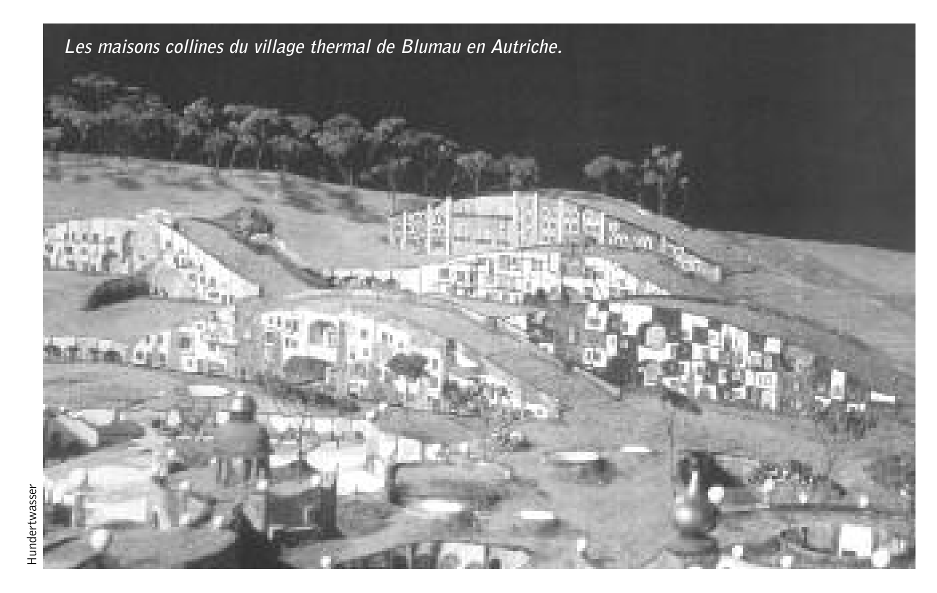
Décider localement de l'avenir de la ville, des investissements et des économies d'énergies à réaliser, et dans quels domaines, voilà qui permet d'avoir prise sur les choses publiques. Cela est possible grâce à un investissement en temps dans des comités de quartiers, associations, conseils, où la forme de démocratie directe, avec mandataire, aurait toute sa place (63). Des expériences de démocratie directe peuvent être très instructives sur ce sujet (64).

Du point de vue démographique, la solution pour la ville est peut-être à trouver du côté d'une forme modeste d'exode urbain, qui s'est d'ailleurs déjà amorcée (65), et qui permettrait à la ville de voir sa population réduite, et à la campagne d'être vivifiée en retour par cet arrivée de nouveaux habitants, en espérant qu'une majorité d'entre eux ne se comportera pas comme des citadins à la campagne (qui voudraient tout le «confort» de la ville transplanté à la campagne), mais cherchera véritablement à vivre autrement, notamment grâce au recours (ou au retour) à la terre (66). Dans un numéro récent, la revue de la Confédération paysanne *Campagnes solidaires* notait en effet qu'un manque cruel de paysans se fait sentir dans les campagnes. Et sans paysans point d'agriculture, pas d'approvisionnement local en légumes et fruits. Tout comme les CSA (67) au Canada (à Winnipeg notamment), des associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (les AMAP) peuvent permettre d'établir un lien entre villes et campagnes, entre citadins et (néo) ruraux. Il faudrait aussi faciliter l'achat de terres agricoles et de terrains viables à des prix accessibles. Une agriculture urbaine et périurbaine serait ainsi concrètement réalisable.

«Quand pourrons-nous découvrir et visiter une écocité», demande-t-on souvent, à mesure que grandit ce mouvement voisin des écovillages ? *«Personne ne sera jamais d'accord sur le moment à partir duquel on pourra dire que ceci est une écocité ou pas*, répond Richard Register, *parce que les écocités sont une direction, et non une destination»* (68). Aujourd'hui, les villes doivent être réorganisées selon des principes écologiques. Et la manière avec laquelle nous construirons ces nouvelles villes sur les anciennes nous permettra de transmettre par la même occasion les valeurs qui nous habitent. En regardant notre quartier, nous pourrons nous dire : «voilà quelque chose à quoi je puis m'identifier, qui respecte la vie, qui respire le naturel et inspire confiance en l'avenir». Nous pouvons donc, notamment à travers les objectifs des écocités, ou grâce à certaines expériences présentées ici et ailleurs, choisir et construire un environnement qui en retour nous aide à nous construire, à nous retrouver autour de valeurs communes comme le respect de la vie et de la Terre, en ville tout comme à la campagne.

Alexandre Esteban ■

L'auteur de ce dossier cherche à prolonger la connaissance, la réflexion et les activités exemplaires sur ce thème. Si vous disposez de textes, d'articles, de livres ou de contacts sur le sujet, merci de les envoyer ou d'en donner les références à : *Alexandre Esteban (écocités), Silence, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04, France.*

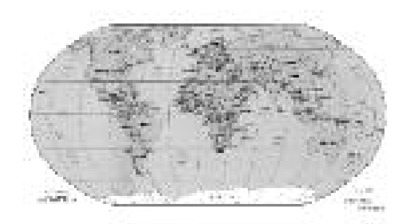

Les maisons collines du village thermal de Blumau en Autriche.

Hundertwasser

(58) A lire, le très riche livre « *Entre nous, rebâtir nos communautés* », de Marcia Nozick, (édition Ecosociété, diffusé par *Silence*).
(59) Etude de l'Insee citée dans le n°297 de *Silence*, juin 2003.
(60) Voir « La gratuité, un projet de civilisation », dans la revue *Ecorev* d'été 2003, p. 63.
(61) Lire à ce sujet Helena Norberg-Hodge, dans l'ouvrage collectif *Objectif décroissance*, édition Parangon, réalisé et diffusé par *Silence*. Certains affirment qu'agir de la sorte, c'est faire preuve de « quartiérisme », de « repli sur soi » : qu'ils nous prouvent que la planète va mieux depuis l'essor de la globalisation (ou mondialisation) des échanges.
(62) Peut-être les membres de l'association *Artisans du monde* auraient des débuts de pistes à proposer…
(63) On peut lire à ce propos le livre *Le municipalisme libertaire* de Janet Biehl, ou le livre *Une société à refaire* de Murray Bookchin (aux éditions Ecosociété, diffusées par *Silence*).
(64) Voir l'expérience de Vaudoncourt, dans le n°298-299 de *Silence*, été 2003, spécial Franche-Comté. Voir également le texte « Faire des propositions alternatives locales », de Philippe Drouillon, dans le n°303 de *Silence*, novembre 2003.
(65) Voir à ce sujet le dossier du *Monde Initiatives* « Quitter la ville », paru en été 2003.
(66) Sur ce sujet, on peut lire l'article « le terreau des néo-ruraux » de Michel Lulek dans le dossier « Les chantiers de la décroissance », n°297 de *Silence*, juin 2003, repris dans le livre *Objectif décroissance,* édition Parangon.
(67) CSA pour *Community supported agriculture*, ou agriculture soutenue par la communauté, présentés page 105 dans le livre *Entre nous*, édition Ecosociété.
(68) Extrait du livre en anglais *Ecocity Berkeley, building cities for a healthy future* (« *L'écocité de Berkeley, construire des villes pour un futur sain* »), de Richard Register, édition North Atlantic Books, 1987.



La carte du monde



Un père lit tranquillement son journal quand son fils le dérange une nouvelle fois. Excédé, il prend une page qui représente la carte du monde, la déchire et demande à l'enfant de ne pas revenir tant qu'il n'a pas reconstitué le puzzle. Peu après l'enfant revient. Le père surpris lui demande comment il a fait. «Eh bien papa, au dos de la carte du monde, il y avait la photo d'un homme. Pour refaire le monde, j'ai refait l'homme».



DR

Terre de liens

Actuellement, il est de plus en plus difficile d'acquérir le foncier, à moins de s'endetter à vie. L'agriculture actuelle est malade du manque d'hommes qui s'en occupent. Devenir producteur dans cette période où la rentabilité est reine est insupportable. Chaque citoyen ou consommateur est concerné et peut soutenir des projets qui vont dans ce sens.
La terre, ce «bien commun» si fragile et précieux est actuellement, de plus en plus convoitée, exploitée, sujette à des exploitations de tous ordres. Pourtant elle permet de produire tout ce dont l'homme a besoin pour alimenter son corps, son âme et son esprit ! Pourrait-on penser dès maintenant que la terre retrouve sa nature d'espace aux activités multiples et créatrices de liens. Elle serait confiée en conséquence aux terriens capables de les cultiver. L'association *Terres de liens* a vu le jour pour favoriser la gestion collective de territoires, permettre l'implication de l'ensemble des acteurs dans la gestion du territoire, permettre la mise en place de contrats entre les acteurs et le territoire et permettre de maîtriser l'urbanisation... *Terres de liens* cherche à favoriser les relations entre consommateurs, producteurs et acteurs d'un territoire. Elle cherche à soutenir financièrement les initiatives et les activités individuelles et collectives en milieu rural. Face à la spéculation sur les terres, elle cherche à faire émerger des projets collectifs, avec installation en agriculture biologique et biodynamique. Elle cherche à maintenir les petites fermes contre l'actuelle tendance à l'agrandissement des plus grosses. *Terre de liens, c/o RELIER, rue Gustave-Gresse, 26400 Aouste-sur-Sye, tél : 04 75 25 44 90.*

Biocoop : Priorité aux fruits et légumes locaux et régionaux

Dans le débat sur le commerce équitable (n°303 page 6) Olivier Liétard écrit «Biocoop importe 80 % de ces primeurs (dits bio) d'Italie et d'Espagne, à grand renfort de transport routier diesel...».
Biocoop nous a adressé un courrier pour s'élever contre cette affirmation fausse et mensongère et nous communique le texte suivant.
«Le réseau coopératif Biocoop, 230 magasins en France et en Europe, propose un choix de fruits et légumes inégalé à ce jour. Les priorités du réseau Biocoop sont l'approvisionnement local et le développement de l'agriculture biologique dans les régions.
Dans cette logique, les choix de référencement et de développement de partenariats sont étudiés et validés par une commission «fruits et légumes» composée de responsables de magasins, de rayons, d'acheteurs Biocoop et de consommateurs. Au-delà de la qualité, les critères écologiques sont systématiquement pris en compte (conditions de production, de transport, de suremballage...). Pourquoi acheter ailleurs ce qui pourrait être produit ici, près de chez nous, à moindre coût écologique ? C'est une réalité vécue au quotidien par les Biocoops et leurs plates-formes de distribution. Elle se traduit dans les chiffres :
■ 60 % des fruits et légumes vendus par le réseau Biocoop aux magasins sont de production française, la moitié provient des régions proches des trois plates-formes qui approvisionnent aujourd'hui les Biocoop depuis Port-Sainte-Marie (Lot-et-Garonne), Avignon (Vaucluse), et Mélesse (Ille-et-Vilaine).
■ 25 % des fruits et légumes sont en provenance de la communauté européenne, principalement l'Espagne et l'Italie. Il s'agit surtout des agrumes et des avocats, productions bien difficiles à développer en France, comme chacun le sait... Biocoop développe, là encore, des partenariats avec des coopératives de producteurs nous garantissant les conditions de productions et de transparence exigées.
■ 15 % des approvisionnements sont hors CEE, essentiellement des fruits exotiques : les bananes labellisées Max Havelaar en représentent les trois-quarts.
Depuis deux ans, Biocoop construit une politique de contractualisation sur les volumes et les tarifs avec des producteurs. «Nous affinons des notions de prix équitables, non fluctuants lorsque cela est possible, en partenariat avec le syndicat bio, la FNAB, Fédération nationale de l'agriculture biologique» explique Patrick Colin, directeur du pôle Produit Biocoop. Le logo «ensemble pour plus de sens» concrétise cette approche. Les groupements Bio Breizh en Bretagne, Norabio, dans le Nord, et les producteurs associés à Casbo et Solebiopais apposent déjà le logo sur leur production. Seuls peuvent en bénéficier les fruits et légumes cultivés en plein champ, sous abri ou serre froide. Biocoop procède à des analyses régulières de résidus et encourage l'utilisation de semences bio.
Pour chaque Biocoop, la production locale reste une priorité et la plupart font en plus le choix d'un maraîcher du coin.
En outre, une réflexion sur la saisonnalité est aujourd'hui engagée dans Biocoop. Doit-on, par exemple, en début et en fin de saison, donner la priorité aux productions françaises de serre chauffée ou privilégier les productions des bassins du sud de l'Europe déjà de plein champ ou de serres non chauffées ?
Enfin, par souci de transparence, et dans un rôle pédagogique, Biocoop développe l'information sur l'origine de ses fruits et légumes.
A cet effet, des ardoises précisent, dans le rayon, l'origine, la production locale ou la filière «ensemble pour plus de sens» pour que chaque consom'acteur puisse faire son choix en toute connaissance de cause».
Biocoop développement, 157, rue des Blains, 92220 Bagneux, tél : 01 45 36 17 17.

Brasseurs de cages

Brasseurs de cages est un collectif pour la création d'une mémoire au mouvement de résistance à la marchandisation du monde. Le collectif a commencé à collecter des reportages au Chiapas en 1996, à Seattle en 1999. Voici les films qu'ils proposent aujourd'hui pour une diffusion militante non commerciale :
■ *Apprentis utopistes* de Nadia Douferkas et Mehmet Arikan, 52 mn, sur l'occupation en 2000 de Sciences-Po Paris par 110 sans-papiers.
■ *La candidate,* de Jo Beranger et Doris Buttignol, 52 mn, sur la campagne électorale de Michèle Rivasi, aux législatives de 1997.
■ *Courts mais trash,* onze courts-métrages : Duvet Man, 4mn, 1996 / Cent papiers, 2mn, 1999 / La photographie, 10mn, 1998 / Notes sur les lumières, 11mn, 1995 / La Dérive, 7mn, 1999 / Tokyo en Bolex, 4mn, 1999 / 13 figures de Sarah Beauchesne, 4mn, 1995 /- Visions Panaméènes, 8mn, 1998 / Les escarpins sauvages, 13mn, 1995 / Mushroom Dream, 7mn, 2000 / Meurtre d'un broutemescouilles chinois, 8mn, 1998.
■ *En marche,* de Patrice Spadoni, 56 mn. Chroniques des Marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions.
■ *Je voudrais vous dire* de Jo Béranger et Doris Buttignol, 22 mn. Un groupe de femmes immigrées s'organise pour participer à la marche mondiale des femmes contre la violence et la pauvreté en 2000.



Alternatives

■ *Le monde entier regarde*, de Emmanuel Danas-Caillet, 20 mn. Blocage du sommet de Seattle en novembre 1999.
■ *Du Rififi à Seattle* de Jo Beranger de Doris Buttignol, 22 mn. Même sujet.
■ *On va marcher sur Nice,* de Canal Marches, 21 mn. Marche contre le sommet de Nice de décembre 2000.
■ *Le rendez-vous de Nice,* de Canal Marches, 47 mn. Les manifs pendant le sommet de Nice en décembre 2000.
■ *Millenium round, chronique d'un chaos annnoncé*, d'ATTAC-Rhône, 33 mn, débat autour du sommet de Seattle et de l'OMC avec Susan Georges, Lahsen Abdelmaki, Jean-Pierre Berlan, Bernard Cassen, Christian Debrie, Marc Dufumier, Patrick Mundler, René Sandretto
■ *Les pinceaux* de Raphaëlle Natoli, 6 mn. Je suis dans une cage sans barreaux, derrière une porte sans serrure mais je ne peux dire un mot sans qu'on me censure.
■ *Planète Millau* de l'association Un contre-pouvoir citoyen en marche, 70 mn sur le rassemblement de Millau en juin 2000.
■ *Résistance au féminin* Une collection thématique, 26 mn chacun, sur la lutte de femmes, issues de cultures diverses qui réclament plus de justice et d'égalité. Avec «Les filles de Zapata» (Jo Béranger et Doris Buttignol), «La Ballade du loup et de l'Amazone» (Mylène Sauloy), «Les transsibériennes» (Catherine Villeret), «Mohila, femmes du Bangladesh» (Joy et Marie-Emmanuelle Banerjee et Jean-Philippe Isel)
■ *Who's counting ?* 94 mn. Quand Marilyn Waring fut élue au parlement néozélandais en 1975 à l'âge de 22 ans, elle n'imaginait pas qu'elle serait réélue trois fois, précipiterait la chute de son gouvernement et deviendrait la première porte-parole d'une économie mondiale féministe.
■ *Larmes de Bois* de Patrick Rouxel, 30 mn. Le bois exotique vient de la forêt tropicale laquelle abrite plus de 80 % de la biodiversité sur terre.
En préparation, un film sur le campement gaulois à Valence pendant le sommet de Cancun, à l'automne 2003.
Brasseurs de cages, Le Vieux village, 26400 Soyans, tél : 04 75 76 00 48.

Végétarisme

■ **Californie : menus végétariens.** Le gouvernement californien a fait passer le 19 juin 2003 une résolution disant «qu'il est vivement recommandé aux ministères de l'éducation et de la santé de mettre en place dans les écoles un planning de menus nutritionnellement équilibrés qui puisse fournir des alternatives végétariennes journalières, avec ou sans produits laitiers, de façon que tous les élèves soient assurés d'avoir un bon apport nutritif, quels que soient leurs préférences ou leurs refus alimentaires». *(Alliance végétarienne, décembre 2003)*



■ **Alliance végétarienne.** L'assemblée générale d'Alliance végétarienne se tiendra le samedi 31 janvier à 9h30 à l'AGECA, 177, rue de Charonne, 75011 Paris. *Alliance végétarienne, 11 bis, rue Gallier, 77390 Chaumes-en-Brie, tél : 01 64 42 38 19.*
■ **L'horreur du foie gras.** Pour obtenir du foie gras, il faut obtenir de l'animal qu'il tombe malade pour que son foie grossisse. Pour cela, il est gavé à outrance avant d'être tué. Cette pratique qui relève de la torture n'arrête pas les amateurs de ce mets, essentiellement consommé en France. En effet, sur 20 000 tonnes produites dans le monde annuellement, 16 000 tonnes le sont en France et 17 000 tonnes sont consommées rien qu'en France, ce qui fait qu'il faut en importer (de Hongrie et de Bulgarie). *(Alliance végétarienne,*


DR

décembre 2003)

Camping des utopies de quartiers

L'association *Extramundi* a lancé en juin 2003 un appel d'offres pour étudier, proposer des projets de quartier et les réaliser autour de cinq thèmes : art vivant, gastronomie et botanique, images, arts plastiques, débats. L'été 2004 devrait être consacré à leur mise en place et un camping de trois semaines devrait clore cette démarche en septembre 2004. *Extramundi, La condition publique, 4, place Faidherbe, 59100 Roubaix, tél : 03 28 33 57 57.*

Réseau des lieux associatifs



DR

Les forums sociaux pourraient laisser croire que les gens viennent se rencontrer de manière ponctuelle pendant quelques jours puis réintègrent le système jusqu'à la fois suivante. Or, si cela est vrai sans doute pour certains, il existe des personnes qui, dans la mouvance alternative, mènent une action continue pour développer des formes de résistance et proposer de nouvelles pratiques. C'est le plus souvent sous forme associative que ces gens militent, travaillent, s'expriment... Pour renforcer leurs actions, des associations regroupent leurs moyens pour créer des lieux associatifs de création et de solidarité. Parce qu'il semble bon que ces lieux se connaissent entre eux et puissent échanger, s'est mis en place, depuis avril 2003, le RELACS, réseau des lieux alternatifs de création et de solidarité. Ce réseau a vu le jour à l'initiative du Centre international de culture populaire (Paris), de la Maison des femmes (Montreuil), de la Maison des droits de l'homme (Limoges) et de la Maison de la nature et de l'environnement (Lille). Ce réseau s'adresse à des lieux inscrits dans le mouvement associatif de création et de solidarité, le lieu doit être pluriassociatif (trois structures minimum, les coopératives étant acceptées), le lieu doit garantir le respect de l'autonomie des associations qui le composent, le lieu doit être indépendant politiquement et autonome par rapport aux influences institutionnelles, enfin, il doit être ouvert sur son environnement et servir d'appui aux mouvements sociaux. Les lieux ne réunissant pas toutes ces caractéristiques peuvent devenir simplement membres associés.
Depuis avril 2003, de nouveaux lieux ont adhéré : Maison de la solidarité (Poitiers), Trait d'union (Saintes), Amis de la Maison d'Afrique noire (Saint-Denis), Réseau pince oreilles (réseau de salles de concert sur la région parisienne), Théâtre de verre (Squat artistique), CERPAC (Dakar), Globafrique, Ferme accueil de la Salvetat (Larzac), Mains d'œuvres (Saint-Ouen), PHARES (Saint-Denis), MAAFORM (Pantin), Maison Grenelle (Paris)...
Pour sa mise en place, le réseau a bénéficié d'une aide financière d'une fondation qui lui permet pour le moment d'aller à la rencontre des lieux et d'animer un débat sur les possibilités de synergies entre les lieux.
Une rencontre est organisée le 7 février à la Maison de la solidarité de Poitiers pour faire un premier état des lieux. *RELACS, 37, rue Frédéric-Mistral, 87100 Limoges, tél : 05 55 35 81 24.*

SEINE-SAINT-DENIS

Mains d'œuvres

En 1998, des personnes investies dans des expériences artistiques et associatives fortes, décident de développer un projet de lieu dédié à l'invention artistique et civique, dans l'ancien centre social et sportif abandonné de l'entreprise Ferodo/Valeo s'étendant sur 4000 m2. Ces personnes se constituent alors en une nouvelle association, celle-ci prenant pour nom Mains d'œuvres. Le 27 mai 1999, la ville de Saint-Ouen rachète les lieux et accorde un bail gracieux à la structure. Après des travaux de réhabilitation et d'aménagement, le lieu Mains d'œuvres a ouvert ses portes au public le 27 janvier 2001. Fin 2003, la structure héberge une soixantaine d'associations, compagnies, troupes ou groupes individuels, essentiellement dans le domaine artistique. Mains d'œuvres dispose de ressources financières par des services aux différents groupes et par des subventions. On y trouve aussi la Maison de l'Algérie (mémoire et transmission franco-algérienne), Possibilis (séjours associatifs), Respect (journalisme et actions interculturels). *Mains d'œuvres, 1 rue C.-Garnier, 93400 Saint-Ouen, tél : 01 40 11 25 25.*

espéranto

■ **Logiciels libres**. L'association pour la promotion et la recherche en informatique libre (www.april.org) travaille à la promotion des logiciels libres de type Linux. Constatant que l'anglais utilisé par Microsoft et la plupart des logiciels des grosses multinationales est un problème pour la compréhension pour de nombreux utilisateurs, l'association en est venue à s'interroger sur le langage «libre» à utiliser. Elle a déjà rencontré à plusieurs reprises des associations espérantistes et le débat est en cours pour utiliser la langue internationale comme langue des logiciels libres.
■ **Monde diplomatique.** Grâce à la mise en place d'un réseau de traducteurs bénévoles, le Monde diplomatique propose maintenant sur internet une traduction en espéranto de son contenu.

MONTPELLIER

Atelier décroissance



Un atelier décroissance se tient à Montpellier les premier et troisième lundis de chaque mois de 19 à 22h. A chaque rencontre, un thème différent, des échanges d'astuces, des annonces de sorties sur des lieux pratiquant déjà la décroissance. Les rencontres se tiennent à l'Espace Martin-Luther-King, 27, boulevard Louis-Blanc à Montpellier. Pour plus d'informations, vous pouvez contacter *Élisa au 04 67 04 12 40.*

ARIÈGE

La sauce Baluet

Le 25 avril 1999, un petit groupe s'installe sur une ferme à Baluet, en friche depuis une trentaine d'années. Il y a 55 hectares et un hameau à reconstruire. Au départ, les propriétaires sont assez conciliants et une négociation se met en place pour un bail. 4000 m2 de jardin sont mis en place, l'ensemble est clôturé. Tout semble prendre forme quand, fin 2001, le propriétaire change d'avis et intente un procès, qu'il perd en première instance mais gagne en appel. En mai 2002, une association se met en place pour la gestion des lieux. Elle a reçu le soutien de la *Confédération paysanne* et un projet financier a été mis en place avec l'association *Terre de Liens* et *La Nef* pour proposer le rachat des lieux. A la fin de la trêve hivernale, en mars, si la situation n'est pas débloquée, l'expulsion est en principe possible. *La Sauce Baluet, 09290 Le Mas-d'Azil, tél : 05 61 60 68 69.*

ARIÈGE

Chant choral en espéranto

Vous désirez apprendre ou perfectionner votre espéranto. Un stage de chant est organisé du 28 février au 6 mars, à Montferrier, en Ariège. Le stage sera dirigé par un jeune chef de chœur danois Jesper Jacobsen : divers chants à plusieurs voix de divers pays et époques. Cinq heures d'étude chaque jour + repos, ski, visites, jeux, spectacles, conférences/présentations... Renseignements : *Claude Fressonnet, 43, place du Rumat, 09500 Mirepoix, tél : 05 61 60 18 95.*

CREUSE

Tout autour de la Terre

L'éco-lieu *Tout autour de la Terre* propose à partir de mars 2004 des stages sur la production de spiruline, la possibilité de conduire un jardin en permaculture, la poterie, le chant, le conte, l'autoconstruction, etc. Pour connaître les dates des stages, écrire à *Tout autour de la Terre, 23480 Ars, tél : 05 55 66 65 18.*

DRÔME

Ecologie au quotidien à Die

Du 16 au 30 janvier, les *Rencontres de l'écologie* proposent de nombreuses rencontres et débats. Nous vous signalons les derniers rendez-vous :
■ vendredi 23 à 20 h 30 : conférence-débat sur *l'économie sociale, la solidarité et l'écologie* animée par l'Alliance-Drôme, avec présentation des AMAP (voir n° de janvier)
■ samedi 24 de 9 h à 12 h : demi-journée sur la gestion environnementale des communes, suivi d'un buffet-bio offert par Agribiodrôme ; de 14 h à 17 h : agriculture et environnement ; à 20 h 30 : conférence-débat sur la décroissance soutenable (avec Serge Latouche et Bruno Clémentin).
■ dimanche 25 de 10 h à 12 h, table-ronde sur l'éducation à l'environnement ; à 15 h : conférence de Jean-Marie Pelt sur «la Terre en héritage».
■ jeudi 29 janvier à 20 h 30 : débat avec Hervé Ott, recycler l'énergie de la violence.
■ vendredi 30 janvier de 18 h 30 à 22 h : atelier «pour une éducation constructive».
Tout se passe à la salle polyvalente de Die. Renseignements : *Association La Carline, Anne Tesson, 3, rue Auguste-Barnaud, 26150 Die, tél : 04 75 21 00 56.*

ANNECY

Centre d'art et de formation

Le centre d'art et de formation d'Annecy propose des formations artistiques autour de la voix : physiologie de la voix, la voix créative (Roy Hart théâtre), la voix en jeu (acteur, conteur, chanteur), le chant, l'écoute, les rythmes, la voix et la communication... Pour en savoir plus : *Centre d'art et de formation, Odile Wieder, 36, rue des Jardins, 74000 Annecy, tél : 04 50 45 39 21.*



DR

VAUCLUSE

Tout naturellement

Tout naturellement propose une démarche vers l'éco-citoyenneté, en particulier en essayant de recréer du lien entre la ville et la campagne par le biais de la nourriture. Créée en 2001 à Aix-en-Provence, elle propose un fonctionnement de type coopératif avec la répartition de fruits et légumes provenant des paysans locaux travaillant en bio. Des groupements d'achat sont proposés pour la viande, les jus de fruits, les vins, mais aussi pour des produits naturels pour le bâtiment, les énergies renouvelables, l'isolation, etc. Dans le nouveau local de Meyrargues, des débats sont organisés et une table d'hôte devrait prochainement voir le jour. *Tout naturellement, Le Mas des Fournaques, CD 561, 13650 Meyrargues, tél : 04 42 63 47 78.*

Fêtes, foires, salons

(le signe ◊ indique que Silence est présent)

■ **Paris : 20e Salon du bien-être médecine douce.** 5 au 9 février, Paris-expo, porte de Versailles, 250 exposants, nombreux ateliers, conférences «peurs stress, somatisations» (le 5 à 14 h), reconnaissance et remboursement des médecines complémentaires (le 6 à 11 h), l'homéopathie (la journée du 7), médecine traditionnelle chinoise (le 8 à 14 h et 17 h)... *SPAS, tél : 01 45 56 09 09.*
■ **Bouches-du-Rhône : 7e Millepertuis et Sarriette,** 7 et 8 février à Puyricard (à côté d'Aix-en-Provence), 80 exposants, conférences, ateliers. Thème de cette année : «Mieux dans ma vie». *Association Graines de vie, 450, allée de la Vieille-Ferme, 13540 Puyricard, tél : 04 42 92 06 70.*
■ **Pas-de-Calais : 4e salon habitat-environnement,** 19 au 22 février au Touquet, Palais de l'Europe, 90 exposants, thème de l'année : concilier architecture de qualité et respect de l'environnement. *MC2 Event, 10, résidence Le Center, 62176 Sainte-Cécile, tél : 03 21 09 16 66.*
◊ **Lyon : 18e Primevère.** 20 au 22 février, Eurexpo. 400 exposants dont 150 associations pour 100 producteurs en bio. 120 conférences et animations. Thème de l'année : la biodiversité et la protection des milieux naturels. *Primevère, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04, tél : 04 74 72 89 90.*
■ **Mulhouse : 6e forum Jouvence,** 20 au 22 février, «La Bourse», médecines naturelles, médecines traditionnelles, habitat sain, alimentation saine. *Groupe RTS Concept, 54, rue de Kingersheim, 68270 Wittenheim, tél : 03 89 52 45 75.*



Politique

Décroissance

■ **Petite phrase.** «Il est évidemment facile de prôner la croissance zéro si l'on a un emploi et qu'on ne risque pas de le perdre. Quant à la décroissance, elle pourrait aggraver les problèmes au lieu de les résoudre. Il faut se développer autrement et non cesser de le faire. Les siècles passés nous ont laissé des outils suffisants pour enfin donner du sens au progrès»
Nicolas Hulot, pilote d'hélicoptère, colloque *Devenir*, octobre 2003.

■ **Revenu maximum.** Les mesures législatives de nos élus prévoient différentes mesures pour la gestion de la «France d'en bas». Dans le cadre d'une réflexion sur la décroissance, il serait bon de proposer des mesures pour la gestion de la «France d'en haut». Puisque l'on parle de revenu minimum d'insertion, pourquoi ne pas prévoir un revenu maximum ? Vouloir partager des ressources impliquent des limites. Actuellement, en France, des patrons gagnent des centaines de fois ce que gagnent leurs ouvriers, lesquels gagnent encore des dizaines de fois ce que gagnent les ouvriers des pays à plus bas niveau de vie. On sait déjà que 20 % de la planète consomme 80 % des ressources. On sait que le PDG de Nike gagne plus d'un million de fois plus que son ouvrier d'Asie du sud-est. Pourquoi ne pas proposer une taxation des revenus qui augmente proportionnellement à ceux-ci et qui limite de fait déjà l'échelle des écarts. Alain Caillé, animateur de la revue du MAUSS propose déjà de limiter les écarts à 1000. Cela peut paraître déjà énorme et pourtant ce serait un progrès ! Le calcul sur les revenus ne suffit pas, car avec la même somme d'argent, on n'achète pas la même chose dans un pays riche et un pays pauvre. Il faudrait alors recalculer les richesses en fonction du niveau de vie et non du revenu monétaire, par exemple en interdisant d'avoir trois véhicules par famille… ou quelque chose dans ce genre. Si on veut réduire notre poids sur la planète, il est plus efficace de réduire le poids du 1 % le plus riche que de vouloir réduire celui des 50 % les plus pauvres.

■ **Nombre de marques.** Des décomptes ont permis de trouver sur les rayons d'un seul hypermarché 170 gels coiffants différents, 226 shampooings, 122 müeslis, 74 whiskies. Un autre décompte dans un magasin de chaussures à bas prix a permis de recenser 506 modèles de basket-tennis ! Est-ce vraiment utile ?
(Rap-Echos, décembre 2003)

Autogestion


DR

Voici quelques dates pour se rappeler le développement d'une idée qui aujourd'hui peut être à la base d'une nouvelle organisation face à la marchandisation du monde

■ 1830 : naissance du mouvement coopératif.
■ 1871 : Commune de Paris
■ 1905 : premiers soviets en Russie
■ 1917 : communes libres en Ukraine mise en place par les paysans et ouvriers, réprimés dans le sang par le pouvoir bolchevique en 1921.
■ 1921 : commune de Cronstadt
■ 1936 : Fronts populaires et nombreuses occupations d'usines.
■ 1936 : deux millions de personnes en Catalogne participent à la mise en place de propriétés collectives et autogérées. Répression par la guerre d'Espagne.
■ 1945 : après la guerre, autoorganisation des usines en Pologne et en Allemagne de l'Est, réprimée par les Soviétiques.
■ 1945 : développement de nombreuses coopératives en Indonésie, mouvement qui se poursuit jusqu'en 1964.
■ 1953 : révolution en Bolivie, tentative d'auto-organisation des usines et des mines.
■ 1956 : tentative d'autoorganisation en Hongrie, répression par l'armée rouge.
■ 1962 : à l'indépendance de l'Algérie, nombreux domaines en autogestion pour la reprise des entreprises et des terres abandonnées par les colons. Reprise en main par l'Etat dès 1965.
■ 1968 : pendant les événements, à Nantes, du 23 au 27 mai, récolte collective de pommes de terre et vente directe de produits agricoles.
■ 1968 : tentative d'auto-organisation dans les usines en Tchécoslovaquie. Répression par l'armée rouge.
■ 1971 : expérience autogestionnaire dans les chantiers navals de Clyde (Ecosse).
■ 1973 : expérience autogestionnaire à Lip (Besançon) contre la fermeture de l'usine.
■ 1979 : auto-organisation des chantiers navals de Gdansk et naissance de Solidarnösc en Pologne. Répression militaire en 1981.
■ 1994 : insurrection zapatiste au Chiapas. Mise en place de nombreuses coopératives.
■ 1995 : rachat avec l'argent des licenciements de la mine Tower Colliery, au Pays-de-Galles.
■ 2001 : crise monétaire en Argentine, plus d'une centaine d'usines récupérés par leurs salariés et autogérées.
Il existe aussi de nombreuses tentatives d'imposer l'autogestion par le haut (en Yougoslavie dans

Marchandisation du monde

Au commissariat :
«Monsieur l'agent, on vient de me voler mon portefeuille !
- Veuillez remplir ce document et me verser 20 euros.
- Mais je n'ai pas d'argent sur moi : on vient de me voler mon portefeuille
- Une carte de crédit ?
- Elle était dans le portefeuille.
- Alors Commissariat SA ne peut rien pour vous !»
A la bibliothèque
«Je ne trouve pas les ouvrages de Skakespeare et de Tolstoï.
- Notre dernier conseil d'administration a jugé ces œuvres non rentables. Par contre si vous voulez lire *Traits d'esprit et sagesse* de Jacques Chirac ou *Comment se faire des amis en bombardant des populations* de Georges Bush, nous pouvons vous les prêter pour un tout petit prix».
En traversant la rivière
- Avez-vous votre carte d'abonnement ?
- Non, mais je bénéficie du RMI
- Cela ne vous donne pas le droit de passer à gué, veuillez emprunter le pont
- Mais il est payant !
Au restaurant
«Un verre d'eau avec le hamburger ? Vous avez le verre du robinet, avec saletés aux normes à 1 euro ou le verre d'eau super-octane enrichie aux neutrons à 3 euros. Cette dernière est recommandée pour le hamburger que vous avez choisi, aux chenilles génétiquement modifiées»
A l'Assemblée nationale
«En confiant notre défense à l'armée ukrainienne, nous économiserons 32 milliards d'euros, ce qui nous permettra de réduire les prélèvements sur les plus gros revenus d'autant»
Au tribunal
«Pour avoir essayé de se déplacer sans consommer de carburant, par un moyen illicite (le vélo), vous êtes condamnés à trois moins d'emprisonnement dans les prisons Esso.SA»
A l'hôpital
«Alors comme ça, vous n'avez pas d'assurances, pas de carte de crédit, pas d'argent et pas de domicile fixe ? Et vous voudriez que, nous, «Santé et compassion», nous vous enlevions le couteau que vous avez dans le dos, et que nous arrêtions l'hémorragie ? Sortez d'ici immédiatement, sinon je vous facture le nettoyage de la moquette»
A la télévision
«Le poste de juge au tribunal international de La Haye a été remporté par Cathy Bolloré, cinq ans, du groupe Bolloré. Ce groupe ayant fait la meilleure offre sur le marché».
Lettre du laboratoire
«Monsieur, nous avons le plaisir de vous informer que votre code ADN a désormais été breveté par Laboratoires humains SA sous la référence indiquée au Journal officiel du (…). A l'avenir, nous vous remercions de renoncer à toute progéniture requérant l'usage de spermatozoïdes contenant votre code breveté, sous peine de poursuites. Nous sommes à votre disposition pour étudier avec vous les meilleures conditions pour déterminer le tarif d'un de vos futurs descendants».
Chez vous
«Vous n'avez pas payé votre taxe sur l'air depuis votre aménagement dans la commune le mois dernier.
- L'air du quartier étant tellement pollué, je pensais en être dispensé.
- Sans régularisation de votre situation, nous allons être obligé d'arrêter votre compteur»
(d'après un texte de Jerre Skog, écrivain suédois)

les années 60 par exemple), mais cela n'a jamais vraiment marché. *(Alternatives libertaires, novembre 2003)*

MAROC

Rachif Chrii emprisonné

Mohamed Rachid Chrii, membre d'une section de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) dans la ville de Safi et militant d'autres organisations non gouvernementales, a été arrêté, le 22 avril 2003, à la suite de son interposition lors de brutalités policières contre un compatriote dans la rue. Selon les autorités locales, il s'agissait de l'arrestation d'un trafiquant de drogue. Le 13 mai 2003, il a été condamné à dix-huit mois d'emprisonnement, pour insultes à policiers et aide à un prisonnier à s'évader. La condamnation a été confirmée en appel le 10 juin 2003.
Au cours de sa garde à vue, Mohamed Rachid Chrii aurait été torturé. Il a subi deux examens médicaux. Le second, réclamé par son avocat recense des «lésions d'origine traumatique, de degré moyen et récentes». Mohamed Rachid Chrii a commencé une grève de la faim le 9 décembre. Il est soutenu au niveau international par Amnesty international et Attac qui demandent sa libération. *Groupe Méditerranée, Attac 87, Maison des droits de l'homme, 37, rue Frédéric-Mistral, 87100 Limoges.*

Privatisation des villes

L'Allemand Wolgang Sachs, un disciple de Illich, a publié une intéressante étude comparant espaces publics et espaces privés dans les villes. Il remarque ainsi une différence majeure entre l'Europe et l'Amérique du Nord. Dans cette dernière, la plupart des endroits attrayants sont privés, alors qu'en Europe, ils sont publics : squares, parcs, espaces de jeux pour les enfants, monuments, musées... Alors qu'en Europe, même les plus démunis peuvent bénéficier de ces lieux, ce n'est pas le cas en Amérique du Nord. Il en tire comme conséquence que le sens de la communauté est très différent entre les deux continents. En Europe, le sens de la communauté est beaucoup plus lié à un lieu. En Amérique du Nord, il est plus lié à une appartenance sociale. Les lieux publics aux Etats-Unis sont de plus en plus laids, mal famés, sales, par contraste avec des lieux privés jalousement gardés. Nul doute que la mode de la privatisation actuelle touchera un jour également les lieux publics européens.


Assemblée Nationale

Elus et écologie : Panne de démocratie

Selon un sondage de l'IEP Paris réalisé sur 200 parlementaires (sénateurs et députés), on note un complet décalage entre l'opinion publique et les questions liées à l'environnement.
Ainsi, alors que 55 à 60 % de l'opinion sont opposés à la construction d'un nouveau réacteur nucléaire, plus de 77 % de nos élus y sont favorables. Alors que la grande majorité de l'opinion demande des restrictions pour la chasse, 46 % des élus trouvent les lois actuelles trop répressives. Alors que 78 % des Français sont pour le bridage de la vitesse des voitures, seuls 58 % des élus y sont favorables. Alors que 33 % des gens sont déjà sensibilisés au gaspillage de la climatisation dans les voitures et souhaitent son interdiction, seuls 9 % des élus y sont favorables. Alors que l'opinion demande très largement un projet de loi qui permettrait légalement de bloquer un projet lorsque localement la population y est opposée, 82 % de nos élus n'y sont pas favorables. Ceci confirme, s'il en était besoin, que les élus travaillent pour les lobbies et non pour leurs électeurs.

RHÔNE

Rencontre pour une autre mondialisation

Les 4e rencontres pour une autre mondialisation se tiennent dans le Rhône du 12 au 30 janvier. Voici la fin du programme :
■ Samedi 24 janvier, à 18 h, MJC Ménival (Lyon 5e), *Pub, consommation, de quelle croissance parle-t-on ?* avec la projection du film «Un paradis pour tous» suivi d'un débat avec Vincent Cheynet (Casseurs de pub) et Cyrille Harpet (Economie et humanisme).
■ Lundi 26 janvier, à 19h30, à la MJC, Vieux Lyon (Lyon 5e), *Paix et développement* avec Terres des Hommes, l'AFAL, le COSI...
■ Lundi 26 janvier, à 20 h, au Ciné-Duchère (Lyon 9e), *Palestine, d'autres voix* avec Ecrivains sans frontières.
■ Mardi 27 janvier, à 20 h, au CNP Odéon (Lyon 2e), *L'insécurité sociale* avec le film de Ken Loach *Sweet sixteen,* débat animé par AC ! Rhône et Attac Rhône.
■ Mercredi 28 janvier, à 20 h, cinéma Gérard-Philipe (Vénissieux), *Violence et travail*, avec le film «violence des échanges en milieu tempéré» et un débat animé le réalisateur Jean-Marc Moutout et un sociologue.
■ Jeudi 29 janvier, à 20 h, à la MJC d'Oullins, *quelle place pour le travail aujourd'hui* avec le film «chômage et précarité, l'Europe vue du bas», débat avec la réalisatrice Catherine Pozzo et AC ! Rhône.
■ Vendredi 30 janvier, à 19 h, fête de clôture, au CCO à Villeurbanne. *RAM, c/o VSF, 14 avenue Berthelot, 69361 Lyon cedex 07, tél : 04 78 69 67 85.*

R.A.M 2004

DR

Référendum local

Cet été, l'Assemblée nationale, dans le cadre de la régionalisation, a légiféré sur la possibilité d'organiser des référendums aux niveaux communaux, départementaux et régionaux. C'est certes une avancée notable, mais comme au niveau national, ces référendums ne peuvent être impulsés que par l'exécutif local. Pas question de procéder comme dans d'autres pays (Suisse, Italie...) où des pétitions peuvent obliger les élus à faire un référendum sur une question. Le référendum aura ainsi un rôle limité, et ceci d'autant plus que la loi prévoit que son résultat n'est valable que si au moins 50 % des inscrits participent à la décision. Il sera donc facile pour les élus locaux de tourner les questions à leur avantage, transformant les référendums en plébiscite. Ceci ne devrait pas combler le fossé qui se creuse entre les élus et la population.

Forum sociaux

■ **Motivés ?** Le Forum social libertaire qui se tenait en parallèle avec le Forum social européen (FSE) a attiré environ 6000 personnes pour un budget de 27 000 €. Le FSE a attiré 51 000 personnes pour un budget supérieur à 4 millions d'euros (dont 87 % financé par de l'argent public). Motiver le déplacement d'un libertaire ne coûte donc que 4,5 € contre 80 € pour un militant de «gauche». On peut en conclure que les premiers sont près de 20 fois plus motivés que les seconds.
■ **Travailleurs de tous les pays ?** A qui s'adressent les forums sociaux ? Celui de Paris se tenait en semaine (avec seulement la manif le samedi), celui de Bombay se tient entre le 16 et le 21 janvier. Qui ne travaille pas à ces dates ? Les permanents de partis, syndicats, associations, les chômeurs, les retraités ? Qui a les moyens de s'y rendre (enlever les chômeurs)...


Guillaume Blanchon

Défilé anar pendant le FSE.

Carole Poliquin, vidéo-militante

La réalisatrice québécoise Carole Poliquin a été découverte en France suite à la diffusion de son film «Le bien commun, l'assaut final». Depuis de nombreuses années, elle a réalisé bien d'autres vidéos toutes autant intéressantes. Elle est venue en France, en avril 2003, l'occasion de lui poser quelques questions.

Silence : Carole, à lire ta filmographie, on a l'impression que ton engagement militant remonte fort loin dans ta vie. Tu es née contestataire ?

Carole Poliquin : non, non, pourtant je suis issue d'une famille modeste, mon père était plombier, mais nous ignorions la dispute sociale, politique. Pour une nord-américaine comme moi, un communiste c'était au moins un prosélyte, au pire un tortionnaire. Au Québec, être progressiste, c'était s'affirmer en faveur de l'indépendance. L'idée de l'indépendance était associée à la social-démocratie et c'était ce qu'il y avait de plus à gauche à l'époque. Bien sûr il y avait quelques groupuscules plus engagés, dont j'ai fait partie plus tard, mais ils n'avaient pratiquement aucune influence.

La vie est devenue un sport de haute compétition, avec tous les excès que cela entraîne.

Silence : Alors quand es-tu tombée dans le bain ?

Carole Poliquin : A la fin de mon conservatoire d'art dramatique, en 74, toute la classe a décidé de partager la bourse qui, normalement, devait être accordée au plus méritant et nous sommes tous partis pour le festival d'Avignon ; ensuite j'ai décidé de poursuivre seule le voyage, qui m'a amenée jusqu'en Turquie. Mon séjour a commencé fort : j'y suis arrivée en stop, par la Bulgarie, en plein conflit avec la Grèce sur l'affaire de Chypre !

Un peu plus tard, j'ai rencontré celui qui allait devenir mon mari, un étudiant en droit et militant. Une autre rencontre déterminante a été celle avec une Française qui avait fait mai 68, mariée à un Turc qui faisait du cinéma. Ils m'ont passé des livres, nous avons beaucoup discuté, et c'est à ce moment-là que ma vision du monde s'est transformée ; ce me fut d'autant plus facile que la Turquie était un pays pauvre où tous mes regards me faisaient mesurer d'effrayantes différences de niveau de vie. Je voyais également à l'œuvre une bourgeoisie avide d'enrichissement et sacrifiant au dogme libéral, sous la tutelle croissante des Etats-Unis.

C'est ainsi que nous avons commencé à filmer : manifestations, bidonvilles, grèves de la faim… Notre souhait était de porter témoignage de tout ce que la télévision (une seule chaîne, contrôlée par l'Etat) ne montrait jamais. On louait des salles, on présentait nos films, il y avait des chansonniers, des groupes folkloriques, une ambiance extraordinaire.

Silence : …qui n'a pas duré très longtemps !

Carole Poliquin : Eh non ! Prenant prétexte des affrontements violents qui opposaient dans les rues extrémistes de droite et de gauche, l'armée s'empara du pouvoir en septembre 80, imposant la loi martiale et interdisant toute activité politique. Le soleil se couchait pour longtemps pour les opposants au régime, dans un pays que nous avions déjà décidé de quitter depuis quelque temps.

Silence : alors vous avez décidé «d'exporter la révolution» au Québec ?

Carole Poliquin : Tu penses ! Nous devions nous-mêmes recommencer à zéro, oui. Qui s'intéressait à des sujets comme le chômage ou les méthodes d'éducation alternatives ? Il nous a fallu attendre 1983 pour vendre enfin un film à la télévision publique. Il s'agissait d'un court métrage de 30 minutes sur le problème des garderies, les crèches comme vous les appelez en France, qui, à l'époque, étaient très peu développées. Ce sujet cristallisait de nombreuses revendications féministes, écologistes, politiques. Mais malgré cette — modeste — réussite nous avons dû nous rabattre sur de petits sujets de «pigiste» pour continuer à vivre dans ce secteur.



DR

Silence : jusqu'à 1989, année où tu réalises «Le dernier enfant» ?

Carole Poliquin : Les sujets que j'avais proposés dans les années 80 étaient tous d'une façon ou d'une autre reliés à la question du travail, comme la précarité, le bénévolat, le travail communautaire, ou l'instauration de la gestion participative chez General Motors… Mais, d'une part, la critique sociale n'était plus à la mode à ce moment-là, et d'autre part, on attendait de moi, comme femme, que je traite des sujets de femmes. Pour un film sur la ménopause, l'allaitement, là tu trouvais un financement, mais pour le reste… Bon, j'étais préoccupée par l'influence croissante de la sphère professionnelle sur la famille, le temps restreint que l'on accordait aux enfants, et la réduction du nombre des naissances que tout cela entraînait. J'ai quand même pu décrocher un budget, et le film est passé à la télévision et en circuits parallèles, avec de bonnes critiques.


Bruno Guillemin

coup de finesse quand on cherche à s'introduire dans des milieux aussi fermés que ceux de la finance…

Silence : dans «Le bien commun», tu accordes une grande importance au monde agricole, en particulier au travers des entretiens avec Vandana Shiva.

Carole Poliquin : Elle, bien sûr, avec sa présence lumineuse et sa grande simplicité, mais il y a aussi le cas de Percy Schmeiser, ce fermier du Saaskatchevan, qui défend ses graines de canola (le colza américain) contre les appétits de Monsanto ; la mutinationale veut lui faire payer les plants de canola transgénique qui sont dans ses champs alors que lui-même déplore cette pollution dont il est victime et en aucun cas responsable. Il s'agit d'un procès très important que je suis avec attention. C'est maintenant à la Cour suprême de se prononcer, elle devra sans doute trancher la question cruciale de la brevetabilité du vivant.

Silence : ce sera le sujet de ton prochain film ?

Carole Poliquin : Je pense à une approche plus globale, lier réchauffement climatique, dispersion des polluants dans l'environnement, augmentation des cancers, mais je m'intéresse beaucoup aussi à la décroissance. Tu vois, en fait, il y a encore là matière à faire plus d'un film !

Silence : on arrive aux années 90 et à «l'âge de la performance».

Carole Poliquin : Encore un projet qui, comme les autres a mis des années à mûrir ! Il a fallu le changement de gens en place, et aussi une évolution de la société, pour que je puisse envisager une telle entreprise qui impliquait aussi pas mal de tournage à l'étranger.

Silence : avec le succès à la clef cette fois puisque tu as eu prix et mentions dans différents pays.

Carole Poliquin : Je crois que beaucoup de gens reconnaissaient dans ce reportage la situation qu'ils vivaient au jour le jour. J'y abordais l'exigence de productivité et de performance à tout prix dans le travail, à l'école, dans l'élevage des vaches, des cochons, des poules, comme si toute la vie était devenue un sport de haute compétition, avec tous les excès que cela entraîne. Et, puisque la productivité était élevée par les économistes et les politiques au rang de religion, j'avais sous-titré le film «messe pour le temps des gagnants», avec l'aide de Mozart et Haydn pour la musique.

C'est un peu le même phénomène qui s'est produit pour les trois films suivants qui ont formé une sorte de «cycle de la mondialisation». «Turbulences» montre comment le pouvoir des marchés financiers est devenu une menace pour la démocratie, «L'emploi du temps» présente le travail sous des formes très variées, y compris au sein des expériences alternatives, et «Le bien commun» sur la privatisation des biens communs de l'humanité ; ce sont des essais écologiques, dans le sens le plus large, le plus humaniste du terme. Dans tous ces films, je choisis dans différents domaines des histoires, des récits personnels particulièrement représentatifs de ce que je veux dénoncer et je les mets en relation pour mieux mettre en évidence l'idéologie qu'il y a derrière. Tous ces films ont été diffusés à la télé publique mais ils connaissent par la suite une importante distribution non commerciale, à travers les centres de documentation, les syndicats, les associations.

Silence : ce travail de sociologie doit demander du temps ?

Carole Poliquin : Oui, il faut prendre de nombreux contacts, ne pas ménager ses déplacements, et manœuvrer avec beaucoup de finesse quand on cherche à s'introduire dans des milieux aussi fermés que ceux de la finance…

Entretien réalisé par
Bruno Guillemin ■

Vidéos

■ L'âge de la performance

53 min, 1994. Tourné au Japon, en Europe, aux Etats-Unis et au Québec, ce film percutant et grinçant sur la condition humaine montre comment la société a érigé en dogme la performance, la productivité et la compétitivité, aussi bien dans le domaine du travail que dans celui de l'élevage ou du sport.
Prix Gémeaux 1995 ; Prix du meilleur moyen métrage toutes catégories au Rendez-vous du cinéma québécois 1995 ; Mention spéciale du jury, Hot Docs 1995, à Toronto.

■ Turbulences (24 heures dans le marché global)

58 min, 1997. Quels sont les mécanismes économiques qui conduisent à la concentration de la richesse entre les mains des plus riches et à l'appauvrissement du plus grand nombre.
Prix du meilleur moyen métrage documentaire au Rendez-vous du cinéma québécois, 1998.

■ L'emploi du temps

57 mn, 2000. A travers la lorgnette d'un observateur du futur, la réalisatrice pose un regard sur le rôle central du travail en l'an 2000 et sur le sens des activités humaines.

■ Le bien commun, l'assaut final

63 mn, 2002. L'eau, la santé , les gènes humains et végétaux, les connaissances anciennes et nouvelles, plus rien aujourd'hui ne semble vouloir échapper au destin de marchandise. Face à la voracité des marchands, qu'adviendra-t-il de la notion de bien commun qui est à la base de toute vie en société ? Grand prix du festival international du film sur l'environnement, Brésil 2003.
Pour se procurer les films de Carole Poliquin en France (24 € port inclus), écrire à : lebiencommun@free.fr ou tél : 04 68 84 13 06.

Bush-erie

■ **Entre copains.** Les 71 premières entreprises à avoir décroché des marchés publics en Irak ont toutes financé la campagne électorale de George Bush *(Canard enchaîné, 4 novembre 2003)*

■ **Guantanamo.** Le commandant du camp, Geoffrey Miller, est intervenu lui-même, à plusieurs reprises, auprès du gouvernement, pour demander la libération des cinq mineurs qui sont emprisonnés dans le camp depuis maintenant plus de deux ans. En vain. *(Canard Enchaîné, 3 décembre 2003)*

Pour l'abolition de la peine de mort

En France la peine de mort est abolie... sauf *«en temps de guerre ou de danger imminent de guerre»* (article 6 de la loi ratifiée par la France en 1986). Cette exception est en contradiction avec la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CEDH) qui demande l'interdiction de la peine de mort en toute circonstance. L'ACAT, Action des chrétiens pour l'abolition de la torture mène campagne pour demander que la France signe la convention. *Acat-France, 7, rue Georges-Lardennois, 75019 Paris, tél : 01 40 40 42 43.*

DIJON

Faire face au conflit par la non-violence

L'Institut de formation et de recherche sur le développement de la personne organise du 23 au 25 février puis du 29 au 30 mars, une formation sur le thème *Faire face au conflit par la non-violence.* Renseignements : *IFRDP, 25, place Bossuet, 21000 Dijon, tél : 03 80 67 58 53.*

NAMUR

Université de Paix

L'Université de paix de Namur propose de nombreuses formations tout au long de l'année : «gérer le conflit, ça s'apprend tôt» (31 janvier et 1er février), «relations de pouvoir et conflits» (14 et 15 février), «des jeux de groupe» (5 mars), «violence, et moi, émois» (6 et 7 mars), «mieux communiquer en osant s'affirmer» (6 et 7 mars), «construire l'estime de soi chez l'enfant» (19 mars)... *Université de paix, boulevard du Nord, 4, B 5000 Namur, tél : (32) 81 55 41 40.*

PROVENCE

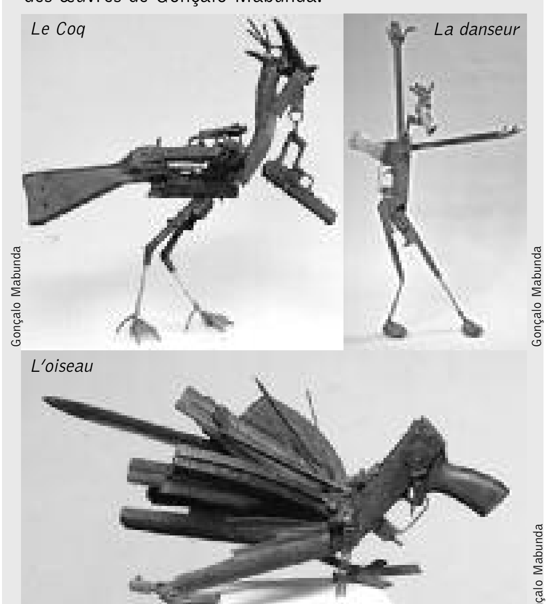
Formation à la non-violence

L'IFMAN-Méditerranée propose deux stages ce printemps : «jouer pour apprendre à coopérer» (les 20 et 21 mars à Mirabeau, dans le Vaucluse), «prévenir et réguler les conflits» (les 12 et 13 juin à Pierrevue, dans les Alpes-de-Haute-Provence). Renseignements : *IFMAN-Méditerranée, Le Pey Gros, route des Estrets, 13490 Jouques, tél : 04 42 67 66 40.*

MOZAMBIQUE

Transformer les armes en charrues

Le conseil chrétien de Mozambique, après trente ans de guerre, dont seize de guerre civile, a lancé un programme de collecte des armes sous le nom «transformer les armes en charrues». Des artistes ont été invités à utiliser les armes pour les transformer en œuvre d'art. L'initiative a été un grand succès et début 2002, une exposition internationale a vu le jour autour des œuvres de Gonçalo Mabunda.



Le Coq — *La danseur* — *L'oiseau*

Gonçalo Mabunda

L'entraide

Même si de nombreuses choses étaient différentes en 1919, ce texte de Clara Wichmann, anarcho-pacifiste hollandaise, reste d'actualité.

Pourquoi une peine est-elle infligée ? Nombreuses sont les personnes qui ne se posent même pas la question. Pour elles, il est normal que les prisons existent, et évident que ceux qui ont enfreint les lois pénales de cette société soient enfermés dans des cellules pendant des semaines ou des mois, ou même des années. Ils passent devant les prisons et ne sont pas troublés par leur existence.

D'autres, s'étant penchés sur cette question, trouvent facile d'y répondre : l'idée de justice demande dédommagement pour toute injustice commise. Ou bien, ils mettent en avant les intérêts de la société et soutiennent que la société doit se protéger elle-même contre les actes enfreignant son ordre. Ils pensent qu'il lui faut alors éradiquer, poursuivre ou éliminer le crime, en — si possible — rendant le criminel meilleur, et — s'ils croient cela impossible — en le rendant déjà moins dangereux.

Dans tous les pays, la majorité des gens condamnés appartient aux classes pauvres et sans propriété !

Douleur et exclusion

Ce raisonnement présuppose que la personne qui enfreint les lois pénales existantes est une mauvaise personne (...) et que la société dans laquelle une majorité condamne ces gens est une société véritablement humaine. Cela énonce aussi (...) qu'infliger peine et exclusion est une réaction appropriée contre les «criminels». Du plus profond de notre cœur, nous pensons que tout ceci est faux et tragique : c'est une illusion non-salvatrice qui fait perdurer, qui garde vivantes les relations inhumaines.

plutôt que la répression

Il est manifestement faux que la loi actuelle soit une vérité éternelle ; parce qu'elle protège les classes possédantes, elle maintient les relations existantes autour de la propriété comme si elles valaient la peine d'être préservées à tout prix.

C'est simple et facile de croire que les condamnés sont des personnes de basse moralité, et donc que la plupart des personnes non condamnées seraient des personnes d'un ordre bien supérieur, mais sincèrement, ce n'est pas si simple !


DR
Clara Wichmann

Aussi nous ne sous-estimons vraiment pas l'importance de l'aptitude personnelle et nous ne disons absolument pas qu'une personne est seulement façonnée, déterminée par les circonstances extérieures ; mais il nous semble qu'aptitude et environnement interagissent continuellement, s'influencent mutuellement et constamment.

Reflétant tout cela, dans tous les pays, la très grande majorité des gens condamnés, même en fonction de la part représentée dans la population, appartient aux classes pauvres et sans propriété ! Si le crime naissait seulement «du diable dans les cœurs», cela serait-il toujours le cas ?

Amélioration et prévention

Pensons (…) aux criminels qui auraient réellement besoin de perfectionnement. Qu'est-ce que la punition leur apporte alors ? La peine les rabaisse, les humilie, les dépossède de leurs dernières parts de sursaut, de leur capacité à se surmonter. Depuis le début de leur procédure criminelle, ils sont placés en opposition à la société, regardés comme des ennemis.

Le résultat de tout cela est que le développement personnel, qui est façonné par chaque action, et qui garde aussi la trace de chaque coup, est cassé ; (…) le processus interne de reconstruction de soi est perturbé. En fait, de nos jours, le criminel n'est toujours pas traité comme un être humain, mais géré comme un objet, une chose. En prison, tout ce qui serait empreint d'un peu d'humanité lui est dénié, refusé. Elle ou lui, une fois emprisonné(e), ne pourrait même pas mettre ses bonnes résolutions en pratique ; et c'est pour cela que l'amélioration du criminel par la prison est impossible.

La prison peut-elle décourager ? Parfois. L'accroissement ou la diminution de la criminalité sont largement dus à d'autres facteurs qu'à l'effet de la sentence, comme le démontre le nombre de récidives. Mais avant tout, le concept complet de prévention, de dissuasion est immoral car il réduit l'homme à une chose.

Les rendre moins dangereux alors ? Le terme lui-même est indigne et inapproprié ! Et le résultat de cette tentative est qu'ils sont nombreux à quitter la prison plus «dangereux» que ce qu'ils étaient en entrant. Réveillez la bonté chez les gens, faites ce que vous pouvez pour les rendre forts, laisser toutes les capacités constructives et positives grandir en eux, mais n'essayez pas de les rendre moins «dangereux».

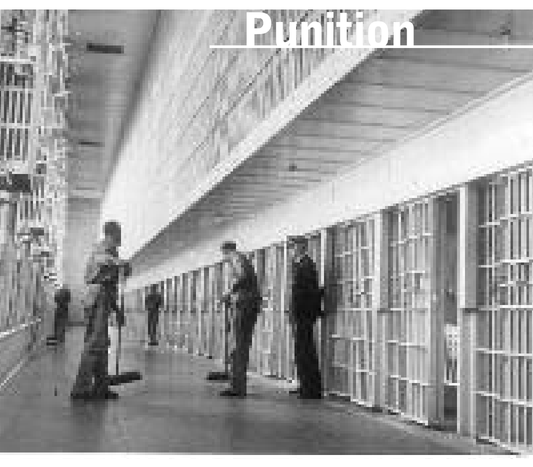
Certains criminels semblent «incorrigibles», chez eux rien de bon ne peut surgir. Ceux qui apparaissent ainsi, victimes de dégénérescence… nous devrions les regarder et les traiter comme des personnes malades, et ne pas penser à les punir plus que de nos jours nous punissons les fous.

Le concept de punition

Mais au delà de ces objectifs encore, ce que l'on espère de la punition c'est l'application de l'ancienne loi du talion, celle qui permet au vieux principe de représailles de s'exprimer, réveillant ainsi ce vieux réflexe qui persiste chez les gens, tapie comme la vengeance.

Qui a fait souffrir doit aussi souffrir, et ainsi tout «repayer» et remettre les compteurs à zéro.

La loi pénale est simplement une conséquence de ce que nous trouvons dans tous les domaines de la vie sociale ou de l'existence personnelle. (…) Nous sommes fermement convaincus qu'il faut être en totale opposition au concept de punition lui-même. Ce n'est pas ainsi que l'on améliorera les relations humaines, ce n'est pas comme cela que les gens s'assumeront.


DR

Nous proposons un autre principe de vie : ne juge pas. N'exerce pas de représailles. Ne punis pas. Ne récompense pas. Mais essaie avec toute ta force de créer une société vraiment humaine, dans laquelle les conditions pour l'épanouissement et le développement de toute personne sont présentes ; et tente — en toi comme chez l'autre — que le bon surpasse le mauvais.

Le crime ne peut être combattu qu'indirectement, non par des forces destructrices mais en réveillant des énergies qui quitteront le monde de la destruction pour se transformer en des valeurs constructives.

Dans une société vraie et juste, il devrait y avoir une volonté d'entraide pour surmonter nos difficultés ; une solidarité pour laquelle nous serions préparés à sacrifier tout «intérêt» immédiat. Nous ne devrions pas avoir présent à l'esprit, comme actuellement, «ces jouets face à la loi» mais plutôt penser à ces êtres humains qui luttent seuls face à eux-mêmes. Nous devrions savoir que lorsque l'un ou l'une d'entre-nous succombe dans cette bataille, c'est notre échec à tous. Donc — même si nous nous réjouissons de chaque réelle amélioration apportée à la loi et au système pénal — notre but est plus large : nous demandons des transformations radicales, pas des changements partiels ; nous voyons un autre principe à l'horizon : celui d'une nouvelle ère, celui issu de la fraternité humaine, celui qui détruira le principe de punition.

Clara Wichmann ■

Le docteur Clara Wichmann était chef du département des statistiques au Bureau central du gouvernement hollandais. Ce texte a été écrit en juin 1919 et, depuis, des milliers de copies ont été imprimées et diffusées. Elle a publié le livre *Crime, Punishment and Society*. La traduction de ce texte en anglais depuis la version originale est de Koen Moens. La traduction en français est de Matt Mahlen à partir de sa publication dans la revue *Peace News*.

Palabres

Palabres est une revue trimestrielle publiée en français et en espagnol qui, en lien avec de nombreux groupes femmes dans le monde, anime un débat sur des questions thématiques, donnant une large parole aux groupes du Sud. Elle a déjà réalisé des numéros sur la violence faite aux femmes, l'agriculture durable, l'emploi, la santé et les droits reproductifs, la citoyenneté, les femmes dans la ville, les organisations d'appui aux femmes, la marche mondiale, l'art au féminin, les formations, la migration, les médias et annonce, pour 2004, les femmes dans les conflits, le syndicalisme, les accords sur le commerce, les femmes et le crédit. Chaque numéro donne la parole à des groupes qui présentent leurs activités en fonction du thème. *Palabres, Le Monde selon les femmes, rue de la Sablonnière, 18, B-1000 Bruxelles, tél : 32 2 223 05 12.*

Voile

«Le voile est un outil d'oppression imposé par des sociétés patriarcales pour asseoir la domination des hommes (...) mais certaines filles portent le voile en réaction à la violence qui sévit dans les quartiers, dans les cités ghettos. Face à cela, il ne s'agit pas de mettre en place uniquement des dispositifs de répression mais de faire une vraie politique de prévention auprès des gamines qui naissent dans un environnement difficile, qui sont installées dans un mode de fonctionnement commandé par la loi du plus fort et son corollaire : la loi du silence».
Fadela Amara, présidente de «Ni putes, ni soumises», L'Humanité, 25 novembre 2003.

Prostitution et racolage électoral

Radio-Zinzine a réalisé une émission sur le thème de la prostitution en faisant dialoguer Lilian Mathieu, sociologue au CNRS et Claire Carthonnet, militante pour le droit des personnes prostituées et elle-même prostituées. Cette émission d'une heure est disponible sur cassette contre 10 €. Envoi de la liste des cassettes diffusées sur d'autres termes, sur simple demande. *Radio-Zinzine, 04300 Limans.*

Femmes battues

Les statistiques de Police-secours indiquent que 30 % des appels de nuit concernent un acte de violence conjugale. *(20 minutes, 25 novembre 2003)*

NOUVELLE-ZÉLANDE

Les mères contre les manipulations génétiques


MAdGE

Le mouvement Madge, Mothers against genetic engineering, est né en Nouvelle-Zélande pour protester contre les projets de manipulations génétiques. Elles mènent notamment campagne contre les projets de modification du génome de chèvres, de brebis et de vaches qui sont actuellement en cours dans le pays afin d'essayer d'avoir un lait animal plus proche de celui des femmes. Elles dénoncent ces expériences en menant des campagnes spectaculaires : manifestation avec le visage portant une tête de vaches, strip-tease dans le Parlement et campagne d'affichage (voir illustration). *MAdGE, Room 7, 1 Cross Street, Newton, Auckland, New-Zeland, tél : 09 309 3838.*

MEXIQUE

Femmes disparues

Les maquiladoras sont des usines installées en zone franche le long de la frontière des Etats-Unis, dans les régions de Ciudad Juarez et de Chihuahua. Depuis dix ans, dans cette zone de non-droit, plus de 275 femmes ont été assassinées et 250 autres sont portées disparues. Ces femmes sont pour la plupart victimes du commerce sexuel qui sévit dans la région : au moins 137 des corps retrouvés portent des traces de viols. Les parents des victimes se sont organisés pour demander au gouvernement mexicain d'intervenir pour que la loi s'applique dans ces zones. Pour le moment, seules 79 personnes ont été interpellées dans le cadre d'enquêtes, 18 ont été maintenues en détention, une seule condamnée. Du 31 octobre au 2 novembre, des actions de soutien ont eu lieu devant les ambassades du pays, avec le soutien, entre autres, d'Amnesty international et d'autres ONG des droits de l'homme. Seule réaction des autorités pour le moment : essayer de discréditer le travail des ONG !

■ *Nuestras Hijas de Regreso a Casa* [Ramenez nos filles à la maison], *Calle 5 de Mayo, n° 859, Norte o n° 321°a, 2 calles del Malecón, Colonia Hidalgo/ Partido Romero, Cuidad Juárez, Estado de Chihuahua, Mexique.*

■ *CMDPDH, Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos A.C* [Commission mexicaine de défense et de promotion des droits humains], *Tehuantepec 155, Col. Roma Sur, México DF, CP 5584 2731.*

■ *Justicia para Nuestras Hijas* [Justice pour nos filles], *Río Soto La Marina 8204, Col. Alfredo-Chávez, Chihuahua, Estado de Chihuahua, Mexique. (source Amnesty international)*

Gouvernement et mixité



Lorsque Gro Harlem Brundland devint premier ministre de Norvège en 1981, elle imposa immédiatement la parité obligatoire dans les cabinets ministériels, obligeant les fonctionnaires à toujours signer par un homme et une femme chaque document publié. Elle est restée dix ans à la tête du gouvernement, laissant derrière elle une administration parfaitement paritaire.
Qu'en est-il en France, vingt ans plus tard ? Dans l'actuel gouvernement, on compte un président, un premier ministre, et sur quinze ministres d'Etat, trois femmes (Michèle Alliot-Marie, Roselyne Bachelot, Brigitte Girardin), sur 23 secrétaires d'Etat, il y a sept femmes.
Autour de Raffarin, on compte 61 conseillers dont 13 femmes. Autour des ministres, on compte 319 conseillers dont 84 femmes (26 %). Mais les femmes sont souvent en bas de la hiérarchie. Ainsi, il n'y a qu'une femme directrice de cabinet (à l'outre-mer). Il y a un seul ministère qui respecte la parité : celui de la culture avec 12 femmes sur 25 conseillers. Le pire étant le ministère de l'économie avec seulement 7 % de femmes !

Le keeper disponible en France

Le keeper est un réceptacle réutilisable qui permet d'éviter la consommation des tampons et serviettes hygiéniques au moment des règles. Diffusé au Canada, il est maintenant disponible en France à l'adresse suivante : *Acte Santé, 10 bis, rue du Coton, 53000 Laval, tél : 02 43 53*



DR

Femmes, féministes, sexisme etc.

Toujours sexistes ? Les femmes peuvent désormais être totalement en symbiose avec eux, sans complexes, sans ressentiments, sans être à l'affût de la moindre trace de machisme.

Nous votons, nous avortons, nous métro-boulotons. L'égalité avec les mâles ? Pas tout à fait, il y a des nuances, même si l'on reconnaît et apprécie les avancées essentielles que nous devons aux copines féministes (et ça, depuis 1865 avec les Suffragettes en Angleterre ...).

Les nuances, ce sont les distances entre les lois égalitaires et ce qui se passe dans des têtes qui fonctionnent depuis des millénaires selon les mêmes rites.

Et s'il y a des rites, il y a, plus profondément, en chacun, une ambiguïté fondamentale : malgré les chromosomes X ou Y qui feront, à la naissance, s'exclamer l'entourage «C'est une fille !» ou «c'est un garçon !», nous ne sommes jamais totalement l'un ou l'autre. Androgynes inavoués, cherchant inconsciemment à reconstituer, peut-être, une unité originelle ? Les psys eux-mêmes pourraient-ils le dire ? D'ailleurs point trop n'en faut dans ce domaine extrêmement délicat. L'enfant a besoin de se faire une image du père et de la mère pour se structurer lui-même, savoir qui il est. Facile avec les jouets sexués du temps où cuisine voulait dire maman et bureau papa, on peut dénoncer les dérives mais attention à ne pas tout bouleverser dans les toutes petites têtes en n'offrant que des camions aux bébées filles et seulement des poupées aux mâles de deux ans. Et il y a quand même des parents capables de choisir et d'expliquer les images et les objets que regardent leurs petits quand ceux qui les fabriquent manquent de psychologie.

> **L'enfant a besoin de se faire une image du père et de la mère pour se structurer lui-même, savoir qui il est.**

Plus sommairement : les choses me paraissent beaucoup moins simples que ce que l'on a exposé dans le numéro Toujours sexistes ? (avec point d'interrogation…).

Tout d'abord, reconnaissons que la situation n'est plus invivable; mes sœurs, pour celles d'entre nous qui ont la chance d'appartenir à… disons la classe moyenne, ayant eu droit à quelques années de scolarité et partageant ce niveau de vie avec des hommes comparables (les autres, les moins chanceuses, j'y viendrai, ne poussez pas de hauts cris tout de suite). Et, entendez-moi bien, je ne parle là que de la situation en France. Ailleurs, oui, il y a toujours des injustices criantes, intolérables et il faut tout faire pour aider les femmes indignement traitées. Pour les Iraniennes, les Afghanes, pour les prostituées raflées dans les pays de l'Est, tout le monde sait. Pour les Japonaises ce n'est mieux qu'en apparence, les mœurs patriarcales étant encore sacrément pesantes. Mais en Inde, on pouvait croire qu'il n'y avait que (si l'on peut dire ...) l'injustice absolue du système des castes à déplorer. Eh bien, en plus, il faut que les filles obéissent à une notion totalement rétrograde du rôle des femmes. Ainsi, près de Bhopal (la ville si tristement connue), l'école Manju leur enseigne comment devenir des épouses parfaitement soumises car il n'est pas question dans cette «école» de leur apprendre un métier. La devise de cette charmante institution c'est : «La bonne tenue de la maison est le devoir de la femme. Pour réussir, vous devez compter sur Dieu et sur ce que vous apprenez ici». Y compris comment plaire à leur futur mari car le programme est complet... A noter : les filles qui viennent là après seize ans sont issues des classes moyennes et ont fait des études secondaires ! Et elles ne semblent pas se plaindre de leur sort (1). Et toutes les Iraniennes ne se révoltent pas de devoir porter le tchador, certaines assurant qu'il les libère des regards importuns et des asservissements et inégalités de la mode. Vu comme ça...

Libération occidentale et contraintes cachées

Ces exemples pour dire encore une fois que les choses ne sont pas simples et que notre chère «libération» d'occidentales s'accompagne de contraintes cachées. Il est très mal venu de nos jours de rester volontairement, je dis bien volontairement, à la maison pour s'occuper des enfants. Si c'est le père qui s'y colle, bravo, on admire et respecte son choix, mais la mère, non, impossible pour elle de dire aux copines «j'arrête de bosser» quand elle vient de pondre un petit, on la prendrait pour une débile. Ce qui fut naturel est devenu suspect.

De même, toute individue (je mets le e pour rire, parce que je trouve cette manie un peu ridicule et, si vous êtes scandalisé-ées, je vais appeler les hommes des persons ...) se doit d'être féministe pour ne pas être regardée de travers. La moindre publication a sa page des féministes (eh, eh, *S!lence*...), c'est devenu people, même si les revues féministes militantes ont pour la plupart disparu.

(1) Article d'Anupreeta Das repris par *Courrier international* du 9 octobre 2003.



Bref : je me demande si l'on n'est pas tombé dans un excès et, comme tout excès, celui-ci pourrait bien desservir aujourd'hui la cause qu'il défend.

La cause que ce mouvement a défendue avec efficacité jusqu'à ces dernières années, jusqu'à l'accélération des problèmes écologiques et sociaux dans les années 80.

Sauf dans des cas spécifiques, comme celui des filles des banlieues difficiles. Quand Fadéla Amara vient d'organiser la première Université du mouvement *Ni putes Ni soumises*, j'admire sans réserves. Les filles ont eu l'initiative quand il fallait absolument la prendre. Quelques frères et copains ont suivi, c'est bien. Mais le problème dans ces banlieues ne concerne pas seulement la condition de vie faite aux femmes et je me demande, sans avoir la réponse, si aborder une situation explosive par un seul côté, si douloureux soit-il, peut permettre de mieux réfléchir sur l'ensemble des causes et conséquences ?

Le féminisme a été un mouvement indispensable, mais ne faut-il pas se méfier d'un sexisme inversé qui persisterait à confier aux seules femmes la défense des femmes ?

Je crains que les clivages, les ségrégations entre les problèmes, ne nous apportent pas cette vue globale que nous souhaitons, même après traitement local salutaire, si, suivant une dénonciation des faits dans un endroit donné, on laisse les initiatrices d'un mouvement s'en occuper sans rapidement l'élargir à tous.

Je pense que les femmes encore brimées et exploitées de tous les quartiers et de tous les pays ont besoin d'hommes et de femmes unis pour les aider. Je pense que notre complémentarité est plus efficace, du moins maintenant qu'un bon nombre de mecs sont gagnés à notre cause. Le féminisme a été un mouvement indispensable, mais ne faut-il pas se méfier d'un sexisme inversé qui persisterait à confier aux seules femmes la défense des femmes ? Si certaines injustices frappent particulièrement les femmes, d'autres concernent les hommes, et beaucoup tous les sexes. Quant au mépris, il atteint tous et toutes et s'élargit jusqu'à celui de la terre elle-même ? C'est trop pour les seules femmes entre elles.

Aujourd'hui, les hommes affichent leur part de féminité et c'est beau. Les femmes peuvent désormais être totalement en symbiose avec eux, sans complexes, sans ressentiments, sans être à l'affût de la moindre trace de machisme. D'autant plus que nombreux sont ceux qui se sentent déstabilisés depuis que leur place ancestrale dans le couple et la société a été remise en cause et ne savent plus quel comportement adopter. Et quand on sait qu'à l'école ils sont moins bons que les filles, ce ne serait pas très délicat d'ajouter que s'ils ont obtenu néanmoins un poste prestigieux, ce n'est peut-être pas dû à leur seul mérite. Que s'ils n'avaient pas eu un sexe masculin (la mention sur le curriculum, bien sûr !) ils ne l'auraient pas eu, le poste.

Les postes, on finira par les avoir, soyons patientes et belles joueuses. Et puis on peut choisir de ne pas vouloir d'un pouvoir quelconque. Mais c'est un autre débat (à avoir).

En somme, j'aimerais bien que l'on ose remettre certaines idées décriées à leur place : ce n'est pas dévalorisant de laisser un boulot (souvent stupide) pour voir grandir un enfant, c'est une période fantastique à vivre pour le môme et pour sa mère. Faire le ménage permet d'avoir un lieu de vie plus sain et plus agréable, ce n'est pas plus bête qu'entrer des chiffres dans un ordinateur. Et la cuisine, ah ! la cuisine ! Sans être un grand chef (prestige tout masculin), on peut aimer la faire et se porter beaucoup mieux la faisant qu'en se bourrant de sandwichs, non ? Les humbles tâches quotidiennes (comme tout ce qui est manuel, métiers masculins ou féminins, stupidement discrédités) n'ont pas à être humbles, elles peuvent être glorieuses si on les accepte comme telles. Ou si on les aime, tout simplement.

Encore un autre débat en vue : le dénigrement des tâches manuelles et ses conséquences. A suivre.

Madeleine Nutchey ■

DR

Deux ou trois

Nous avons déjà montré le sexisme dans les livres d'écoles, les livres pour enfants, les jouets et même dans S!lence (voir notre numéro 304), voici également un billet d'humeur sur les dictionnaires.



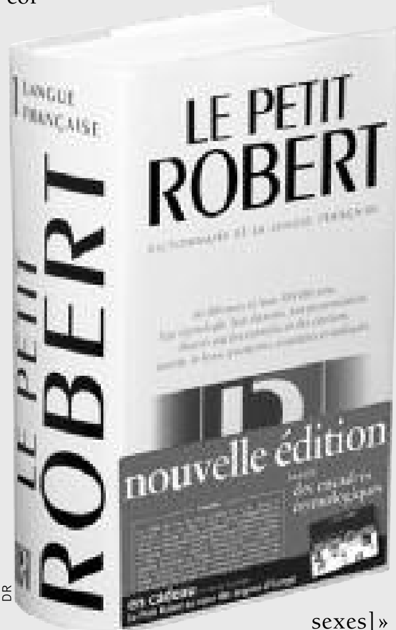
La langue donne du sens aux choses, au monde. Loin d'être une appellation neutre des éléments qui nous entourent, elle applique souvent les préjugés de la société, les répercute ou les crée. Le sexisme y trouve donc naturellement sa place ainsi que dans les dictionnaires qui tentent de nous expliquer le «bon usage» de la langue (française ou autre). On n'imagine pas avec quel manque de subtilité les dictionnaires s'y prennent parfois.

Commençons par **le** dictionnaire de la langue française, le Robert (Petit Robert, édition 2003). La «femme» y est définie comme *«l'être humain appartenant au sexe capable de concevoir les enfants à partir d'un ovule fécondé ; femelle de l'espèce humaine»*. Nous voilà une fois de plus réduites à nos ovaires ! Ne cherchez pas la moindre référence aux spermatozoïdes dans la définition de «homme» dans le même ouvrage. Pas d'égalité ici non plus entre homme et femme, puisque l'homme y est simplement défini comme «être humain mâle». Le dictionnaire a trente ans de plus que le vieux dico que ma mère adolescente utilisait en classe mais n'est pas plus révolutionnaire. Dans ce vieux livre aux pages jaunies, la définition suivante est donnée de la «femme» : *«La compagne de l'homme ; celle qui est ou a été mariée»*. Utérus ou alliance le choix est large… Comparez avec le Larousse qui définit la femme comme *«l'individu de sexe féminin»*.

choses qui m'énervent chez Robert

Robert, au piquet !

Toujours dans la famille Robert, le dictionnaire des synonymes dans lequel je cherche ce que peut inspirer le mot «femme». Pas grand chose semble-t-il, les seuls synonymes sont «dame» ou «demoiselle», ou font vite dans le registre vulgaire et argotique dans une longue liste de termes plus désolants les uns que les autres (je vous passe les «poufiasse», «poule» et autres «boudins»). Ils sont plus prolixes pour «homme» qui, sous l'alibi de la neutralité, accepte comme synonymes, entre autres, «créature intelligente», «individu», «âme», «personnage» et même tout simplement «quelqu'un». Au moins c'est clair, la femme n'est qu'une poufiasse sans âme, sans intelligence, même pas un individu ou une personne. Cela fait des années qu'on s'indigne d'entendre cela dans la bouche des prêtres, idéologues d'extrême-droite et autres, mais quand cela vient du dictionnaire même, personne ne proteste. Je me console avec surprise en jetant un coup d'œil sur le dictionnaire des synonymes de mon logiciel word. Vive Microsoft (c'est bien rare que je dise cela !) pour qui je suis «héroïne», «sirène», «déesse», «nymphe», «égérie», «Vénus», «muse» ou «madone» (cela compense le fait que le correcteur word ne reconnaisse pas la plupart des noms de métiers féminisés, tels que professeure ou auteure, pas plus que lesbophobe ou homophobe).



DR

Je décide alors de pousser mes investigations avec un dictionnaire plus spécialisé, où les réflexions et la science des auteurs doivent normalement dépasser le langage quotidien. Le Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit (A.J. Arnaud (ed.), Paris, LGDJ, 1993) ne me rend pourtant pas de meilleure humeur : le terme «femme» reçoit une double définition : *«1. Etre humain appartenant au sexe biologiquement conçu pour porter et mettre au monde les enfants ; 2. Epouse»*. On revient au mari et au bébé !

Un petit tour également par la Grammaire française impertinente. Bien sûr le propos cherche l'humour et le second degré, mais je ne vois rien de drôle dans les cinq (!) pages qui expliquent la mise au genre féminin de certains noms par une déclinaison du même exemple sexiste. Cela donne : le démon a engrossé la démone ; le traître a engrossé la traîtresse ; le lépreux a engrossé la lépreuse ; et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les noms féminins se trouvent enceintes. Vive l'impertinence !

Elle est des nôtres

Je commence sérieusement à désespérer lorsque j'ouvre le Dictionnaire des expressions et locutions (Alain Rey et Sophie Chantreau, Le Robert). De multiples expressions recourant à la «femme» y sont expliquées. Je vous laisse l'entièreté du passage car il nous faut bien cela après ce qui précède :

«*Cherchez la femme* signifie qu'une femme est généralement à l'origine d'un événement dramatique ou criminel, qu'elle est l'inspiratrice cachée des acteurs masculins. Ce rôle occulte de la femme sert évidemment de soupape de sûreté dans un système où toute initiative est virile» ;

«*Ce que femme veut, Dieu le veut.* Proverbe misogyne et galant [la galanterie ne se constituant que sur un fond d'inégalité des sexes]» ;

«*Souvent femme varie, bien fol est qui s'y fie.* Le thème de l'irresponsabilité féminine et de la folie de la confiance masculine implique évidemment une morale sociale où la liberté sexuelle est réservée aux hommes ».

Quel plaisir de mettre enfin les points sur les i du sexisme du langage ordinaire… Je me console un peu et songe à une autre belle surprise que la langue m'a réservée il y a quelques années. Dans les articles scientifiques américains, en tout cas dans le domaine juridique, le «he» (il) ou «him» (sa ou son) anglais n'est plus le bienvenu pour désigner une personne dont le sexe n'est pas autrement défini. «She» (elle) et «her» (sa ou son) deviennent les pronoms du neutre. Lorsqu'on parle indifféremment d'un vendeur ou d'un utilisateur, les revues juridiques demandent à leurs auteurs de parler de femmes. La première fois que je suis tombée sur cet étrange retournement du neutre, j'étais surprise, presque inquiète d'un possible usage grammatical que je ne connaissais pas. Je me retrouvais avec une consommatrice, une informaticienne, une directrice de société, une entrepreneuse… Toutes ces femmes sortaient avec fierté de tous ces pronoms qui les désignaient, lassées de se cacher depuis tant d'années derrière ces pronoms masculins prétendument neutres.

Avec l'habitude, le recours à toutes ces femmes pour évoquer quelque situation que ce soit me fait sourire, me rassure et me renforce. Je me suis astreinte à la même discipline, bien que la langue française, si elle permet la même liberté, ne convertit pas si facilement les «il» en «elle». A la lecture souvent, cela paraît sonner faux mais ce n'est qu'une question d'habitude. Une fois de plus, c'est à nous de jouer ! La langue n'est que ce qu'on en fait.

Séverine Dusollier ■

Article paru dans *Scum grrrls* n°3, revue féministe belge, printemps 2003.



Nucléaire

FINLANDE

Nouveau réacteur au vrai coût !

AREVA, avec sa filière Framatome, a emporté le marché pour la construction d'un cinquième réacteur nucléaire en Finlande, le premier nouveau chantier en Europe depuis l'accident de Tchernobyl en 1986. Mais tout ne se passe pas au mieux pour la firme qui a pris l'habitude de largement bénéficier de l'argent public. Cette fois, l'Europe a mis la firme sous surveillance. Si la Finlande veut construire un réacteur, Areva devra payer le vrai prix. Via Siemens, la firme a essayé d'obtenir une aide à l'exportation de la part du gouvernement allemand, ce qui lui a été refusé le 8 décembre, sur intervention du ministre Vert Joschka Fischer. Du côté français, l'Etat s'est vu interdire de se porter garant pour le montage financier. Encore un peu et on va découvrir que le nucléaire, sans argent public, n'est pas une si bonne affaire !

TCHERNOBLAYE

Les déchets ne passeront plus par Bègles

Le 29 septembre, Stéphane Lhomme, président de l'association Tchernoblaye, a profité de l'arrêt d'un convoi radioactif dans la gare de Bordeaux-Saint-Jean pour grimper sur un wagon, prendre des photos et mesurer la radioactivité. Interpellé par la police, la disquette numérique de l'appareil photo et le radiomètre ont été confisqués. La direction de la centrale du Blayais a simplement confirmé que le wagon contenait bien des déchets radioactifs. Quand un train de ce genre déraillera, ce sera trop tard. Après avoir remonté l'itinéraire de départ des déchets de la centrale nucléaire du Blayais, Stephane Lhomme a contacté Noël Mamère pour l'informer que les wagons passent par la gare d'Hourcade, à cheval sur la commune de Bègles et de Villenave-d'Ornon. Le 18 décembre, Noël Mamère, maire Verts de la commune de Bègles a pris un arrêté municipal interdisant le passage des convois sur sa commune. Il en a profité pour dénoncer le décret récent pris par le gouvernement instaurant le secret défense sur les transports de déchets nucléaires.

PAS-DE-CALAIS

Trains bloqués

Le 11 décembre, une dizaine de militants Verts ont réussi à stopper un convoi de déchets nucléaires en gare de Biache-Saint-Vaast, près d'Arras (Pas-de-Calais). Le train contenait des déchets en provenance d'Allemagne et à destination de Sellafield en Grande-Bretagne. Les CRS n'ont mis que quelques minutes à dégager la voie.
Le 19 novembre, cinq élus Verts et un journaliste sont passés en procès pour avoir déjà bloqué un train en février 2003. Le tribunal les a relaxés, faute de pouvoir prouver que ce sont eux qui avaient placé un signal d'alerte sur la voie ferrée.

EPR : Greenpeace manifeste à l'intérieur de Penly

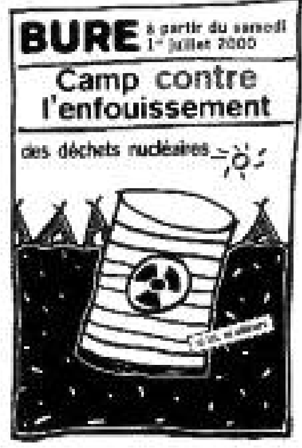
Le 4 décembre, environ quarante militants de Greenpeace ont réussi à pénétrer à l'intérieur de la centrale nucléaire de Penly (Seine-Maritime) pour protester contre la possible implantation sur ce site du futur réacteur EPR en débat actuellement. Au total, une soixantaine de militants ont essayé de pénétrer. Une dizaine d'entre eux ont pu pénétrer par la plage. D'autres ont pénétré par dessus les grillages. Certains ont réussi à grimper ensuite sur les parois des réacteurs. Les gendarmes ont mis quatre heures à tous les intercepter. Greenpeace mène des actions non-violentes. Cette action montre une nouvelle fois la vulnérabilité de nos centrales qui ne sont pas à l'abri d'une attaque terroriste.



Greenpeace

BURE

Premiers essais pour fin 2004 ?

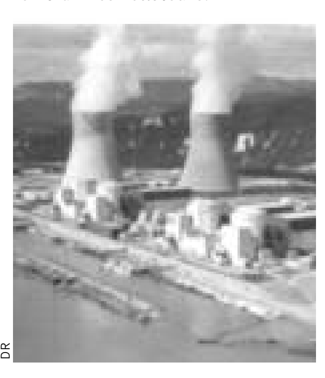


Le 5 décembre, l'ANDRA, Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, a annoncé que la mise en place du laboratoire souterrain en construction à Bure pourrait commencer à fonctionner à la fin de l'année. Les expériences seraient menées jusqu'en 2006 afin de produire un rapport au parlement à cette date, lequel devrait ensuite valider ou non l'enfouissement des déchets radioactifs. L'ANDRA estime que si la décision était prise à cette date, il faudrait encore attendre environ 2020 pour que le stockage soit possible, directement à Bure ou à proximité. Cela laisse encore beaucoup d'années pour contester ce mode de stockage.

CRUAS

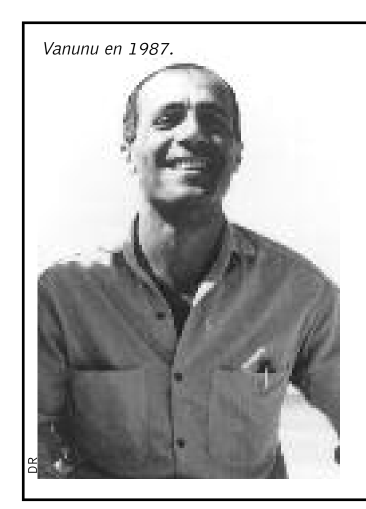
Le nucléaire ne résiste pas aux crues

Cet été, on a appris que les centrales nucléaires pouvaient s'emballer en cas de canicule, l'électronique à l'intérieur des bâtiments ne supportant pas des températures supérieures à 50°C (il a fait 47° à l'intérieur du réacteur de Fessenheim début août !). Début décembre, on a appris que les réacteur ne supportent pas non plus les crues. Quatre réacteurs, deux à Cruas (Ardèche) et deux au Tricastin (Drôme) ont dû être arrêtés en urgence le 2 décembre car les crues avaient accumulé de nombreux débris dans les bouches de pompages de l'eau du Rhône. L'eau sert à refroidir les réacteurs.



DR

Vanunu en 1987.



DR

ISRAËL

Libération de Vanunu Mordechaï

Emprisonné pendant dix-huit ans pour avoir révélé en son temps l'existence d'une centrale nucléaire en Israël, Mordechaï Vanunu, alors enlevé par les services secrets israéliens à Rome, devrait sortir de prison, après avoir effectué toute sa peine, le 22 avril 2004.

Les grands corps d'Etat

La toute puissance de ce que l'on appelle les «grands corps de l'Etat» a été bien analysée par de nombreux auteurs (1). Mais une légende tenace et soigneusement entretenue continue à faire remonter à la «République naissante» leur création. C'est une mystification qui mérite qu'on lui règle son compte.

Ces corps de l'Etat ont d'abord été des «Corps du Roy», créés sous l'Ancien régime pour être des serviteurs compétents, efficaces et zélés du pouvoir royal et compenser les déficiences des structures traditionnelles issues de la noblesse et des notables. La monarchie déclinante cherchait ainsi par eux à consolider son pouvoir, en prenant main dans la société industrielle qui commençait à dessiner les enjeux majeurs de l'époque. Les repères historiques sont aussi éloquents que précis : ce sont les dates de création des écoles «royales» qui doivent assurer leur recrutement. L'école des Ponts et chaussées est créée en 1749, et l'Ecole des Mines en 1783. Par la suite, ces deux grands Corps ont recruté parmi les premiers reçus à l'Ecole Polytechnique, «grande école» emblématique de la formation des élites à la française. Mais grande école dont on nous sert encore le mythe de son origine «républicaine» ! Si elle est bien issue de l'Ecole centrale des Travaux publics créée en 1794 par la Convention pour la formation des ingénieurs civils et militaires de la République, c'est Gaspard Monge qui en fut l'artisan et le maître d'œuvre. Et c'est sur le modèle de «L'Ecole royale du Génie de Mézières» dont il avait été professeur royal de mathématiques et de physique, que la nouvelle école fut organisée. Cette école du Génie de Mézières était la plus prestigieuse des institutions qu'avait créées la Royauté pour coller aux nouvelles technologies de la guerre marquée par les progrès de l'artillerie, compétences pour lesquelles l'aristocratie dont étaient issus les cadres de l'armée ne pouvait plus prétendre qu'elles se transmettaient par les gènes…

Une «noblesse d'Etat» dans l'ombre de la République…

L'affirmation de ces corps de l'Etat, qui s'ébauche sous l'Ancien Régime, se fait donc aux dépens de la noblesse et du clergé, mais au profit d'un pouvoir centralisé, autoritaire et guerrier, non pas dans un esprit préfigurant un quelconque système républicain ou démocratique. C'est d'ailleurs le modèle militaire qui y prévaudra jusqu'à nos jours.

Une semblable marque de fabrique s'est aussi imposée dans le secteur strictement civil qui est celui de l'enseignement secondaire. Désireux de réduire à néant l'influence des jésuites, et profitant de l'appui du parti «philosophique» des Lumières, le pouvoir royal les chassa des collèges entre 1762 et 1764. Pour les remplacer et recruter au plus vite de nouveaux professeurs du système «royal» d'enseignement, on ne trouva rien de mieux qu'un concours calqué sur le mode de sélection des mandarins chinois… modalités justement rapportées par les jésuites, grands connaisseurs des institutions de l'Empire du Milieu… Ce fut la première mouture du concours de l'agrégation, puis le modèle des concours qui sont devenus la règle du recrutement des élites en France. C'est donc bien le qualificatif «royal» ou «impérial» (car bien sûr Napoléon a strictement codifié et pérennisé tout cela) qui caractérise ces grands corps, fers de lance de la «noblesse d'Etat» qui nous gouverne dans l'ombre de notre brave République… et qui n'a pas d'équivalent chez nos voisins. Comme nos 82 % d'électricité d'origine nucléaire…

Ces institutions sont des survivances coriaces de notre Ancien Régime, chouchoutées et renforcées par nos monarchies et nos empires successifs au dix-neuvième siècle, et dont la République a dû s'accommoder, non parfois sans rechigner. L'historien des sciences Pierre Thuillier raconte un épisode relaté par un sociologue américain travaillant en France dans une étude sur l'Ecole Polytechnique de 1794 à 1914 (2). Au début des années 1900, la Troisième République s'est vivement inquiétée du fonctionnement et de l'esprit des grandes écoles, jusqu'à ce que la Chambre des députés nomme une commission d'enquête parlementaire. Ses conclusions, remises en 1905, sont claires concernant Polytechnique : on y forme des cadres réactionnaires et anti-républicains, et l'enseignement y est sclérosé. La commission propose alors de supprimer les grandes écoles, et de faire confiance aux universités que Jules Ferry vient de réhabiliter, plus ouvertes sur les nouvelles disciplines. Le lobby des polytechniciens réagit aussitôt et étouffa dans l'œuf ces velléités. On a vu la même levée de boucliers en 1992, avec le même résultat, quand Claude Allègre cherchait à fondre les grandes écoles dans l'enseignements universitaire français, pour le mettre enfin en harmonie avec ce qui existe dans les autres pays.

Il se perpétue chez nous une caste technocratique beaucoup plus puissante que partout ailleurs, capable d'imposer ses choix technologiques, industriels, économiques, aux responsables politiques comme à l'ensemble du pays. Ceci en dehors du contrôle démocratique, considéré comme une ingérence insupportable.

… ou une nomenklatura modèle soviétique ?

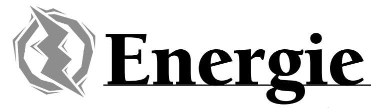
Cette caste s'est très tôt installée au CEA suite à l'éviction des physiciens en 1950, et à EDF, qui en est une citadelle capable de tenir tête à l'Etat. Dans les années 1970, la direction d'EDF décide seule d'acheter la licence Westinghouse pour construire ses réacteurs à eau pressurisée (REP) et d'abandonner la filière française graphite-gaz qu'elle avait pourtant en contrat avec l'Etat. Le gouvernement de la Cinquième République et Pompidou, son président fraîchement élu, n'eurent pas d'autre choix que d'entériner.

Depuis lors, c'est une *nomenklatura* technocratique qui a les coudées franches pour dessiner la politique énergétique du pays, et la maintenir vers les gros chantiers du nucléaire. On y trouve donc aussi Cogéma et Framatome, gros industriels et profiteurs du nucléaire lourd. Mais c'est au sein d'EDF que s'est structuré le pivot de ce pouvoir technocratique capable de s'imposer au pouvoir politique, grâce à la convergence entre une direction de polytechniciens et un syndicat majoritaire productiviste, la CGT, favorable à l'industrie lourde et au nucléaire. Et s'il y a une référence «républicaine» aux grands corps de l'Etat à la française, n'est-ce pas à l'époque des ex-Républiques socialistes soviétiques qu'on peut la trouver, plutôt que du côté des Républiques démocratiques occidentales dont nous faisons partie ?

Maurice Pasdeloup ■

Texte repris de la *Gazette nucléaire*, juillet 2003.

(1) En particulier Monique Séné dans *La Gazette nucléaire* et Corine Lepage dans *On ne peut rien faire, madame le ministre*.
(2) Pierre Thuillier, *Les implications culturelles de la science*.



Energie

Cherchez où est l'avenir

Entre 1990 et 2000, la croissance annuelle par énergie a été, dans le monde (*Worldwatch Institute, Washington, 2001)*:

- Eolien : 25 %
- Solaire : 20 %
- Géothermie : 4 %
- Hydroélectricité : 2 %
- Gaz naturel : 2 %
- Pétrole : 1 %
- Nucléaire : 0,8 %
- Charbon : - 1 %.

ESPAGNE

Sortir du pétrole

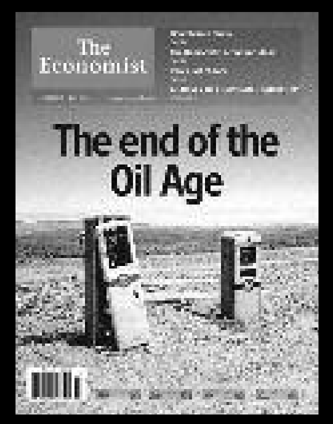
Le gouvernement espagnol est le premier gouvernement a adopter un plan de maîtrise de l'énergie visant à diminuer sa consommation de pétrole à une grande échelle. Le 28 novembre, le parlement espagnol a adopté un plan énergétique portant sur la période 2004 à 2012 prévoyant une baisse de 12 % de la consommation pétrolière. Ce plan qui bénéficie d'un budget de 13 milliards d'euros va inciter les industriels, les administrations et les particuliers à prendre des mesures d'efficacité énergétique. Ce plan vient en complément avec le plan actuellement mis en place pour le développement des énergies renouvelables et qui doit déjà permettre à l'Espagne de fermer à terme ses neuf réacteurs nucléaires. *(Réseau Sortir du nucléaire, décembre 2003)*

Photovoltaïque : meilleur rendement

Alors que les rendements des cellules solaires photoélectriques sont actuellement de 11 à 16,5 %, BP Solar a annoncé la commercialisation prochaine de cellules ayant des rendements de 18 %. Elles sont actuellement testées avec succès dans un centre de recherche près de Madrid. *(Renewable energy world, mai 2003)*

Solaire

■ **Allemagne : centrale solaire.** La plus grande centrale solaire au monde a été mise en fonctionnement en mai 2003 à Hemau, dans le land de Bavière. Appartenant à BP Solar, elle a une puissance de 4 MW et couvre 35 000 m2. Elle doit fournir 3,9 GWh par an. Elle a coûté 18,4 millions d'euros. Les investisseurs estiment le temps de retour à 15 ans pour un fonctionnement prévu de 30 ans.



Fin du pétrole

La revue britannique *The economist* qui n'est pas vraiment une revue écolo a titré à la une de son numéro du 25 octobre 2003 : *La fin de l'âge du pétrole.* L'éditorialiste critique la politique américaine estimant qu'il vaudrait mieux investir dans la maîtrise et la diversification des énergies plutôt que dans la guerre pour contrôler les dernières ressources en pétrole. La revue, pourtant très libérale, suggère l'instauration d'une taxe sur les énergies fossiles pour financer la recherche sur les autres formes d'énergie.

■ **Paris : HLM solaires.** L'office public d'aménagement et de construction, OPAC, a installé entre juillet et novembre 2003 des capteurs solaires thermiques sur les toits d'une cité dans le 14e arrondissement. 637 appartements sociaux bénéficient ainsi d'une eau chaude solaire fournie par le plus grand toit solaire de France (1000 m2). Un autre groupe d'immeubles dans le 13e devrait être équipé au début de l'année (250 m2). Le solaire assure une montée en température entre 30 et 40°C et un complément gaz fournit la différence quand c'est nécessaire. Ces capteurs permettent une baisse de 30 % de la facture d'eau chaude.

■ **Suisse : catamaran solaire.** Le Mobicat est un bateau de 33 m de long pour 11 m de large qui peut transporter 150 passagers à la vitesse maximale de 18 km/h. Son toit est recouvert de 180 m2 de photopiles qui assurent une puissance maximale de 20 kW. Il dispose de 8 tonnes de batteries dans ses cales. Il circule depuis 2001 sur des lacs suisses. Il a coûté environ 1,8 M€.



Mobicat

Eolien

■ **Régions leaders.** Au niveau des pays, c'est le Danemark qui se maintient en tête avec 15 % de son électricité produite par l'énergie éolienne. Mais au niveau des régions, c'est celle de Navarre, au nord de l'Espagne qui tient le record avec 22 % de son électricité devant le Scheswig-Holstein, au nord de l'Allemagne avec 19 %. Dans cette région côtière, certains cantons dépassent les 75 %. *(Imagine, novembre 2003)*

■ **Bouches-du-Rhône : usine d'éoliennes vandalisée.** Dans la nuit du 6 au 7 décembre, l'usine de fabrication de mâts d'éoliennes, *Eoles industries* à La Ciotat a été victime d'actes de malveillance. Trois mâts destinés à une ferme éolienne de l'Hérault ont été détériorés. *(Libération, 10 décembre 2003)*

Le gouvernement part dans le mauvais sens !

Alors que le livre blanc sur l'énergie proposé par le gouvernement en décembre insiste sur l'importance de la maîtrise de l'énergie, dans le lot des mesures proposées, on trouve l'abrogation du 2° de l'article 224-1 du code de l'environnement. Une petite mesure discrète que le ministère de l'industrie espérait voir passer sans publicité. Cet article de loi qui remonte à 1995 n'a jamais été appliqué, les gouvernements successifs ayant tous oublié d'en publier un décret d'application. Il prévoyait de limiter les publicités qui inciteraient à une augmentation irrationnelle de la consommation d'énergie. Sa suppression, au lieu de la sortie d'un décret d'application, cela permettrait de continuer comme avant les publicités pour les 4x4, pour la climatisation ou pour le chauffage électrique. Plutôt que d'interdire ces publicités, Nicole Fontaine propose de mettre une taxe sur les publicités incitant à consommer plus d'énergie !


DR

Bangkok maîtrise son énergie

On entend souvent dire que l'action individuelle n'a pas de poids. Qu'est-ce que cela peut bien faire que j'éteigne une lampe face à l'immensité de la consommation d'énergie. Pour montrer que cela a une importance, une opération a été réalisée en Thaïlande : sur toutes les chaînes de télévision en même temps, une émission sur les économies d'énergie a été réalisée en affichant sur l'écran la consommation totale en électricité du pays. Puis il a été demandé aux téléspectateurs de faire le tour de leur maison et d'éteindre tout ce qui était inutile. A l'écran, on voyait le compteur de consommation baisser et finalement la baisse observée en direct a été de 735 MW. A quand la même chose en France ? *(Imagine, novembre 2003)*

Père Noël

En grève

DR

Constatant que même ses vêtements sont maintenant fabriqués en Chine dans des conditions dégradantes, un Père Noël contestataire a arpenté les grands boulevards parisiens pendant la deuxième quinzaine de décembre pour annoncer qu'il se mettait en grève illimitée. Il reprendra ses fonctions lorsque Noël ne sera plus une fête commerciale *(RAP-Infos)*

Journée de solidarité avec les seniors

Parce qu'il est nécessaire de recréer des liens intergénérationnels pour éviter l'isolement des plus âgés, il est proposé par différents groupes de mettre en place une journée de solidarité avec les seniors. Au hasard, cette journée aura lieu le lundi de Pentecôte, chaque année. En conséquence, personne ne travaillera ce jour-là.

Salaires

Selon *Les Echos*, les salaires des dirigeants syndicaux sont de 8300 € par mois pour Jean-Luc Cazettes (CFE-CGC), 3415 € pour François Chérèque (CFDT), 3200 € pour Jacques Voisin (CFTC), 3000 € pour Marc Blondel (FO) et 1700 € pour Bernard Thibault. Ceci sans compter les avantages en nature (frais de déplacement, voiture de fonction)... Rappelons que 50 % de la population a un salaire inférieur à 1200 €.

Publicité

■ **Paris : répression sexiste.** Le 28 novembre, pour la troisième fois, un site internet (voir www.stopub.tk ou www.bap.propagande.org) donnait rendez-vous à sept endroits de la capitale pour une nouvelle action antipub. Mais cette fois la police surveillait le site et tous les lieux de rendez-vous ont vu le renfort des casques bleus. Alors qu'au total entre 800 et 1000 personnes se retrouvaient en ces lieux, environ 300 ont été interpellés et emmenés dans différents commissariats... les femmes étant immédiatement relâchées ! Seuls quelques groupes plus malins (ou en retard !) ont réussi à entrer dans le métro, mettant à mal la publicité dans une dizaine de stations. Le lundi 1er décembre, une contre-attaque a été effectuée dès 6 h du matin avec des petits groupes qui ont nettoyé les publicités présentes dans les rames de métro. Plus de 1000 affiches publicitaires ont été remplacées par un texte contre la publicité.

■ **Paris : nouvelle action antipub.** Entre 400 et 500 personnes ont réussi à contourner les mesures de protection mises en place le 19 décembre par la RATP pour essayer de les empêcher de mener une nouvelle action antipub. Bilan : des centaines d'affiches couvertes de slogans contre la publicité piège à cons. Le mouvement se maintient malgré les tentatives d'intimidation.

■ **Montpellier : sur le trajet du tramway**. Le 29 novembre, un groupe de personnes a parcouru pendant tout l'après-midi le centre de la ville, recouvrant de papier l'ensemble des panneaux publicitaires de la ligne du tramway, sans réaction de la part des autorités.

■ **Lyon : interpellations.** Le 28 novembre, deux groupes d'antipubs ont enlevé des publicités dans le métro de Lyon. Ils ont été interpellés par la police, quelques-uns étant emmenés au poste. Le lendemain, pour le Journée sans achats, six personnes ont été de nouveau interpellées, deux pour des jets d'objets sur la police, quatre pour avoir tagué des publicités.

COMMUNICATION

Le sem-sat à vie sévère

Après l'intérêt montré par quelques enthomologistes lors de la découverte du sem-sat dans le Kalahari, on n'en a guère plus entendu parler jusqu'à ce que quelques spécimens soient trouvés récemment en Antarctique. Des chercheurs du laboratoire de Mihamotu au Japon ont alors étudié de plus près cet hyménoptère rare et l'on rebaptisé «sem-sat à vie sévère» à cause de sa faculté à s'adapter à des conditions de vie extrêmes.

Comment pouvait-il survivre aussi bien dans les déserts chauds qu'en des endroits glacés ? Ils ont alors décelé une minuscule glande secrétant une substance particulière qui serait capable de permettre les prouesses de l'insecte qui serait, d'ailleurs, un survivant de l'époque néolithique. Grâce aux nano-techniques, les chercheurs seraient parvenus, dit-on, à synthétiser une infime quantité de la substance, mais le plus grand secret protège l'affaire. Car le but serait à terme l'introduction du gêne de l'adaptabilité du sem-sat dans l'ADN humain afin que notre espèce puisse supporter n'importe quel bouleversement climatique et même la vie sur une autre planète. Et il s'est dit aussi qu'une expérience sur la résistence du sem-sat en milieu radioactif aurait eu des conclusions positives...

Ce qui ferait que toutes les craintes qui ont engendré l'apparition des mouvements écologistes disparaîtraient et les mouvements avec. La planète en danger ? Impossible ! Il suffirait d'introduire le gêne de sem-sat adéquat non seulement dans l'ADN humain, mais dans celui des animaux et des plantes pour assurer à jamais leur survie.

La planète en danger ? Impossible ! Il suffit d'introduire le gêne de sem-sat adéquat dans l'ADN humain, des animaux et des plantes pour assurer à jamais leur survie.

Vous pourriez donc ne plus vous occuper que de vos loisirs et les publications telles Silence n'auraient plus de raisons d'être. Sauf...

Sauf gros mensonge pseudo-scientifique. Ici un simple canular à titre d'exemple. On peut en effet raconter n'importe quoi dès que l'on parodie le langage de la science, dès que l'on place quelques notions technologiques et quelques noms de pays assez lointains pour qu'on n'aille pas voir sur place ce qu'il en est. Dommage, il était sympathique mon sem-sat à vie sévère...

J'espère bien que, fûtés comme le sont nos lecteurs, vous n'avez pas crus une seconde à mon info, que dis-je une info, un scoop !

En fait, je n'ai fait qu'imiter les procédés en vigueur dans les médias officiels et le monde commercialo-politique où les mots sont choisis pour vendre n'importe quoi, de la peur excessive dans les banlieues et des gadgets stupides à jeter vite fait pour remplir les incinérateurs de tonnes d'absurdités. Il suffit de s'inspirer d'une parcelle de vérité, d'une bagarre qui a vraiment eu lieu dans une banlieue et de généraliser pour faire croire que.

D'ailleurs, je commence à me demander moi-même s'il n'existe pas mon hyménoptère... Allez savoir !

Madeleine Nutchey ■



Pierre-Emmanuel Weck



Nord/Sud

Vocabulaire

Alambic, alchimie, alcool, alcôve, alezan, algarade, algèbre, amiral, arsenal, assassin, atoll, avatar, azur, baldaquin, bambou, banane, barda, bazar, bédouin, benjamin, bergamote, boucan, bougie, cacahuète, café, caïd, calicot, calife, camelote, camphre, cannibale, canoë, carafe, carat, caravane, carmin, caviar, chacal, charabia, chérubin, chiffre, chocolat, cobaye, cosaque, coton, cravache, divan, écarlate, éden, élixir, épinard, gabelle, galère, gazelle, girafe, gourbi, hamac, hasard, haschich, horde, jasmin, jérémiade, jonque, jubiler, jungle, jute, kaolin, laque, lascar, luth, macaque, magasin, maïs, manne, massepain, matraque, mazagran, mesquin, mocassins, mohair, moïse, mousson, nabab, nénuphar, nouba, oasis, odalisque, orange, ouistiti, ouragan, pacha, palissandre, pastèque, patate, percale, poussah, pyjama, raphia, récif, rotin, sagaie, santal, sarabande, sarbacane, satan, satin, sérail, sirop, sofa, sultan, tabou, talc, talisman, tarif, tatouer, timbale, toboggan, tohu-bohu, tomate, topinambour, totem, toubib, turban, turquoise, typhon, valise, véranda. Tous ces mots français ont un point commun : ils proviennent du vocabulaire d'un pays dit «sous-développé» *(Savoirs du Sud, éd. Charles-Léopold-Mayer, 1999)*

Agir ici rejoint Oxfam



Agir ici est un réseau de personnes qui se mobilisent sur des campagnes de cartes postales sur des thèmes liés aux rapports Nord-Sud. Ce réseau qui réunit plus de 15 000 personnes existe depuis maintenant quinze ans et se développe régulièrement. En novembre dernier, un accord de partenariat a été passé avec Oxfam-international pour que d'ici deux ans Agir ici devienne le correspondant en France de ce réseau international. Oxfam (à l'origine un groupe d'Oxford contre la famine) est déjà présent dans une quinzaine de pays. *Agir ici, 104, rue Oberkampf, 75011 Paris, tél : 01 56 98 24 40.*

Socialisme et colonialisme


Kouchner à l'OTAN.

OTAN

Bernard Kouchner a touché 25 000 € de Total pour justifier la présence de la multinationale en Birmanie. Promené pendant cinq jours sur place dans des villages modèles, le brillant docteur n'a rien vu de choquant et se porte «témoin de moralité» sur les pratiques de Total dénoncé pour son soutien à la dictature en place. Autre socialiste en pointe, Michel Rocard, décidément en manque d'argent, est devenu conseiller auprès du président-dictateur du Cameroun.

MIDI-PYRÉNÉES

Défaire l'économie, refaire l'humain

Le CROSI, Collectif régional des organisations de solidarité internationale de Midi-Pyrénées organise le 21 février à partir de 9 h, à l'université du Mirail (amphi 3), à Toulouse, une conférence-débat sur le thème : «le développement en question : défaire l'économie, refaire l'humain». Intervenants : Majid Rahnema (Ligne d'Horizon), Emmanuel N'Dione (ENDA-Sénégal), Gustave Massiah (CRID). Conférences en matinée et ateliers l'après-midi. Insciptions : *ROCADe C/o Solidarité, BP 52, 7 bis, avenue Foch, 81600 Gaillac, tél : 05 63 41 01 14.*

La conspiration au grand jour

En 1999, le docteur Arpad Pusztai publie les comptes-rendus d'une expérience menée dans son laboratoire au sein du prestigieux centre de recherche, le Rowett Institut d'Aberdeen. Il annonce avoir donné à manger des pommes de terre à des rats et avoir constaté une différence significative de cancers sur ceux nourris avec des pommes de terre manipulées génétiquement. Alors que les firmes en biotechnologies investissent des millions dans les OGM, cette publication sème le trouble. Quelques semaines plus tard, l'éminent chercher est renvoyé de l'Institut.


DR

Arpad Pusztai.

Le 7 juillet 2003, le *Daily Mail* publie les résultats d'une enquête sur cette affaire, citant deux témoins proche du président de l'Institut, Philip James. Selon eux, la décision de virer Pusztai a été prise à la suite d'un coup de fil direct de Tony Blair. Celui-ci aurait réagi après une semonce de Bill Clinton, lequel a affirmé intervenir à la demande de Monsanto ! Le *Daily Mail* a cherché à comprendre les positions des autres personnes qui ont pris la parole à ce moment. Il se relève que Jack Cunningham, alors conseiller du gouvernement, qui a tenu à démentir les résultats de l'étude, faisait partie à l'époque, avec d'autres membres du gouvernement, d'un groupe sur les biotechnologies dans lequel les travaillistes fréquentaient de très près les investisseurs dans les biotechnologies. Cerise sur le gâteau : le ministre Lord Sainsbury qui a l'époque défend les OGM avait investi 20 millions de livres dans Innotech, une firme qui spécule dans les biotechnologies. *(Sciences enjeux santé, décembre 2003)*

Santé



EUROPE

Moratoire des OGM prolongé

Le 18 décembre, le parlement européen a adopté à une large majorité une résolution demandant la mise en place d'une législation concernant la coexistence d'une agriculture transgénique avec une agriculture traditionnelle. Cette demande fait suite à l'annonce de la Commission européenne de lever le moratoire sans légiférer laissant cela aux pays membres. Sept Etats (Autriche, Luxembourg, Danemark, Italie, Portugal, Grèce et Belgique) ont également demandé la mise en place de cette législation européenne, ne voyant pas comment ils pourraient en mettre une eux-mêmes. L'Autriche, le Luxembourg, la Belgique et la Grèce ont également souhaité la possibilité d'instaurer dans certaines régions des zones sans OGM. *(Inf'OGM, décembre 2003)*

PARIS

Portables : maladies graves

Mr et Mme de Sereville habitent 13 avenue Emile-Laurent, dans le douzième arrondissement, au dernier étage. Il y a cinq ans, une antenne-relais a été placée juste au-dessus de leur appartement. Depuis leur état de santé s'est dégradé : insomnies, malaises, asthénie provoquant des arrêts de travail à répétition. Le 17 décembre, dans une lettre ouverte à la mairie de Paris, l'association des locataires de l'immeuble demande la mise hors-service de l'antenne-relais. Les élus Verts parisiens vont-ils prendre enfin conscience de l'urgence du problème ?

AIX-EN-PROVENCE

Psychogénéalogie

La psychogénéalogie permet, à partir de l'exploration de son passé généalogique de mieux comprendre notre présent, en particulier l'empreinte psychologique laissée par les générations précédentes. Le 2e colloque de psychogénéalogie se tient à Aix-en-Provence, samedi 24 et dimanche 25 janvier à l'hôtel Kiriad Prestige (ancien Bleu Marine), 42, route de Galice 13100 Aix-en-Provence. Des conférences se tiennent avec Dominique Ravarit, Dominique Jacob, Christian Flèche, Birgid Knegendorf, Christian Beyer et Paola del Castillo. *Association Graines de vie, 450, allée de la Vieille-Ferme, 13540 Puyricard, tél : 04 42 92 06 70.*

Ça chauffe !

■ **Fonte des glaciers.** Fin novembre, le WWF, Fonds mondial pour la nature, a publié une nouvelle étude sur la fonte actuelle des glaciers. Selon cette étude, une augmentation des températures de 4°C au cours du siècle prochain entraînerait une disparition globale des glaciers dans le monde. Or ces glaciers assurent 70 % des réserves mondiales d'eau douce. La fin des glaciers, ce sont des milliards de personnes qui seront soumis à des pénuries d'eau saisonnières. Ainsi, en Equateur, au Pérou, en Bolivie, les glaciers permettent d'assurer une alimentation en eau douce toute l'année par un accroissement périodique et une fonte tout au long de l'année. Il en est de même dans la chaîne himalayenne où la pluie est saisonnière. La fonte des glaciers, c'est aussi à l'autre bout, la hausse du niveau de la mer avec la submersion des grandes plaines littorales (entraînant la disparition de nombreuses îles et de pays comme le Bengladesh ou le delta du Nil). Plus près de nous, s'il n'y avait les glaciers aux sources du Rhin, du Rhône et du Pô, le manque d'eau aurait été criant pendant un épisode comme la canicule de l'été 2003. *WWF, 188, rue de la Roquette 75011 Paris, tél : 01 55 25 84 84.*



DR

■ **Inde : record de température.** Les températures en Inde, en juin, avant le début de la mousson, ont atteint 49°C, soit 5°C au dessus des normales saisonnières, provoquant au moins 1500 morts.

■ **La Russie ne signe pas.** La Russie refuse de signer le protocole de Kyoto sur la limitation des émissions de gaz à effet de serre car, comme le dit Poutine, *«cela pose des limites significatives à la croissance de la Russie»*. En voici un qui a tout compris.

■ **USA : encore pire ?** Christie Whitman, directeur de l'agence américaine de protection de l'environnement, a démissionné cet été de son poste pour protester contre la censure apportée par le gouvernement aux études scientifiques sur la question des gaz à effet de serre et le réchauffement climatique. Il a été immédiatement remplacé par Michael Leawitt, ancien gouverneur de l'Utah, connu pour ses liens avec l'industrie minière, laquelle s'est félicitée de cette nomination. *(Courrier international, 28 août 2003)*

■ **Croissance des arbres.** Pour pousser les arbres ont besoin de gaz carbonique. Or c'est l'un des gaz émis par l'industrie et les transports, gaz qui contribue au réchauffement ambiant. Pour le moment, cela a un effet bénéfique sur la forêt : l'ONF, Office national des forêts, a estimé que les arbres poussaient 10 % plus vite qu'il y a un siècle. Mais cette progression ne va se poursuivre, car pour pousser les arbres ont aussi besoin d'eau et plus il fait chaud, moins il y a d'eau disponible.



DR



La SNCF ne roule plus en train

Vous croyez naïvement que la SNCF s'occupe des déplacements et du fret par les chemins de fer. Détrompez-vous. Il y a déjà longtemps que la SNCF supprime ses petites lignes et les remplace par des lignes de bus. Début novembre 2003, la SNCF a pris la décision de restructurer son «fret». Alors que déjà une bonne partie est acheminée par des camions, donc par route, la SNCF a annoncé la fermeture de nombreuses lignes tant et si bien qu'environ 80 % du fret SNCF circule déjà par la route.

Mais ce n'est pas tout. Vous voulez voyager sur une longue distance en train ? Vous consultez le site internet de la SNCF par exemple pour un Lyon-Prague. Surprise, la SNCF indique qu'il n'y a pas de liaison et propose de vous vendre un vol par avion ! Oui, oui, vous avez bien lu. Par avion !

Pourtant en allant sur le site de la CFF, chemins de fer suisses, et en demandant la même chose, on vous indique qu'il faut prévoir un changement soit à Strasbourg soit à Stuttgart, que le trajet dure environ 17 h et qu'il est possible de louer des couchettes dans le deuxième train.

Il est vrai qu'en Suisse, on ne ferme pas les gares et que l'on croit au train. En France, manifestement, la SNCF n'y croit pas un instant !

L'écotoxicologie ne sert à rien !

Le gouvernement a déjà supprimé la recherche naturaliste : les postes de botanistes et de zoologistes ne sont plus remplacés au fur et à mesure des départs à la retraite. En effet, à quoi peut bien servir de comprendre notre environnement quand l'important c'est de s'enrichir sur le marché mondial ? Mais il y a encore mieux. Alors que les firmes multiplient la mise sur le marché de molécules dont on ignore généralement les effets, le laboratoire d'écotoxicologie de l'université Paris XI vient d'apprendre, après le départ de son directeur, que le poste ne serait pas remplacé. Franchement à quoi ça sert que des labos fassent de la recherche sur les conséquences de l'amiante, des additifs alimentaires, des médicaments, des marées noires, des OGM, des pesticides, des dérivés chlorés et autres saloperies cancérigènes ? Quand les voyants sont au rouge, on supprime ceux qui nous disent que les voyants sont au rouge. Ça c'est du principe de précaution !

L'envers des pots catalytiques

Dès le milieu des années 70, les pots catalytiques apparaissent en Amérique du Nord, officiellement pour lutter contre la pollution de l'air, en capturant au passage certains gaz imbrûlés et des poussières. Le principe est repris dans les années 80 en Europe, nécessitant au passage de renoncer à l'essence avec du plomb. On connaissait déjà les risques de l'essence sans plomb où ce dernier a été remplacé par du benzène hautement cancérigène. Des études récentes montrent que si les pots catalytiques arrêtent des molécules, ils en relâchent d'autres. Une équipe du CNRS a ainsi fait des mesures dans les glaces du Groenland qui met en évidence la dispersion sur le globe entier de métaux lourds comme le platine, le rhodium, le palladium. Une autre étude a montré que l'on retrouvait ces métaux lourds dans les urines des habitants de Rome. Tout ceci montre que nous sommes devant une nouvelle forme de pollution de l'environnement. Le développement durable annoncé avec les pots catalytiques se transforme ainsi en développement polluant. Avantage quand même pour les vendeurs de voitures : il faudra encore de nombreuses études pour se convaincre qu'il faut interdire les pots catalytiques, c'est toujours ça de gagné plutôt que de remettre en cause l'automobile ! *(Isère-Nature, janvier 2004)*

Pollution par le benzène

Le plomb dans l'essence a été remplacé par le benzène, un produit peut-être tout aussi toxique. Un programme européen a consisté à mettre à la boutonnière de personnes, à Bruxelles et à Lisbonne, des analyseurs de benzène. Les résultats montrent qu'une des causes principales du



Environnement



DR

benzène n'est pas la voiture comme on le pensait… mais la cigarette ! En l'absence de trafic automobile, on détecte 11 à 12 fois plus de benzène chez celui qui est dans une atmosphère enfumée (qu'il fume ou non) que chez celui qui ne l'est pas. Par beau temps, avec les fenêtres ouvertes, on trouve le plus de benzène dans les bus (3,8 µg par m3), à la boutonnière des cyclistes (4,4) et chez les automobilistes (5,3). Si on ferme les fenêtres, la voiture devient un enfer : on atteint 27,5 contre 1,6 dans une école. *(Environnement-magazine, octobre 2003).*

Automobile

■ **Ecoterrorisme.** Aux USA, le mouvement Earth Liberation Front pratique l'écoterrorisme. Pour protester contre le refus du gouvernement de faire quelque chose pour limiter le gaspillage provoqué par la voiture, il a mis récemment le feu chez un concessionnaire de Hammer, ces énormes voitures qui consomment dans les 20 litres au cent. *(Politis, 27 novembre 2003)*

■ **Mortalité en baisse.** En novembre, en France, après un mois de radars automatiques, le nombre de morts à baissé de 26 %, celui des blessés de 21 %. Preuve que la vitesse est bien responsable d'une bonne part des accidents. Malgré ces bons résultats, rappelons que la voiture tue, encore plus que les guerres dans le monde.

PESTICIDES

Aliments contaminés

Selon une étude rendue publique par la Commission européenne, concernant les Quinze plus la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein, on peut identifier, en 2001, plusieurs molécules de pesticides différentes en moyenne sur 18 % des échantillons contre 15 % en 2000, 14 % en 1999. Les trois pays les pires sont la Grèce, les Pays-Bas et la France ! En France, 55 % des échantillons sont contaminés. Selon les contrôles français, les végétaux les plus souvent pollués sont cerises, fraises, poivrons, laitues, céleris et carottes. *(Que Choisir, juin 2003)*

ALLEMAGNE

Droits des animaux



DR

Renate Künast, ministre verte de l'agriculture, a réussi à faire inclure dans la constitution allemande, depuis juillet 2002, l'idée de la protection animale. Le parlement européen a voté également l'interdiction des élevages en batteries d'ici 2012. Le ministère de l'agriculture allemand a pris les devants en subventionnant le passage en élevage extensif d'ici 2007 pour les volailles, cela devrait ensuite s'étendre aux autres animaux d'élevage. La ministre verte essaie maintenant de s'attaquer à l'expérimentation animale : deux millions d'animaux périssent dans les laboratoires allemands chaque année. Enfin, elle veut légiférer sur les conditions de transport et l'élevage des animaux à fourrure. *(Courrier international, 17 juillet 2003)*



DR

Les quads dans l'illégalité



DR

De plus en plus de manifestations voient le jour autour de compétitions de quads, ces sortes de motos à quatre roues. Mais beaucoup de ces courses se font dans l'illégalité en empruntant des chemins dans des sites protégés. Ainsi, en Tarentaise, en Savoie, la Transvalquad a réuni 2500 engins pétaradants sur des pans entiers de montagne. Actuellement, un projet de course prévoit de rejoindre le Léman à la Méditerranée en empruntant les chemins de crêtes. Les associations de protection de la nature multiplient les plaintes pour passage dans des zones protégées, mais le plus souvent en vain, les plaintes étant le plus souvent classées sans suite. Il a fallu un accident dans le Bugey pour que le 28 juillet dernier, le tribunal de Bonneville condamne huit pilotes pour circulation dans un espace naturel. De nombreuses associations se regroupent actuellement pour demander que la législation existante soit correctement appliquée (le problème est le même avec les motos-neiges). *Mountain Wilderness, MNEI, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 01 89 08.*

GRENOBLE

Transports à vélo

Lorsque Michel Gilbert est embauché à la mairie d'Echirolles, on lui propose une voiture de fonction. Il demande à bénéficier plutôt d'un vélo. La proposition, est acceptée. Il demande alors à tous ceux qui ont une voiture de fonction, s'il y en a d'autres qui préfèrent le vélo et surprise sur 900 conducteurs, près d'une centaine se disent intéressés. Le bénéfice pour la ville est important : un vélo ne coûte que 300 euros et ne nécessite qu'un entretien léger. L'initiative a tellement de succès que le débat est remonté au niveau de la Métro, la communauté de communes de l'agglomération grenobloise et qu'une étude est à l'étude pour généraliser l'initiative avec en plus pour chaque cycliste 120 tickets annuels pour les transports en commun, pour les jours de mauvais temps. *(Environnement Magazine, décembre 2003)*

Inculpés de Fumel

■ **Verdict du procès.** Le 19 novembre, le tribunal d'Agen a condamné à six mois de prison avec sursis trois des six inculpés, quatre mois avec sursis pour le quatrième, rien pour la cinquième et le dernier a été acquitté. Les cinq condamnés devront en plus payer une amende de 2000 € et un euro symbolique à la partie civile. Un verdict relativement clément alors que certains avaient déjà effectué un mois de prison.

■ **2000 Mercis !** Les inculpés de Fumel, chômeurs, ont déjà payé de leur temps pour arrêter un incinérateur extrêmement polluant. Ils ont fait de la préventive, ils ont subi un procès. Il ne serait pas normal qu'en plus ils paient de leur poche les 2000 € de dédommagements au syndicat de communes propriétaires de l'incinérateur. C'est pourquoi, une opération *2000 mercis* a été lancée demandant à ceux et celles qui ont apprécié cette action d'envoyer en soutien un chèque d'un euro à l'ordre du Trésor public à *Ici-Rom, AVEC, BP 69, 34401 Lunel cedex.*

■ **Procès en attente**. Le comité de soutien aux inculpés de Fumel continue sa campagne pour obtenir une suite aux plaintes déposées en gendarmerie et demandant l'inculpation du syndicat de communes pour

GRENOBLE

Perchés dans les branches

Depuis début novembre, une trentaine de personnes se relaient pour occuper les arbres du Parc Paul-Mistral menacés par un projet de stade en pleine ville. Même si la ville promet de replanter de nouveaux arbres après les travaux, il sera trop tard pour les arbres centenaires de cet espace vert en centre ville. Le 9 décembre, la ville a engagé une procédure judiciaire pour demander aux campeurs de redescendre à terre. Cependant, les élus écologistes à la mairie ne sont pas d'accord et demandent que le nouveau stade soit reconstruit à l'emplacement de l'ancien sans dépasser sa surface actuelle. Le deuxième adjoint, Pierre Kermen, a annoncé qu'il ne signerait pas le permis de construire du projet actuel. Le 16 décembre, la mairie a essayé d'isoler les campeurs en posant des barrières au sol, mais la mobilisation rapide de la population a permis de défaire le dispositif. Le 20 décembre, une journée de manifestation de soutien aux grimpeurs s'est tenue dans le parc. Au moment de mettre sous presse (24 décembre), les accrobranchés sont toujours sur leurs arbres. On peut même leur écrire : *Le platane insoumis, Parc Paul-Mistral, 38100 Grenoble, tél : 06 60 08 97 89* ou sinon *Association SOS Parc Paul-Mistral, MBE, 145, 3 place Sainte-Claire, 38000 Grenoble.*



avoir fait fonctionner l'incinérateur dans l'illégalité pendant de nombreuses années. Là, la justice semble beaucoup plus lente ! *Comité de soutien aux inculpés de Fumel, 31, rue des Gras, 63000 Clermont-Ferrand, tél : 04 73 36 66 44.*

Annonces



Entraide

■ Cherchons parents en Charente intéressés par les mouvements alternatifs et en particulier par les écoles, afin de rompre l'isolement pédagogique dans lequel nous sommes actuellement. *Laurent et Laura Voncq, 5, cami del Mouli, 09600 Dun, tél : 05 61 68 32 76.*

■ Pas doué pour l'informatique, cherche une personne proche des idées de *S!lence* pour mettre au propre mes écrits, ceci peut-être dans le but de faire un livre. *Tél : 06 87 45 91 82.*

■ **Proposition d'éco-fermage.** Artisan de 31 ans, passionné de phytothérapie, je propose, en échange d'une terre en région montagneuse, et d'un logement éventuellement à rénover, de cultiver fruits et légumes dans le cadre d'une agriculture biodynamique. Une partie de la production subviendrait à mon auto-consommation, l'autre serait destinée à la vente sur les petits marchés régionaux. Les bénéfices me permettraient à la fois de régler les frais de location et de m'assurer un revenu minimum. Si vous pensez, vous aussi, que l'avenir est au développement rural, si vous partagez comme moi la volonté de reconquête des valeurs respectueuses de la vie, alors peut-être pouvons nous ensemble construire un présent plus humain. *Christophe, tél : 06 98 71 78 16.*

■ **Nous offrons :** terrain pour camper au cœur de la forêt de Brocéliande en échange d'une petite participation aux travaux d'entretien et d'aménagement, terrain de 2 ha destinés à devenir un espace de paix et d'informations sur toutes les alternatives au productivisme. **Nous accueillons** témoignages écrits, mais aussi dessins, BD, photos, pour illustrer un livre en construction qui s'intitule «Vivre heureux tout simplement». Apportez-nous votre pratique et votre imagination pour vivre la simplicité volontaire. Notamment comment progressivement vous remplacez l'euro par d'autres moyens pour tous vos échanges, comment vous remplacez les énergies polluantes, les achats dans les grandes surfaces, comment vous effectuez les recyclages, et enfin quels plaisirs vous trouvez dans toutes ces pratiques ? **Nous cherchons** des matériaux divers pour réaliser notre lieu témoin, des personnes pour nous aider techniquement, des idées pour matérialiser la paix sur le terrain, des animations ludiques pour intéresser les enfants et les adultes à vivre simplement. **Nous rêvons** de constituer de petits groupes locaux de sept à douze personnes pour mettre en commun nos réflexions, notre pratique de la simplicité volontaire, pour s'épanouir, pour respecter la nature et tous les êtres vivants, pour partager avec ceux que nous spolions. *Bleuenn et Alexis, alexis.laguette@ wanadoo.fr, tél : 02 97 93 42 92.*

■ Qui pourrait me prêter/photocopier ses cours de première année de DEUG Sciences humaines, pour les potasser ? *Franck Buendia, Le Village, 26460 Les Tonils.*

■ Nous sommes une famille installée depuis un an et demi sur une terre agricole, à 800 m, dans les Pyrénées ariégeoises. Nous cherchons l'aide longue durée (3 à 6 mois) d'une personne, homme ou femme, ayant suivi le «design course» en permaculture (ou ayant une expérience concrète équivalente) et désirant trouver un éco-lieu agréable et sympathique pour mettre ce stage de permaculture en pratique. *Ménaki et Lalji, Charmajou, 09800 Castillon-en-Couserans, tél : 05 61 66 73 17.*

■ **Ardéchoises, Ardéchois.** Vous mangez bio et vous trouvez que les circuits actuels manquent de convivialité, sont internationaux, urbains et trop chers car trop compliqués ! Nos objectifs : bio pour tous, partout. (fonctionnement) convivial, (approvisionnement) local, (implantation) rurale. Appelez *Patrice Néel au 04 75 65 47 60 (le soir).*

■ **Donne** revues Les Réalités de l'écologie, Reporterre, Ecologie info (années 90 à 94 environ), *tél : 03 81 84 41 34.*

Vivre ensemble

■ **Aquitaine.** Maman et ses deux enfants souhaiteraient partager un terrain acheté en commun dans la région de Bordeaux pour y développer un éco-lieu (association, SCI...) solidaire, convivial, ouvert au public, pour sensibiliser le plus grand nombre de personnes. Lieu de vie respectant la biodiversité, sous forme d'habitations écologiques, d'espaces de créations et d'expressions, expérimentation de pédagogies nouvelles. Mise en place d'un réseau d'échange de commerce équitable et d'éco-tourisme transnational. Mise en commun d'alimentation biologique et d'énergies renouvelables. Ce projet est à construire ensemble. A toutes les personnes qui croient que des mondes meilleurs sont possibles en les vivant concrètement, cherche un terrain avec une source, une partie boisée. Tous conseils bienvenus par vos expériences ou connaissances (pour pouvoir créer un tel lieu). *Lopes Véronica, 230 Talet, 33710 Samonac, tél : 06 14 10 84 92, HB : 05 57 68 20 58.*

Rencontres

■ Des multitudes. Désire rencontrer des écolos férus de MAO, logiciels libres, musiques électroniques ; lecteurs de T. Leary, B. Sterling, G. Deleuze, M. Foucault, A. Marseille, notamment. *Franck Buendia, Le Village, 26460 Les Tonils.*

■ Femme seule, dans les arts plastiques, conscience écolo, apprécierait invitation pour séjour à la campagne (en Bretagne ?) et amitiés sur Paris. *Tél : 01 69 39 26 28 (Essonne).*

Recherches

■ Je cherche à acheter un vélo triporteur d'occasion ou une petite remorque spéciale vélo, pour être plus autonome (n'ayant ni voiture ni permis), qui pourrait m'aider à trouver cela ? Merci de m'appeler au *04 78 39 32 92*, ou d'écrire à *Alexandre Esteban, 61 rue des Tables-Claudiennes, 69001 Lyon.*

■ Cherche un lopin de terre avec l'eau dans le 04 ou le 05 pour faire un potager et poser un tipi. Echange contre entretien du terrain, petits travaux, gardiennage... ou alors petit prix spécial, non touriste richissime ! Merci à la solidarité ! *Gary Flo, Le Cours, 04110 Reillanne, tél : 06 76 95 07 93, flu@altern.org.*

■ 3600 m^2, c'est la superficie agricole utilisable dont dispose chaque Français (et chaque Européen aussi). Pouvons-nous y produire nos aliments, combustibles, carburants, vêtements... en culture bio, autogène, chimique ? Cela s'appelle un projet agricole et il n'en existe pas. Si vous voulez participer à l'élaboration d'un projet agricole cohérent, contactez-moi : *Patrice Néel au 04 75 65 47 60 (le soir).*

Logement

■ Couple avec deux enfants (10 et 7 ans) cherche maison avec jardin ou petit terrain agricole proche Angoulême (possibilité de moyens de transport), loyer modéré, petits travaux acceptés (droit aux allocations logement). *Laurent et Laura Voncq, 5, cami del Mouli, 09600 Dun, tél : 05 61 68 32 76 ou au travail (Laurent) 05 61 02 45 45.*

■ Cherchons terrain de 6 à 10 hectares, eau indispensable, altitude 400 à 600 m, pour cultures en bio de plantes médicinales et verger petits fruits et création d'ateliers de lutherie et de mosaïque, dans les départements 07, 12, 26, 30, 34. *Tél : 04 66 22 33 78* ou *04 66 22 91 77, azaz7@wanadoo.fr.*

■ **Lyon** (Croix-Rousse), propose en location un appartement meublé avec deux chambres de mars 2004 à mars 2005. *Tél : 04 78 28 59 13.*

Vacances

■ **Rhône-Nord,** limite Saône-et-Loire, entre vignes et bois, maison confortable idéale pour famille avec 3 ou 4 enfants (3 chambres avec literie fournie, cour fermée). Participation aux frais : 80 € la semaine + consommation en eau, gaz et électricité. Esprit bio exigé : pas de tabac à l'intérieur, réduction et tri des déchets, consommation d'électricité minimale, respect des lieux. Rencontre facilitées avec viticulteurs, nombreuses possibilités de balades à pied et/ou de circuits touristiques sympas (documentation sur place). Réservation : *04 78 47 55 83.*

Gratuites : *Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.*
Domiciliées : *Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.*
Sélection : *Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.*

Distributisme et démocratie

Juste pour m'étonner que dans Silence n°302, Gregg West (qui avait posé des questions auxquelles j'ai soigneusement répondu dans le courrier du n°275) puisse, concernant le distributisme, lancer des affirmations dont on se demande d'où il les sort.
Où a-t-il vu que *«le distributisme compte sur la disparition du gouvernement»* ? Ce que nous proposons peut être décrit comme la démocratie étendue à l'économie, avec le plus possible de participation citoyenne et le moins possible de centralisation, mais il n'a jamais été question de supprimer les lois. Vivre en société, c'est admettre un code, qu'il serait bon d'établir ensemble.
La seconde des affirmations sur lesquelles Gregg s'appuie pour dire que le distributisme lui paraît chimérique est qu'il compterait *«sur des comportements généreux»*. Non, nous n'escomptons rien, nous ne faisons même aucune hypothèse sur ce qui est, ou n'est pas, un comportement humain «naturel». La vérité est que notre analyse, sur ce point, peut se résumer de la façon suivante :
La société actuelle encourage l'égoïsme par tous les moyens. Elle est mise en condition par la croyance affirmée de l'idéologie dite néolibérale qui prétend que si chacun ne poursuit que son intérêt personnel, la main invisible du marché transformera cet individualisme en bonheur pour tous. Ceci se traduit par des impératifs du genre *«chacun pour soi et que le meilleur gagne»*. Le respect des autres non seulement *«ne paie pas»* mais il rapporte (inutile, j'espère, de citer dans *S!lence* des exemples comme ceux du sang contaminé ou des farines animales).
Avoir de la considération pour des *«loosers»* c'est cesser d'être compétitif, c'est perdre son temps, et *«le temps c'est de l'argent»*. La générosité n'est donc appréciée que lorsque les gagneurs y trouvent un avantage ou une bonne conscience à peu de frais.
Il n'y a donc rien d'étonnant si l'individualisme, tellement favorisé dans cette guerre économique implacable, prime sur tout comportement *généreux*.
De ce constat, nous concluons que ce sont ces impératifs, ces mots d'ordre, cette *idéologie* qu'il est urgent d'inverser, et pour cela concevoir une autre organisation, telle qu'au contraire, les comportements égoïstes ne soient plus gratifiants, et que les comportements conviviaux soient considérés comme normaux et non comme des handicaps. Ce que nous proposons, c'est qu'au lieu d'admettre que la société reste, comme elle l'est depuis deux siècles environ, fondée sur la rivalité, on cherche comment la reconstruire sur la solidarité, en se donnant pour objectif non plus la croissance à tout prix, pour certains, et au mépris des autres, mais l'épanouissement de tous et sans léser les générations futures.
Hélas, l'idéologie capitaliste a réussi à tellement conditionner la société actuelle, que la majorité de nos contemporains en sont arrivés, comme Gregg, à refuser de croire que ce soit possible !

Marie-Louise Duboin ■
La Grande Relève.

Distributisme pour l'égalité économique

Gregg West (n°302) me reproche de ne pas dire comment passer de notre société à une société distributiste. Il s'en remet à moi pour répondre à toutes les questions que pose une telle transformation, comme d'autres persistent à désigner par leur bulletin de vote ceux qui les trahiront. Et alors qu'il se dit «largement convaincu de la pertinence de l'économie distributive» (n°287), il renvoie aux autres le travail de réflexion et de proposition qui devrait accompagner un tel intérêt. On peut en conséquence affirmer que l'avènement d'une autre société continuera de rester «peu probable» tant qu'il conservera cette attitude.
Mais qu'il se rassure cependant ; il n'est pas dans mon intention de déclencher la panique chez les accros du salariat, étant bien entendu que ce sont eux et nous «tous ensemble», qui choisirons le changement de société sans qu'il puisse être question d'obtenir quoi que ce soit de réellement significatif par la revendication. Revendiquer, c'est faire preuve de compréhension face au «réalisme» de nos décideurs et en cela, collaborer avec leurs pratiques. Et pour ne pas en rester au stade des petites querelles, je vais faire part de mes réflexions sur le distributisme.
Les hypothèses et les propositions que fait Jean-Paul Lambert, à travers *Prosper*, et les livres qu'il a écrits sur le sujet sont des pistes qu'il convient de remettre en question s'il s'avère que la transition le nécessite. Le distributisme n'est pas un modèle à mettre en œuvre tel quel, il est un outil qui nous permet d'imaginer, de réfléchir pour faire les meilleurs choix dans les actions de transformation que l'on entreprendra. Il faut cependant, me semble-t-il, se positionner par rapport à des propositions de base que fait Jean-Paul Lambert et savoir si l'on adhère à ce qui constitue, pour moi, l'essentiel, à savoir l'égalité économique et la maîtrise de leurs usages par les usagers.
Sachant que le grand soir n'arrivera pas, la transformation ne pourra se faire que progressivement, mais à la fois radicalement si l'on veut aller vers notre but. Tendre vers l'égalité économique, c'est donc détruire petit à petit les rapports d'exploitation.
Ayant recherché quel domaine de notre vie était le plus soumis à cette exploitation, j'en suis arrivé à la conclusion que se déclarer propriétaires, et donc gestionnaires, des logements que nous occupons, et seulement de ceux-là, était un premier pas vers l'égalité. L'obtention de cette réappropriation de nos logements nécessitera évidemment un fort engagement militant et surtout une concentration des énergies vers ce but.
Cette action organisée ne concernerait, dans un premier temps, qu'un quartier d'une grande ville et ferait très vite tache d'huile pour s'étendre ensuite à d'autres domaines : transports, énergie, soins, grève des impôts...
Je ne m'étale pas davantage ici sur cette proposition, mais je tiens à disposition de qui veut en savoir plus (contre une enveloppe timbrée avec l'adresse) un texte dans lequel je développe ce thème.
Je conçois que des idées aussi radicales puissent heurter la grande majorité des lecteurs qui, pour altermondialistes qu'ils se revendiquent, ne veulent pas d'un «autre monde» mais une société moins injuste, moins inégalitaire qu'ils ont très peu de chance de jamais obtenir, les moyens jusqu'ici employés faisant la preuve de leur inefficacité, voire de leur contre-productivité puisque les différences s'accroissent chaque jour.
J'espère avoir répondu à Gregg et j'aimerais avoir le plaisir de lire ses propositions dans un prochain numéro, espérant le voir dépasser son rôle de désenchanté, ma préférence allant toujours vers les utopistes qu'il confond avec les révolutionnaires et les partis (...).

Patrick Urlacher ■
4, avenue du Limousin
63100 Clermont-Ferrand

Pour une prospérité à visage humain

La classe politique, les économistes, les régions, le service public, les plus modestes d'entre nous, sont aujourd'hui soumis au

Faut-il sauver EDF ?

Je suis étonné de la tonalité du dernier dépliant du *Réseau Sortir du nucléaire* [«pour un vrai service public de l'électricité sans nucléaire»]. On croirait lire le fascicule «Debout la République» de l'UMP. Même plaidoyer que Chevènement pour EDF, même productionnisme mal camouflé sous les éoliennes alibi.
Questions : qui a le plus de chance de mettre en chantier l'EPR ? EDF étatisé ou EDF privatisé ? Comment concilier «consommation de base d'électricité à prix modique» et économies d'énergie ?
(...) Il m'a toujours semblé qu'écologie devait rimer avec énergie à juste prix. J'ai dû manquer un épisode. Quand avons-nous changé de point de vue sur cet aspect crucial des choses ?
(...) EDF est au bord de la banqueroute avec ses investissements au Brésil et en Argentine. Faut-il mieux faire payer cela à des petits bourgeois qui feront l'erreur de souscrire des actions EDF qui ne vaudront plus rien quelques mois plus tard ou bien faut-il faire payer l'ensemble des contribuables, comme s'apprête à le faire Raffarin, soutenu par le PC, la majorité du PS et des Verts ?

Grine ■
Val-d'Oise

«retour de la croissance», et pour cause : notre système économique est *croissanciste* par construction.
Les entrepreneurs ne peuvent survivre qu'en faisant des profits toujours plus élevés pour payer les intérêts qu'ils doivent aux banques et prouver à des actionnaires de plus en plus gourmands et volatiles qu'ils sont performants... De la hauteur des profits ainsi redistribués dépendent les investissements, le budget de l'Etat, l'emploi.
Ce système est actuellement malade. Il ne permet plus aux entrepreneurs d'investir ni d'abonder le budget de l'Etat par les impôts et taxes prises sur leurs profits. On assiste donc à une braderie du service public et des institutions qui corrigeaient la violence économique avec ce qu'elle «rapportait».
La gauche comme la droite y participent et les syndicats avalisent l'opération. On voit même de bonnes âmes réclamer de payer des impôts pour sauver le système !
Une autre maladie vient d'être reconnue, qui touche cette fois la planète. La mondialisation en cours généralise en effet à l'ensemble des peuples le mode de consommation occidental. Au train où nous allons il faudrait trente planètes comme la nôtre à l'horizon des années 2030. D'où l'idée de «faire de la décroissance».
Mais faire de la décroissance, c'est faire de la récession volontaire. C'est donc encore aggraver ce à quoi nous assistons déjà.
A supposer que la décroissance soit appliquée d'une manière systématique par le particulier et sur une grande échelle, elle casserait le système économique.
Pourquoi pas ? Ce pourrait être une méthode pour en arriver à un autre système. L'idée de «décroissance» porte donc en elle un germe révolutionnaire.
Encore faut-il avoir un autre système ou modèle à proposer.
Ce n'est pas du tout le cas, et ceux qui ont avant tout le souci de la planète tout comme ceux qui ont avant tout celui de l'emploi tardent à en prendre conscience.
Il leur arrive de se rejoindre. Saluons ceux qui, pour sauver la planète, pensent à faire des profits sur des énergies douces, du «bio» et autres excellentes choses qui créeraient de nouveaux emplois. Mais sur la base des profits monétaires où elles sont attendues, ces bonnes choses n'alimenteront que faiblement le budget de l'Etat et les nouveaux emplois, comme les anciens, tendront à se délocaliser vers des cieux moins taxés et plus cléments. Elles ne seront pas concurrentielles avant longtemps.
La production d'armes et de gadgets de luxe, d'organismes génétiquement modifiés pour écraser les agriculteurs locaux et de médicaments rapportant plus passeront avant.
Pour court-circuiter le passage obligé par la concurrence, faudra-t-il instaurer une dictature écologique universelle... un capitalisme d'Etat et le retour du système soviétique ?
Est-ce bien ce qu'on veut ?
Un autre système existe. C'est le *distributisme*.
Il fait disjoncter la production de richesses des profits monétaires. Dans sa version «historique», il consiste à «chiffrer» les richesses que nous sommes aujourd'hui capables de produire bien au-delà de nos besoins réels, et à distribuer la somme aux usagers, sous la forme d'une monnaie différente, dite «de consommation», non thésaurisable, à charge pour les usagers de renouveler ces richesses.
Retenons de ce modèle que la production de biens et services ne dépend plus de l'état du Marché. La violence (concurrence) économique ne fait plus la loi.
Adieu le problème des retraites. Les usagers reçoivent un revenu du berceau au tombeau. Ils renouvellent les produits et services en fonction de leurs usages à eux et non plus du Marché. Ils ne sont plus astreints à des productions stériles ou nuisibles.
La relocalisation des économies devient possible.
Cet intéressant projet présente néanmoins des ombres inquiétantes !
Pour assurer le renouvellement des biens et services les distributistes de l'entre-deux-guerres (et juste après) comptaient sur la planification d'Etat et un certain temps de «service social». Ils n'avaient encore aucune conscience écologique et se promettaient de réaliser plus vite et sans crise le programme connu depuis sous le nom de Trente Glorieuses.
Ce *planisme* et ce *productivisme* ne sont plus aujourd'hui recevables.
La revue *Prosper* essaie de corriger ce modèle initial.
A partir du moment où nous sommes assurés d'un revenu de la naissance à la mort (gagé, rappelons-le, sur des richesses existantes et non sur les profits aléatoires qu'on en fait sur un certain marché), nous pouvons envisager la fin de la division de la vie en trois âges (un pour apprendre, un pour exécuter, un pour se reposer).
Chacun peut s'investir toute la vie dans les activités de son choix et donc consacrer son existence à la recherche.
Recherche au sujet du quotidien : de ce qui se fait réellement utile, sain, durable et beau. Recherche au sujet des usages qui donnent du sens à la vie.
Recherche technologique : nous n'avons aucune raison de renoncer aux possibilités que nous avons conquises. Nous devons bien plutôt les libérer de l'usage sélectif qu'en a fait le modèle croissanciste, qui détruit la planète par plaques d'exploitation intensives.
Recherche politique : ce qu'on désigne par «pouvoir» réside dans celui, souvent dictatorial, qu'ont certains usages dont l'évidence (salariat, profit, sécurité..., mais aussi école, diplômes, automobile, etc.) nous aveugle. Les entrepreneurs et les élus y sont eux-mêmes asservis, même s'ils en tirent profit.
Recherche scientifique, artistique, etc., sans exigences de rentabilité.
La revue *Prosper* en vient aujourd'hui à contester l'usage même de la monnaie. Il n'est pas certain en effet que la «monnaie de consommation», pas plus qu'une autre, soit capable de freiner la compulsion productiviste. La prospérité monétaire risque une fois de plus de prendre le pas sur la prospérité à visage humain.
L'informatique permet l'accès direct aux ressources, leur transformation et leur distribution par codes barres et une comptabilité «matière» universelle.
C'est sur cette hypothèse que nous invitons à travailler. Elle n'exclut pas forcément la précédente. Elle la transforme en stade de transition.
Appropriez-vous-la, faites-la avancer : *Prosper* n'en sera pas jaloux !

Jean-Paul Lambert ■
revue *Prosper,* Les Salles, 30570 Valleraugue

Silence : *l'informatique, comme la voiture, est typiquement un produit réservé à une élite (nous les riches). Le «virtuel» n'est qu'apparent et nécessite beaucoup de matières premières. Vouloir répondre aux besoins de tout le monde, c'est commencer par diminuer notre consommation du Nord de l'ordre de 70 à 80 %. Nous n'avons pas de solution toute faite, mais «sobriété» semble plus réaliste que «prospérité».*

Demander un référendum européen sur l'énergie

Je vous envoie une idée comme une petite graine à faire germer. Au lieu de se contenter de sondage sur le climat, l'effet de serre, l'énergie... pour quoi ne pas demander un référendum européen. Cette idée est lancée par Jean-Marc Jancovici en conclusion de son livre «L'avenir climatique, quel temps ferons-nous ?». Pourquoi *S!lence* qui sait si bien se faire le vecteur de l'idée force de la décroissance ne prendrait pas l'initiative de populariser une telle idée, susceptible de mettre en difficulté le lobby nucléaire si la «société civile» et les partis écologistes s'en emparaient vigoureusement ? (...)

Jacques Bonnet ■
Drôme

S!lence : la nouvelle constitution européenne prévoit effectivement la possibilité de référendum d'initiative populaire... Il faut pour cela réunir un million de signatures dans les futurs 25 Etats. Ce n'est évidemment pas nous qui pouvons le faire seul, mais si une campagne se met en place, nous la relaierons.

L'argent convivial : un oxymore de plus ?

C'est à mon tour d'avoir lu avec intérêt les remarques de Daniel Haber (Courrier, n°303, page 38) suite à mon salut des trente ans de la convivialité (n°298-299, page 75). Daniel pense que la possibilité d'accumulation de l'argent fait que ce dernier ne peut jamais être convivial. A mon sens, il a à la fois tout à fait raison et tout à fait tort ! Il a raison, car c'est bien en effet lorsque l'argent commence à être accumulé (thésaurisé) qu'il passe du statut convivial au statut dominant. Il a tort, car l'argent, tant qu'il est strictement maintenu à sa fonction d'outil de

facilitation de l'échange commercial, reste parfaitement convivial.
Tout le problème consiste donc à prévenir la thésaurisation. La solution a déjà été trouvée, on y a eu recours une première fois dans un canton allemand au 19e siècle, et elle est toujours en vigueur aujourd'hui entre quelques milliers d'entreprises helvétiques. Il s'agit de la notion d'argent fondant, d'un argent dont la valeur s'érode de façon automatique lorsqu'il ne circule pas. Les entreprises qui ont la chance d'avoir une trésorerie positive sont donc ainsi fortement incitées à la transférer illico presto vers leurs camarades exsangues, par le biais de prises de participation ou d'achats directs de marchandises. Je me suis toujours étonné de l'éclosion de cette technique financière dans un environnement social et confessionnel plus porté au capitalisme pur et dur (cf. Max Weber « L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme »). Il s'agissait sans doute d'un rejet des excès de ce dernier, rejet qui a repris, par la force des choses, l'essentiel des options économiques du Coran, basées sur les notions de superflu et d'ustensiles ! « Ils t'interrogeront aussi sur ce qu'ils doivent dépenser en largesses. Réponds-leur : Donnez votre superflu. » (sourate II, versets 216 et 217). « Que penses-tu de celui qui traite cette religion de mensonge ? C'est celui qui repousse l'orphelin, qui n'excite point les autres à nourrir le pauvre. Malheur à ceux qui font la prière, [...] et refusent les ustensiles nécessaires à ceux qui en ont besoin. » (sourate CVII).
On peut bien sûr reculer effrayé devant une technique aussi radicale, la sainteté n'est pas de ce bas monde. On se limitera alors, comme l'ont fait toutes les religions dites du Livre (avant la Réforme), à condamner l'usure, c'est-à-dire le taux d'intérêt positif (le loyer de l'argent). Même les banquiers juifs n'avaient le droit de l'exercer qu'à l'encontre des goyim (cf. Raphaël Draï « L'économie chabbatique »). La thésaurisation de l'avare, dans ces conditions (celles du bas de laine), est assez vaine ; l'inflation fait fondre cet argent retiré du circuit commercial, un « ustensile » qui manque cruellement alors aux entrepreneurs désireux de développer leur activité.
L'accumulation de l'argent ne devient « rentable » que dans les économies de type capitaliste pratiquant la rente, c'est-à-dire un taux d'intérêt supérieur à l'inflation. A partir de cet instant, thésauriser présente l'intérêt majeur de reproduire le capital (cf. Alain Bihr), au bas mot à l'identique (taux égaux), au pire en l'accroissant (lorsque la rente permet à la fois de satisfaire les besoins de consommation faramineux du capitaliste et de gonfler son magot). C'est ce que je voulais démontrer. La dominance de l'argent débute avec l'usure, et non pas, comme le pense Daniel, avec son accumulation, cette dernière n'ayant aucun sens sans la rente. Un tel mécanisme, d'ailleurs, n'est pas propre à l'argent.
Toutes les formes de propriété en sont affectées. A commencer par la terre : à quoi sert une latifundia, si elle n'est pas mise en fermage ou en métayage ? A suivre par le toit : à quoi bon construire des immeubles, sinon pour en louer les appartements ? Puis par les usines : pourquoi investir tant d'argent, sinon pour que des salariés s'esquintent à dégager la plus-value ? Fermage, loyer, plus-value, usure : c'est uniquement par toutes ces formes de rente que l'accumulation du capital – protégée par les titres de propriété – acquiert un sens.

Olivier Liétard ■
Loire

Petites et grandes éoliennes

L'argument anticapitaliste et antimarchand pour s'opposer aux grandes éoliennes est un peu léger et devrait s'appliquer à la totalité des productions, y compris les petites éoliennes. Pour avoir combattu souvent les anti-éoliens de voisinage (parfois clairement manipulés par les pro-nucléaires) nous sommes désolés de retrouver les mêmes arguments dans plusieurs articles de Silence comme dans le numéro de décembre 2003 en page 41 et en page 21. (...) A s'opposer aux éoliennes industrielles (qui sont compatibles avec les petites éoliennes) on se réduit à l'équation : des petites éoliennes pour quelques écolos privilégiés et du nucléaire pour tout le monde. En effet, les petites éoliennes coûtent cher : pour 2 à 13 personnes, cela revient actuellement à environ 4 fois plus cher qu'une grande éolienne prévue pour 2000 personnes. Quant à la taxe professionnelle versée par l'implantation d'une grande éolienne à la commune, elle pourrait être réinjectée dans un programme de maîtrise de l'énergie au niveau des communes concernées, créant une ressource alternative.
(...) En s'opposant aux grandes éoliennes, non seulement aucune avancée concrète en matière d'alternative au nucléaire n'est engagée, mais on prépare la démonstration par EDF que seul le nucléaire peut répondre aux besoins énergétiques de la France.


DR

Sophie Latapy ■
Hérault.

Silence : page 41, il s'agit d'un courrier, quant à la brève p.21 sur les petites éoliennes, elle répond à une demande de plusieurs lecteurs qui veulent commencer à agir chez eux. Mais on est bien d'accord avec vous et nous ne sommes pas opposés aux grandes éoliennes comme le montrent les brèves que nous publions en page énergies.

A propos des rassemblements

Nous sommes irrités en lisant dans Silence des textes tendant à mettre dans le même sac des rassemblements comme ceux organisés pendant le sommet du G8, au Larzac ou à Paris pour le forum social européen et le forum social libertaire.
Ce qui est reproché aux gens qui participent à ces initiatives serait un goût romantique pour les rassemblements entre convaincu-e-s, pour les discours coupés de pratiques réelles et l'absence totale de conscience éco-

Une histoire de

C'est une histoire de fous...
Dans un asile, quelque part en Floride.
Les fous y vivent tous ensemble réunis sous un grand drap.
La vie serait belle et paisible sous le grand drap, n'était-ce un problème persistant de flatulences malodorantes : sous le grand drap, tout le monde pète, et l'air commence à être plutôt vicié.
Bref : ça sent mauvais, de plus en plus mauvais, tellement mauvais que la tension monte parmi les fous.
Tout le monde accuse tout le monde, les fous se regardent de travers, soupçonneux, chacun dénonçant le pet du voisin.
Les pets commencent à menacer la paix.
Les fous décident donc qu'il est temps de faire quelque chose.
Quelques fous voudraient interdire les pets.
Les autres fous, évidemment, les traitent de fous.
De fait, le pet est consubstantiel au fou : tout le monde pète peu ou prou.
Quelques fous proposent alors de rationner les pets.
L'idée est séduisante : pour que l'air soit moins pestilentiel sous le grand drap, il faut commencer par limiter les pets émis.
L'un des fous propose alors une réduction de 5% des pets de la collectivité des fous. Mais un autre fou souligne que l'on ne peut pas exiger de tous les fous le même effort : il est de notoriété publique que certains fous pètent plus que d'autres.
Ceci étant, ces fous qui pètent plus que les autres ne veulent pas porter seuls le chapeau : ils estiment que ce n'est pas vraiment leur faute si leur digestion est plus 'productive' que celle de leurs voisins.
Quant aux autres fous, ceux qui pètent un peu moins, ils ne voient pas pourquoi ce serait à eux de faire des efforts alors qu'ils sont déjà si vertueux.
Ceci étant, certains fous parmi ces fous qui pètent un peu moins concèdent du bout des lèvres que cela ne leur coûte pas beaucoup : ils pètent moins, c'est tout.
L'un des fous propose alors une solution originale : le marché aux pets.
L'idée, pour folle qu'elle soit, est simplissime : puisque tous les fous ne pètent pas de façon comparable, et puisque certains fous paraissent envisager plus facilement que d'autres de réduire leurs pets, pourquoi ne pas permettre aux fous gros pèteurs de racheter aux pèteurs plus vertueux une partie de leurs droits de pet ?
Aussitôt dit, aussitôt fait : voici nos fous en train de s'échanger leurs droits de pet. Les plus prodigues s'arrangent bientôt pour augmenter leurs émissions de pets. A l'autre extrême, quelques fous très audacieux annoncent qu'ils cesseront désormais de péter et s'empressent de proposer au plus offrant les droits rendus disponibles.
Tout le monde est content : les échanges sont fructueux, l'air vicié ne

logique au niveau des moyens d'action. Ces généralisations sont un peu hâtives.
Nous ne sommes nous-mêmes pas friands de grands discours ni de gros rassemblements «citoyens» où l'essentiel des activités consiste à faire des manifs bien sages et écouter religieusement des spécialistes qui parlent pendant des heures. Mais nous avons eu l'occasion d'aller à Annemasse (pendant le G8) où nous avons participé au VAAG, village alternatif anti-capitaliste et anti-guerres.
Pendant près de deux semaines, sur fond de manifs anti-mondialisation libérale, nous avons flirté avec l'autogestion, mettant en place un mode de décisions horizontal, fédéraliste (par quartiers), sans chefs et dans une démarche soucieuse d'écologie et d'autonomie (constructions de panneaux solaires, WC secs, fabrication de notre pain et des repas, tri des déchets, repas à prix libre...).
Dépassant la forme habituelle de la contestation dans les mots, nous avons fait de la contestation dans les faits (près de 2000 personnes sur la fin) pour mettre en avant de possibles alternatives au mode de vie capitaliste (déresponsabilisant, spécialisé, salarié, polluant, égoïste et en proie aux hiérarchies). Ce qui n'est pas le cas des «altermondialistes» qui se sont contentés de faire des discours et des manifs encore et encore.
Même si l'expérience était vouée à se faire dans un cadre limité (dans le temps et dans l'espace), qu'il nous reste des questions à creuser davantage (sur l'anti-sexisme par exemple), ce village a eu le mérite de faire de la pratique à grande échelle. Un livre est d'ailleurs en préparation sur cette expérience.
De fil en aiguille, cette mobilisation pour le VAAG a créé des réseaux qui ont pu se maintenir. Ainsi, le collectif de Montpellier anime une cuisine libertaire, mobile, autogérée et végétarienne. Il s'est mobilisé récemment pour la lutte des intermittents, au Larzac (la «cantine libertaire») et aux côtés des étudiants sans logement. Celui de Nîmes travaille sur la préparation d'un camp «No border» (sans frontières) pour l'été prochain ; celui d'Aix-en-Provence se réunit encore, certains s'investissant dans la création d'un lieu autonome et d'un journal («Cumulolingus») axé sur les alternatives libertaires, écologiques et anti-patriarcales. Comme quoi, on peut aller dans certains rassemblements et faire un peu plus que du blabla.

Mako et Renaud ■
Bouches-du-Rhône.

fous...

sera bientôt plus qu'un mauvais souvenir sous le grand drap.
Ce moment, toutefois, se fait attendre : l'odeur méphitique demeure, s'accroît même au dire de quelques fous.
La tension monte de nouveau : les pets menacent toujours la paix.
On décide alors de faire un effort supplémentaire, en fixant un objectif de réduction plus ambitieux : moins 10%.
Le commerce des droits de pets recommence de plus belle.
Et l'air sent toujours aussi mauvais sous le grand drap.
Les soupçons se multiplient. Il est de plus en plus évident que certains fous pètent en douce dès que les autres ont le dos tourné.
Les fous décident alors de mettre en place un système de surveillance des pets. Quelques fous se proposent pour assumer ce rôle, moyennant finances bien entendu. Le nez au vent, ils sont chargés de vérifier derrière après derrière que les autres fous ne dépassent pas leurs quotas d'émissions.
D'abord hostile à cette inquisition, le marché aux pets se rassure vite en constatant que les affaires vont toujours aussi bien.
L'air, par contre, sent de plus en plus mauvais sous le grand drap.
Quelques fous-contrôleurs, jugés trop accommodants avec leurs contrôlés, sont remplacés. D'autres fous-contrôleurs reconnaissent être dans l'incapacité de contrôler en permanence tous leurs contrôlés.
Les fous décident alors d'un commun accord de se surveiller les uns les autres : si chacun met le nez dans le pet du voisin, pensent-ils, tout ira bien. Mais certains fous continuent de s'arranger entre eux, et les vents se multiplient.
Les fous les moins bien lotis, au bord de l'asphyxie, menacent d'envahir les espaces encore respirables.
Sous le grand drap agité de pets, la paix est de nouveau compromise.
Le marché aux pets, quant à lui, est toujours aussi prospère.
En désespoir de cause, une délégation de fous décide de consulter les plus sages d'entre les fous, à la recherche d'une solution pour limiter enfin les pets émis. Réunis en concile, les sages-fous se livrent à quelques expériences sur un fou-cobaye.
Leur premier constat a le caractère de l'évidence : c'est après avoir été gavé de flageolets que le fou-cobaye dispense les pets les plus redoutables. Les sages-fous proposent alors de renoncer au contingentement incontrôlable des pets émis et d'opter pour une modification progressive des régimes alimentaires en vigueur sous le grand drap.
Les fous du marché aux pets, bien entendu, ne voient pas l'affaire d'un bon oeil et s'opposent à la réduction de leur consommation de flageolets.
Mais l'odeur qui règne sous le grand drap est désormais telle que la plupart des fous ne croient plus en l'efficacité du marché aux pets.

Pierre Cornut ■
Loire


Madeleine Nutchey

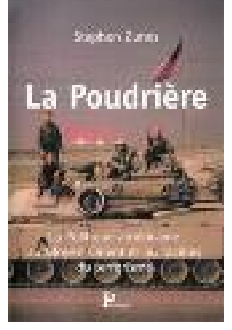
Larzac, voitures et bruit

Images d'embouteillages sur le Larzac... Et la marche à pied, le vélo, le train, les transports en commun ? Il existe une ligne régulière Montpellier-Millau avec une assez grande fréquence de bus et un arrêt à l'Hospitalet, à un quart d'heure de marche du site (le chauffeur du car a fait un arrêt au niveau du site pour les rares à venir ainsi). Si sur les infos diffusées pour le rassemblement de cet été, cela avait été précisé, cela aurait peut-être incité ceux qui étaient en vacances et donc pas pressés à ne pas prendre leur voiture.
(...) Les organisateurs qui savent si bien vous donner les informations pour venir en autoroute, auraient pu aussi expliquer comment venir sans voiture : ligne de transport en commun, mais aussi circuit de petites routes pour les amateurs de vélos, chemins de randonnées pour ceux qui traversent leur coin.
Et si vous demandiez ce genre de renseignements aux bénévoles qui faisaient l'accueil, ils n'étaient pas du coin et pas informés par les locaux.
(...) Pour tous ces partisans d'un autre monde, la réflexion sur la bagnole, le train, le car, a été fort peu évoquée.
Autre sujet, bien qu'étant sourde à 85 % et ayant planté ma tente à 1 km du site, je ne pouvais pas dormir tant le bruit de la sono était fort. On sentait le sol trembler. Qui a décidé de monter ainsi les décibels au point de déranger les sourds à 1 km ? Pas l'OMC que je sache ! Cela a commencé à 20 h, alors que de nombreux débats étant en cours, et cela a duré jusqu'à 3 heures du matin.
Le lendemain, débat avec les voisins de camping. Tout le monde se plaint du bruit, mais estime que l'on ne peut rien y faire. Ah bon, alors on peut changer le monde, lutter contre la dictature de l'OMC et des grands de ce monde, mais on ne peut pas baisser une sono à côté de chez soi ? La violence sonore, c'est aussi de la violence. Le samedi, je pars donc à la recherche d'un responsable de la sono pour anticiper sur le bruit de la deuxième nuit. Après de longues recherche où on me renvoie de l'un à l'autre, plusieurs personnes me répondent que l'on ne va pas supprimer le concert pour moi (ce que je ne demande pas !) et enfin un haut responsable lance ce cri du cœur : «les gens sont venus pour le concert, si vous n'êtes pas là pour ça, vous n'avez rien à faire sur le Larzac !». J'essaie d'argumenter que je viens pour lutter contre l'OMC, que le concert est accessoire. Le responsable ne me redit que la même chose. Je ne peux m'empêcher de lui demander s'il travaille pour l'OMC.
Voici mes conclusions :
Si ce que pense ce gentil organisateur est vrai, que l'on était là pour un concert, alors ce rassemblement était bidon.
Si on veut un autre monde, on commence par respecter son voisin avant de vouloir respecter celui qui est au loin : cela semble plus facile de critiquer une dictature au loin que de gérer ses relations de voisinage.
La prochaine fois, s'il y a un rassemblement au Larzac, je lirai bien le programme. S'il y a un concert, je n'irai pas.

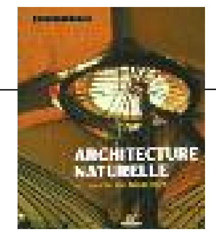
Hélène Lardon ■
Rhône.

La poudrière

Stephen Zunes
Ed. Parangon (Lyon)
2002 - 320 p. - 19,50 €



Pour beaucoup de médias et de politiques nord-américains, la flambée d'anti-américanisme dans le monde arabe est incompréhensible. L'auteur, enseignant en sciences politiques à San Francisco, membre de l'International Peace Research Association, montre ici que la politique interrompue d'humiliation, d'abus et d'exploitations des peuples du Proche-Orient par les régimes soutenus par les USA explique au contraire très bien ce sentiment et le développement du terrorisme. Alors que ces pays, riches en pétrole, devraient être prospères, la politique américaine visant à maintenir au plus bas le prix du pétrole se mène à travers le surarmement des régimes corrompus. Les richesses ne profitent finalement qu'à quelques familles dirigeantes et surtout aux marchands d'armes. Ceci a un nom : le colonialisme. Cela passe par les violations des traités internationaux quand cela est favorable aux USA, cela passe par le financement des colons d'Israël, cela passe par le discours sur le rétablissement de la démocratie... alors que les USA maintiennent en poste au Proche-Orient une vingtaine de monarchies. Quand la Maison-Blanche parle de défendre la liberté, il s'agit surtout de celle des USA. lorsque cela les intéresse, les USA n'hésitent pas à soutenir les régimes les plus intégristes comme ils le firent avec les talibans en Afghanistan (contre la gauche locale), mais également en Iran, au Pakistan... Et en ce qui concerne le terrorisme, les USA sont maîtres dans le domaine, ayant soutenu de nombreuses contre-révolutions un peu partout dans le monde. Seule nouveauté du 11 septembre : cela s'est passé sur le territoire des Etats-Unis. L'auteur, dans un dernier chapitre montre que la leçon n'a pas servi, le gouvernement Bush fonçant tête baissée dans la guerre ouverte. Stephen Zunes conclut en proposant des pistes pour une nouvelle politique étrangère au Proche-Orient, comme en général. Fort bonne analyse. MB.



Architecture naturelle

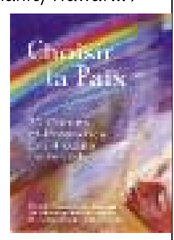
David Pearson
Ed. Terre Vivante (Mens)
2003 - 160 p. - 32,50 €

David Pearson, architecte londonien, a déjà publié plusieurs ouvrages sur le lien entre architecture, esthétique et intégration dans la nature de l'habitat. Ce livre grand format présente ses merveilleuses photos de maisons individuelles ou collectives, un peu partout dans le monde occidental. Beaucoup de courbes dans les formes, souvent des reprises de techniques anciennes, cela va de bâtiments très sobres (tipis indiens) à des bâtiments luxueux comme le siège de grandes firmes. Bien qu'assez hétéroclite, indubitablement une livre qui fait rêver. FV.

Choisir la paix

33 contes et proverbes
Ed. GRAD (228, rue du Manet, 74130 Bonneville)
2003 - 128 p. - 15 €

Excellent petit recueil sur des contes de tous les pays (Japon, Zimbabwe, Roumanie, Hawaï...) montrant comment on peut soit arriver à la guerre, soit à la paix. Belles illustrations de Dominique Künzli-Leclerc. FV.



L'autre sens du voyage

Franck Michel
Ed. Homnisphères (Paris)
2003 - 120 p. - 7 €

Dans son livre *Désirs d'ailleurs*, l'auteur montrait l'opposition en notre désir de voyage vers le Sud et le désir des gens du Sud de venir chez nous. Nous avions fait un dossier sur ce thème avec l'auteur (*S!lence* n°283). Dans ce petit livre, il essaie de donner une méthode pour que notre voyage soit le plus «pacifiste» possible. Et pour cela la première piste qu'il suggère c'est qu'il soit le moins organisé possible. La désorganisation est propice à la rencontre, à l'échange, à l'amitié, au respect. Alors que l'organisation (avec au sommet le voyage organisé) impose domination, colonialisme, mépris, distance et parfois même ethnocide. L'inorganisation rejoint le combat politique contre la marchandisation du monde. L'idéal étant de pouvoir voyager sans contrainte de temps, en choisissant le nomadisme, en flânant. Si partir, c'est souvent vouloir rompre avec le quotidien, alors autant le faire complètement et ne pas juste jouer à se faire peur. Pas besoin de la bouée de sauvetage du tourisme équitable. A lire avant votre prochain départ : ça devrait vous exciter les neurones ! MB.

La nuit, tous les vieux sont gris

Jérôme Pellissier
Ed. Daniel Radford
2003 - 360 p. 21 €

Ce livre a été écrit avant la canicule 2003. C'est important à préciser car il devance les discours hypocrites actuels sur les vieux. Il s'interroge sur le rejet des vieux dans notre société, comme l'avait déjà fait Simone de Beauvoir en 1970. Depuis la situation a évolué, en pire. Quand un groupe social en condamne d'autres à la misère, au taudis, aux infirmités, à la solitude, au désespoir, comment peut-on penser qu'une telle société est capable de s'intéresser à son avenir, à la solidarité, à l'humanisme ? La vieillesse est-elle rejetée parce que nouvelle ? L'étude faite notamment sur les tombes anciennes, montre qu'il y avait par exemple 7,5 % des Romains qui avaient plus de 60 ans, que l'on a compté jusqu'à 38 % de la population dépassant les 60 ans dans des contrées d'Afrique du Nord. Jamais jusqu'alors, les vieux avaient été ainsi rejetés. Dans nombre de civilisations, au contraire, les vieux sont perçus comme des sages, des aînés. Dans notre monde où tout doit être «rentable», on constate que la force physique baisse dès 40 ans et le vieillissement est vécu comme un déficit. D'autres catégories sociales sont perçues ainsi en déficit : les enfants (il y en a de moins en moins en Occident) et les femmes. Après un tour d'horizon des problèmes liés à la vieillesse (les maladies, le maintien à domicile, les institutions, la retraite...), l'auteur revient à son idée principale : et si nous avions honte de notre mémoire ? Si nous avions honte de ce que le monde est devenu ? Et si nous rejetions nos vieux dans l'espoir de rejeter la fin de notre société ? Brillant essai. FV.



Sans état d'âme

Lettre ouvertes sur centres fermés
Collectif d'auteurs
Ed. du Cerisier (B 7033 Cuesmes)
2003 - 300 p. - 13,50 €

Les centres fermés sont en Belgique ce que sont les centres de rétention en France : des lieux où sont maintenu en détention des étrangers dont le seul délit est d'avoir pénétré sur le territoire du pays sans papiers. A la suite de la mort de Semira Adamu, étouffée sous un oreiller par la gendarmerie, un mouvement s'est mis en place pour obtenir une approche humaine de la question des réfugiés. En juin 1999, Stephan Schewebach, alors directeur général de l'Office des étrangers, donne une interview d'un profond cynisme. C'est en réaction à cette interview, largement médiatisée, que de nombreux auteurs répondent ici sous différentes formes : analyses, pamphlets, contes, nouvelles, poèmes, chansons, théâtre... Isabelle Stengers, Raoul Vaneigem, Didier Daeninckx et beaucoup d'autres ont réussi là un ouvrage d'une grande force pour dénoncer l'interdiction de circuler qui est faite aux plus pauvres de la planète. Très beau livre entre essai et littérature. FV.



Putain de ta marque !

Paul Ariès
Ed. Golias (69605 Villeurbanne cedex)
2003 - 526 p. - 23 €

Voici un gros pavé qui analyse le rôle de la publicité, ses astuces pour nous manipuler et la révolte de plus en plus sensible face à cette invasion. Si les sujets abor-



LE LIVRE DU MOIS

La guerre secrète Vaincre la violence conjugale

Nathalie Zebrinska - Ed. L'Harmattan - 2003 - 142 p. - 12,50 €

En France, une femme sur dix est encore victime de violence conjugale. En France, il existe un millier de foyers d'urgence pour les femmes. Terrible constat. L'auteure, qui a vécu cela, témoigne ici de ce sujet qui reste difficilement audible. «Je ne peux pas m'empêcher de penser aux hommes qui reviennent de la guerre, rejoignant leurs foyers et ceux qui les ont attendus et les embrassent alors comme s'ils étaient ceux d'hier. Les hommes partent à la guerre et ne reviennent jamais. Certes, leur ombre reprend la place qui était la leur autrefois (...) Ils feront les mêmes gestes et diront les mêmes mots, mais ils ne reconnaîtront ni leur pays, ni leurs amis. Sans exagération, je me sens comme eux. J'ai fait la guerre, une guerre secrète, effroyable, qui a tout dévasté sur le champ des combats, c'est-à-dire dans mon esprit, dans mon cœur, dans mon âme (...) Cette guerre était une parmi des milliers qui se déclenchent chaque jour et transforment des femmes, soldates apeurées, tapies au fond des tranchées, qu'elles creusent de leurs ongles dans l'obscurité et la terreur» [p.9-10]. Il a fallu attendre l'an 2000 pour qu'une première enquête nationale soit menée sur le sujet. Une femme en meurt tous les cinq jours. La violence conjugale est la première cause de mortalité, avant le cancer, chez les femmes de 16 à 44 ans ! Actuellement, l'Espagne est l'un des seuls pays au monde à avoir mis en place une législation spécifique sur le sujet. Les Nations Unies mènent une campagne pour obtenir que chaque pays légifère non seulement sur la violence mais également sur la nécessité de punir et de réparer. Les enfants trinquent également : dans 70 % des cas, les enfants assistent aux scènes, dans 10 % ils prennent aussi des coups. L'auteure essaie de montrer ici aux femmes qui liront le livre quels sont les différents niveaux qui permettent de détecter l'arrivée de la violence physique avant qu'elle ne se manifeste. Elle espère ainsi éviter des drames et encourage celles qui sentent venir le cauchemar à avoir le courage de prendre la clé des champs au plus vite et se mettre sous la protection de la justice. Le témoignage de l'auteure donne un grand poids à ce livre que tous devraient lire. MB.



dés sont passionnants (pub et capitalisme, pub et mondialisation, pub contre les pauvres, pub contre le politique, dictature des marques, violence dans la pub...), l'auteur gagnerait à écrire de manière plus concise. Enfin, se pose un problème éthique : faut-il ou non citer à longueur de pages des slogans publicitaires pour illustrer ses propos ? Ne se fait-on pas plaisir à jouer ainsi avec des slogans ? N'est-ce pas déjà leur reconnaître une valeur artistique ? A lire par petits morceaux, selon les thèmes qui vous intéressent. MB.

Quelques éléments d'une critique de la société industrielle

Bertrand Louart
Notes & Morceaux Choisis
(52, rue Damrémont, 75018 Paris)
2003 - 48 p. 3,60 €

Cette brochure nous dresse l'histoire de l'avènement de la machine, de la société capitaliste et de leurs impacts sur les sociétés humaines. Pour l'auteur se réapproprier les savoir-faire et «la maîtrise de ses propres conditions d'existence» est nécessaire pour assurer une existence digne et indépendante, autonome.
L'appel à la raison et à l'esprit critique lancé par les philosophes du siècle des Lumières, dont le but était de rendre le monde intelligible à tous, serait la première tentative pratique, par la rédaction du dictionnaire, de partage du pouvoir et des connaissances.
En revanche les premières revendications ouvrières seraient celles des Luddites en Angleterre à la fin du 18e siècle. Ces tisserands, fileurs, tondeurs de draps et ouvriers furent les premiers à s'élever contre l'industrialisation qui conduirait, selon eux, à la perte du savoir-faire artisanal et à la dépendance du salarié face au patron.
Aujourd'hui, le constat est amer : l'être humain est au service de l'économie et de la technique ; la société industrielle a détruit les rapports sociaux et la société marchande a détruit les économies locales ; la société est devenue un système de plus en plus technique, affaire d'experts formés et employés par ce même système.
C'est pour sortir de cette dépendance qu'il nous faut reconstruire des organisations sociales à échelle humaine. Pour arriver à cela il serait *«nécessaire d'effectuer un inventaire exact de ce qui dans les immenses moyens accumulés, pourrait servir à une vie plus libre, et de ce qui ne pourra*

NOUS AVONS ÉGALEMENT REÇU

■ **Ce nucléaire qu'on nous montre,** *Bertrand Cabedoche, éd. l'Harmattan, 2003, 590 p. 45 €.* Le titre fait explicitement allusion au livre de Michèle Rivasi et Hélène Crié «Ce nucléaire qu'on nous cache» paru après l'accident de Tchernobyl. L'auteur, spécialiste de journalisme et de communication, essaie dans l'introduction de nous embrouiller en nous affirmant qu'il ne s'intéresse qu'à analyser le débat sur la question du nucléaire et non à prendre position sur la question. Il se demande comment en cinquante ans l'opinion publique a pu passer d'une opinion largement favorable à une opinion largement défavorable. Pourtant, le masque tombe vite à la lecture de l'ouvrage puisque selon lui (voir p.412) les seuls journaux à mener un débat sérieux et ouvert sur le nucléaire sont *L'Humanité* et *Le Figaro* ! Des journaux aussi révolutionnaires que *Ouest-France, La Vie, le Monde, Télérama...* sont présentés comme des journaux «conditionnés» et «fermés». Tout est dit. De toute manière, l'auteur vous avait prévenu en dernière page : ce livre s'adresse à un «public averti». Si vous êtes contre le nucléaire, c'est sûrement par manque de bonnes sources d'information.

■ **La grande fumisterie,** *Murray Dobbin, éd. Ecosociété, 2003, 438 p.* Comment les transnationales usent de leur influence pour détruire la démocratie à leur profit, à partir de l'exemple du Canada, ces vingt dernières années. L'auteur montre notamment comment d'usagers, nous sommes devenus des consommateurs, ce qui change pas mal de choses en particulier quand il s'agit de savoir à qui appartiennent les biens communs. L'Etat devient progressivement une entreprise dont les capitaux ne sont plus détenus par des électeurs, mais par des actionnaires. L'Etat résigné finance alors ce qui le détruit et nous serine qu'il n'y a pas d'alternatives. Contre ce «cancer du capitalisme», l'auteur propose l'immunisation par les actions citoyennes, en cherchant à rapprocher les lieux de décisions de ceux qui en subissent les conséquences, redevenir usagers et non plus consommateurs (et donc pour commencer éteindre sa télé).

■ **Les niqués de la République,** *Pierre Freyburger, éd. L'Harmattan, 2003, 96 p. 9,50 €.* Petit pamphlet contre la politique sécuritaire du gouvernement par l'adjoint chargé de l'éducation et de la prévention à Mulhouse, avec de superbes illustrations de Véesse que l'on croise de temps en temps dans nos colonnes. «Ce qui est étonnant aujourd'hui c'est que l'on sait très bien expliquer que la pauvreté en Thaïlande entraîne la prostitution et le trafic de drogue (...) on semble refuser d'accepter en France que les violences urbaines sont directement liées aux inégalités sociales».

■ **L'utilité sociale,** *hors-série n°11 d'Alternatives économiques, 2003, 136 p. 9 €.* Un guide sur le secteur de l'économie solidaire avec 25 exemples d'entreprises et les estimations de leur utilité sociale, des débats sur les critères économiques à prendre en compte, sur le développement du milieu associatif (donc non lucratif), mais avec un regard plutôt institutionnel.

■ **Pour un municipalisme libertaire,** *Murray Bookchin, éd. ACL, BP 1186, 69202 Lyon cedex 01, 2003, 40 p. 4 €.* Petite brochure reprenant en le complétant l'article publié sur ce thème dans notre numéro 262.

■ **Corrida,** *Ernest Cœuderoy, éd. ACL, BP 1186, 69202 Lyon cedex 01, 2003, 64 p. 4 €.* Réédition d'un texte de 1853 plaidant en faveur du taureau (une trentaine de pages) préfacé par Alain Thévenet (biographie de l'auteur) et postfacé par Yves Bonnardel (naissance et développement de l'antispécisme).

■ **Risques, menaces et dissuasion nucléaire française,** *Aurélia Bortolin, éd. L'Harmattan, 2003, 128 p. 11 €.* On espérait un livre de réflexions après le fiasco de la défense américaine le 11 septembre 2001, on nous sert un livre de propagande militaire. L'auteure annonce [p.62] que nous puisons notre uranium dans des mines un peu partout en France... alors qu'elles sont toutes aujourd'hui fermées ! On nous ressort même un texte de Kropotkine de 1880 [p.40] pour nous rappeler que la subversion est partout et ainsi amener à la définition du terrorisme : «la forme violente de la subversion ! [p.47]. On voudrait bien savoir : comment on se sert d'une bombe atomique contre des pirates de l'air armés d'un cutter ?

■ **La scène artistique marseillaise des années 90.** *Sylvie Girel, éd. L'Harmattan, 2003, 360 p. 29 €.* Pour ceux qui veulent en savoir encore plus après notre numéro sur la Provence, une étude extrêmement précise sur le milieu de l'art contemporain à Marseille.

jamais servir qu'à la perpétuation de l'oppression».
La critique principale sur cette brochure serait le manque de développement et de précisions pour certains points de vue. Elle n'en demeure pas moins une très bonne introduction à l'histoire de la société industrielle et à sa main-mise sur tout être vivant. JP.

ROMANS

Qui fait gémir la terre ?

Charles Kiefer
Ed. L'Harmattan
2003 - 120 p. - 10,70 €

Un paysan du mouvement des Sans-terre au Brésil tue un soldat lors d'une manifestation à Porto Alegre. A partir de ce fait divers, l'auteur, écrivain brésilien réputé, retrace l'histoire possible de ce paysan. Cela explique bien l'impossible réforme agraire que tous les politiciens promettent et qui ne vient jamais et comment de plus en plus de petits agriculteurs, endettés, se retrouvent un jour dans un camp du mouvement des Sans-terre. C'est concis, poignant et crédible. Une belle écriture. MB.



Le huitième jour

John Case
Ed. Albin Michel
2003 - 448 p. - 21,90 €

Aux USA, un artiste contemporain végétarien complète ses revenus en travaillant pour une agence de détective. Il est contacté par un avocat pour enquêter sur les sources d'une campagne de diffamation contre son patron, un milliardaire. Le début d'une longue poursuite qui mènera le héros du livre à Rome, Istanbul, en pays kurde… et découvrira ce qui se cache derrière une série de meurtres. L'occasion de découvrir en filigrane les risques que présentent les nanotechnologies — peut-être pire que les OGM. Suspense jusqu'aux dernières pages, même si la poursuite, sous prétexte de descriptions touristiques traîne parfois en longueur. FV.

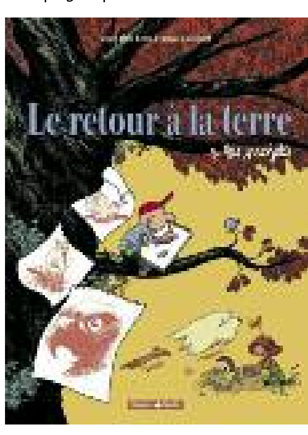


BANDES DESSINÉES

Le retour à la terre

Ferri et Larcenet
Ed. Dargaud
2003 - 48 p. - 9,45 €

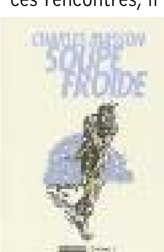
Manu Larcenet s'est installé à la campagne pour dessiner. Avec Jean-Yves Ferri au scénario, il met en scène de manière humoristique ce que cette installation lui pose comme problèmes : évidemment l'intégration dans le village (avec des fêtes médiatiques !), la mise en place d'un potager (avec le voisin qui traite aux pesticides), le désir d'enfant de sa compagne (avec le soutien de la voisine), etc. Avec un gag par demi-planche, c'est absolument réjouissant. A lire évidemment même si vous désirez rejoindre les rangs des néo-ruraux. MB.



Soupe froide

Charles Masson
Ed. Casterman
2003 - 136 p. - 12,50 €

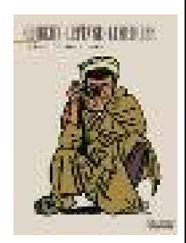
L'auteur, médecin, fréquente les SDF qui viennent se faire soigner en hôpital pour des problèmes d'alcoolisme et de tabagisme. De ces rencontres, il a décidé de faire une histoire en bandes-dessinées en essayant d'imaginer ce qui pouvait passer dans la tête d'un SDF, au dernier stade du cancer, qui quitte une maison de repos pour revenir à l'hôpital, après qu'on lui ait servi une soupe froide, comme à un chien. Cette BD-Roman, avec un dessin peu sûr, mais une grande maîtrise du noir et blanc, est bouleversante. De quoi porter un regard plus tolérant sur le prochain clochard que vous croiserez. FV.



Le photographe

Emmanuel Guibert, Didier Lefèvre, Frédéric Lemercier
Ed. Dupuis / Aire libre
2003 - 80 p. - 12,50 €

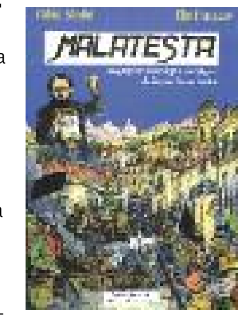
En 1986, Didier Lefèvre, photographe, accompagne une mission de Médecins sans frontière en Afghanistan (à l'époque de la guerre contre l'envahisseur soviétique). Les photos ne restituent jamais totalement l'ambiance d'une telle aventure et l'idée de compléter ici ce qui ne peut pas être photographié par des passages en bandes dessinées se révèle excellente. L'histoire fera trois tomes et nous entraîne ainsi au sein de la vie d'une équipe de MSF. Une grande réussite ! MB.



Malatesta

Fabio Santin
et Elis Fraccaro
Ed. Monde Libertaire (35, allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges-d'Oléron)
2003 - 105 p. - 15 €

Errico Malatesta a vécu au cœur du mouvement anarchiste à la fin du 19e et au début du 20e siècle. Il s'agit là d'une traduction d'une BD parue en Italie en 1980. Si l'histoire est fort intéressante, le dessin n'est pas terrible : on dirait des gravures du 19e. Plus politique qu'artistique. MB.



ENFANTS

Grosse légume

Jean Gourounas
Ed. du Rouergue (Rodez)
2003 - 24 p. - 5,50 €

Un tout petit livre pour les plus petits (à partir de six ans) pour découvrir les légumes et la poule bio. Belle recherche graphique. FV.

CD

Rakshi

Thierry Titi Robin
et Gulabi Sapera
Collection Naïve
chez Auvidis
2002 - 14 titres - 55 mn



Voici un album de musique traditionnelle pas comme les autres : celui d'un duo entre un gitan blanc, Thierry Titi Robin et la rose du Rajasthan, en Inde, le chanteur Gulabi Sapera. Une rencontre entre l'Orient et l'Occident bien plus convaincante que celle provoquée jadis par Yehudi Menuhin.
En effet, Thierry Robin est très apprécié des folkeux en France. Il tient ici la direction artistique du duo, entouré de nombreux autres musiciens dont un saxophoniste ténor et baryton, un joueur de cor anglais. Mais ce sont surtout les chanteuses invitées qui parfument cet efficace duo. BP.

Sen

Persone
Ed. Vionilkosmo, 31450 Donneville
2002 - 11 titres
41 mn - 12 €

Le groupe rock *Persone* poursuit ici son travail en espéranto avec un troisième CD chez Vinilkosmo. Entièrement acoustique, avec deux guitares, une contrebasse et un beau chant qui s'y fond harmonieusement. Un rock assez nostalgique. FV.





❯ **Courriers :**
9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04
✆ **Renseignements :**
04 78 39 55 33 mardi et jeudi
✆ **Diffusion - Comptabilité - Abonnements :**
04 74 07 08 68 le mardi
04 78 39 55 33 le jeudi
✆ **Rédaction :** 04 78 39 55 33 le mercredi
✆ **Stands, correspondants :** 04 74 65 50 34
✆ **Réassortiment, librairies :** 04 74 07 08 68
❯ **Virements bancaires :**
CCP 550 39 Y LYON
❯ **Distribution en Belgique :**
Brabant-Ecologie - Route de Rénipont, 33 - B - 1380 Ohain - Tél / fax : 02 633 10 48 - CCP 000 15 19 365 54
❯ **Distribution en Suisse :**
Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriol - Tél : 04 75 85 51 00

N° de commission paritaire : 64946
N°ISSN 0756-2640
Date de parution : 1er trimestre 2004
Tirage : 6 200 ex

Editeur : Association Silence
Président : Xavier Sérédine
Vice-président : Jacques Caclin
Trésorière : Myriam Cognard
Secrétaire : Suzanne Vignal
Administrateurs : Madeleine Nutchey, Patrice Farine.

RÉALISATION DE LA REVUE
Directrice de publication : Madeleine Nutchey
Secrétaires de rédaction : Michel Bernard et Michel Jarru
Gestion et abonnements : Michel Jarru
Communication et documentation : Alexandre Esteban
Maquette et publicité : Vincent Cheynet
Stands, salons et fêtes : Dorothée Fessler
Rédaction : Michel Bernard, Alexandre Esteban, Dorothée Fessler, Alain-Claude Galtié, Madeleine Nutchey, Sylviane Poulenard, Mimmo Pucciarelli, Francis Vergier
Conseillers scientifiques : Roger Bernard, Richard Grantham, Jacques Grinevald, Henri Persat, André Picot
Dessinateurs : Altho, Lasserpe, Mahlen
Correcteurs : Raymond Vignal, Françoise Weité
Expédition : Mélanie Combes, Claude Crotet, Marguerite Descamps, Paul Garde, Vincent Martin, Paulette Mazoyer, Sylviane Michel, Bernard Parez, Christian Rony, Reine Rosset, Jacqueline Schilt, Myriam Travostino
Ont participé à ce numéro : Séverine Dusollier, Bruno Guillemin, Maurice Pasdeloup, Carole Poliquin, Clara Wichmann.
Couverture : Station thermale conçue par Hundertwasser en Autriche.

Silence diffuse une cinquantaine d'ouvrages par correspondance. Envoi du catalogue contre une enveloppe timbrée.

Bon de commande

Anciens numéros - **Seuls les numéros présentés ci-après sont disponibles. Ils sont à commander uniquement en France. Les frais de port sont de 2 € pour un ex, 3 € pour 2 ex, 4 € pour 3 ex et plus.**

Numéros régionaux

☐ **218 Alsace.**
Fessenheim. Projet Alter Alsace. Lutterbach. Imagination au pouvoir. Alsace Nature. Steiner. Bilinguisme . . . . 3,8 €

☐ **272-273 Rhône.**
Croix-Rousse. La Duende. Le Bastringue. Cabiria. La Gryphe. Bioclimatique. Réseau Santé. Radio-Canut. Hommes violents . 6 €

☐ **278-279 Normandie.**
Bateaux solaires. Eolienne. Gourmand'Grain. IFMAN. Brigades de paix. Maison Ici et Ailleurs. Maison écologique. La Hague . 6 €

☐ **285-286 Isère.**
Superphénix. Moulin Guitare. 400 couverts. MNEI. Jardin alpin. Lo Parvi. P'tit vélo. Terre vivante. Encre Rage . . . . 6 €

☐ **291-292 Aquitaine.**
Terre de Jor. Champ d'action. Démos. Iskatola. Abbadia. Nola-Nohika. Maison des femmes. Azimuts. Boussac. Utopia. . . . . 6 €

☐ **298-299 Franche-Comté.**
Cirque Plume. Eau secours ! TGV. Jardins de Cocagne. La Fraternelle. La Batailleuse. Biolopin. Spirale. Pochon magique. Maison Voisine. Convivialité . . . . 6 €

☐ **305-306 Bouches-du-Rhône et Vaucluse.**
Cours Julien. Loubatas. Ecoforum. Jardins de l'Espérance. Ilotopie. Mille babords, Ballon rouge. CIRA. Longo Maï. GERES. Graines de vie. Pic Noir . . . . 6 €

Autres numéros

☐ **242 Eaux et pollution de nos WC.**
La Cravirola. Palestine. Ecologie en Chine. . . . 3,8 €

☐ **248 Les crimes publicitaires.**
Ecovillages et argent. Solaire en Allemagne. Chasse. Le sens de l'économie . . . . . . 3,8 €

☐ **251 Ecoféminisme.**
Accident nucléaire au Japon. Journée sans achat. Révoltes en Indonésie . . . . . . 3,8 €

☐ **254 Ecopsychologie.**
Femmes militairement incorrectes. Seattle. Roses venues du Sud . . . . 3,8 €

☐ **256 Commerce équitable.**
Communauté de la Poudrière. A l'assaut du Mont-Verdun . . . . 3,8 €

☐ **257 Ecole et écologie.**
Limites des 35 h. Bure. Soleure . . . . 3,8 €

☐ **258 Parcs naturels ou peuples indigènes.**
Les gros dans la communication. L'effet Bové. On ne naît pas tueur . . . . 3,8 €

☐ **262 Quelle démocratie ?**
Climat et négociations. Maison de papier. McDo écolo. Médias différents . . . . . 3,8 €

☐ **264 Technologies et solitude.**
Compagnonnage alternatif. Démocratie. Décharge ou incinérateur . . . . 3,8 €

☐ **267 Ecologie, où sont les jeunes ?**
Forces et faiblesses de la bio. Téléphone portable. Démogestion. . . . . 3,8 €

☐ **269 Déchets nucléaires à Bure.**
Un autre monde est possible. Développement durable ou croissance infinie. . . . . . 3,8 €

☐ **271 Inégalités dans les SEL ?**
Politique : naïf, conciliateur, rebelle. BP au Tibet 3,8 €

☐ **274 Habitat convivial aux USA.**
Bure, enjeu international. La bio au secours de l'eau. René Dumont . . . . 4 €

☐ **277 Land-Art et écologie.**
Noël Mamère. Après 11 septembre. Camions et montagnes. Déchets et industrie . . . . 4 €

☐ **280 La décroissance (tiré à part).**
Décroissance soutenable. L'Effet rebond. Pierre Rabhi . . . . 2 €

☐ **281 L'eau et la santé.**
Abondance durable contre décroissance. Biopiraterie du Sud. . . . . 4 €

☐ **282 Ecovillages: rêve ou réalité ?**
Nucléaire : loi du silence. Danger du cadmium . . 4 €

☐ **283 Déroutes du voyage.**
Refaire le monde, mais où ? La nourriture, ce produit manufacturé ? Eoliennes . . . . . 4 €

☐ **284 Jeûner et sortie du nucléaire.**
Développement : de la pauvreté à la misère. Ecovillages . . . . 4 €

☐ **287 Décroissance et simplicité volontaire (tiré à part).**
Pour une sobriété heureuse. . . . . 2 €

☐ **289 Un monde écolo possible ?**
Croissance des associations. Sud et pesticides. Mauvais garçons . . . . 4 €

☐ **290 Ne pas oublier le train.**
Service public et gratuité. Micro-hydraulique. Cosmétiques pseudo-naturels. . . . . 4 €

☐ **294 Enfance en collectif.**
Prostitution. Trucs bioclimatiques . . . . . 4 €

☐ **297 Chantiers de la décroissance.**
Commerce équitable. Le monde tel qu'il est. G8 . . . . 4 €

☐ **300 Nos lecteurs ont du talent.**
40 pages réalisées par les lecteurs... . . 4 €

☐ **301 La face cachée des vaccins.**
Communauté ? Eoliennes. Indépendance de la Nef. . . . . 4 €

☐ **303 Débat autour du commerce équitable.**
Education et notation. Sommets . . . . . 4 €

☐ **304 Toujours sexistes ?**
Société de frugalité. Auto-déstructuration. Nucléaire : secret défense. . . . . 4 €

Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an.

France métropolitaine

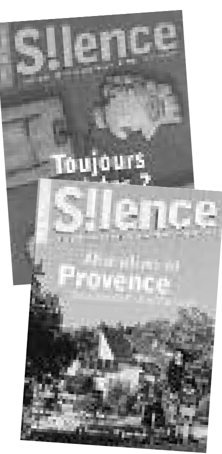
☐ Découverte 1ère année	6 n°	15 €
☐ Particulier	12 n°	40 €
☐ Institution	12 n°	80 €
☐ Soutien	12 n°	50 € et +
☐ Petit futé	24 n°	65 €
☐ Groupés par 3 ex	3 x 12 n°	100 €
☐ Groupés par 5 ex	5 x 12 n°	150 €
☐ Petit budget	12 n°	25 €

Suisse

☐ Découverte 1ère année	6 n°	30 FS
☐ Particulier	12 n°	70 FS

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1ère année	6 n°	22 €
☐ Particulier	12 n°	45 €
☐ Institution	12 n°a	90 €
☐ Soutien	12 n°	50 € et +
☐ Petit futé	24 n°	70 €
☐ Petit budget	12 n°	40 €



je règle un total de :

NOM ____________________

Prénom ____________________

Adresse ____________________

____

Code postal ____________________

Ville ____________________

France : Règlement à Silence, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04

Belgique : Règlement à Brabant-Ecologie, Route de Rénipont, 33, B - 1380 Ohain

Suisse : réglement à Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8